

DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT MILITAIRE SUPERIEUR
ENSEIGNEMENT MILITAIRE DU SECOND DEGRE
ECOLE DE GUERRE



LA COOPERATION MILITAIRE AMERICAINE
EN AFRIQUE :
QUELS ENSEIGNEMENTS A L'HORIZON 2025 ?

<i>Directeur du mémoire</i>	LCL Damien MIREVAL , officier de liaison à AFRICOM et doctorant en histoire
<i>Rédacteur</i>	LCL Yves-Marie JACQUOT , 25 ^{ème} promotion de l'Ecole de guerre, groupe 4

Mars 2018

Aux six filles Jacquot

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué à améliorer ce travail en m'accordant une partie de leur temps et en m'éclairant de leurs conseils.

En premier lieu, je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à Damien Mireval, qui m'a fait l'honneur d'être mon tuteur. Son amour pour l'Afrique et l'intérêt qu'il a porté à ma recherche a permis d'enrichir ma réflexion, notamment par des propositions de lecture toujours appropriées.

Le contre-amiral Loïck Finaz, directeur de l'Ecole de guerre

Le colonel Midan, Directeur du Département histoire, géopolitique et stratégie de l'Ecole de guerre qui m'a autorisé à me déplacer à AFRICOM pour réaliser des entretiens qui se sont avérés indispensables pour une compréhension réaliste de la stratégie américaine en Afrique en cours et surtout à venir.

Les autorités militaires et civiles, françaises et américaines, interrogées, qui ont eu l'amabilité de répondre à mes questions et de me fournir des explications précieuses, avec pour certains, leur vision personnelle.

Robin Cromer et Anna Byrne du *Multinational National Coordination Center* d'AFRICOM qui m'ont fait l'amitié d'activer leur réseau afin que je puisse m'entretenir avec les experts américains de la coopération.

Virginie Jacquot, pour son soutien inconditionnel et sa dextérité dans la relecture du mémoire.

SOMMAIRE

Résumé	<i>Page 4</i>
Introduction	<i>Page 7</i>
Chapitre premier - La stratégie américaine en Afrique : une place secondaire dans les affaires internationales (1789-2007)	<i>Page 13</i>
Chapitre deuxième - Une réorientation stratégique nécessitant une nouvelle organisation : AFRICOM et son arme la coopération militaire (2007-2017)	<i>Page 28</i>
Chapitre troisième - Perspectives de la stratégie américaine en Afrique (2017-2025)	<i>Page 55</i>
Conclusion	<i>Page 83</i>
Liste des acronymes	<i>Page 86</i>
Annexes	<i>Page 89</i>
Bibliographie	<i>Page 92</i>
Table des matières détaillée	<i>Page 101</i>

RESUME

Cette étude décrit l'évolution, dans l'Histoire, de la stratégie militaire américaine en Afrique et se concentre sur les événements majeurs qui ont profondément déterminé le profil des engagements militaires américains actuels. Elle aborde comment AFRICOM, jeune commandement régional inter-agences chargé de l'Afrique et son instrument essentiel, la coopération militaire bilatérale au profit des armées africaines, sont devenus la clé de voûte de l'approche militaire indirecte des Etats-Unis. Par ailleurs, elle exprime en quoi l'assistance américaine, par sa quantité et son financement, représente un défi majeur pour la France et sa coopération.

Partageant une approche commune dans la réponse à donner au manque persistant de sécurité sur le continent, comment la France et les Etats-Unis peuvent agir de concert dans le domaine de la coopération pour permettre, qu'à terme, les armées africaines soient aptes à se défendre en quasi-autonomie face aux menaces auxquelles elles sont actuellement confrontées ? Avec la nouvelle présidence américaine, un virage de leur attitude envers l'Afrique est-elle confirmée ? Ou au contraire, doit-on s'attendre à une hégémonie inéluctable des américains sur la coopération militaire en Afrique ?

A travers une réflexion tirée d'une quinzaine de témoignages d'autorités civiles et militaires expertes de la coopération, ce mémoire ambitionne d'esquisser la coopération américaine future des dix prochaines années, celle qui n'est pas encore écrite mais qui est actuellement élaborée dans les niveaux de conception. Elle propose par ailleurs une catégorisation par profil des pays africains qui pourrait guider les orientations et les décisions prises par AFRICOM. Cet apport à la compréhension de la stratégie militaire à venir permet de conforter l'intérêt mutuel de se coordonner étroitement afin de trouver des synergies dans le domaine de la coopération au profit des armées africaines.

ABSTRACT

This study describes the evolution of U.S. military strategy in Africa and focuses on the major events that have shaped the profile of current US military engagements. It discusses how AFRICOM, the young inter-agency Combatant Command for Africa, engages in bilateral military cooperation for the benefit of African armies and has become the model for the U.S. indirect military approach. It also presents how American assistance, in terms of quantity and financing, represents a major challenge for France and its international cooperation efforts.

Given the persistent lack of security on the continent, how might France and the United States work together to accomplish the common goal of creating self-sufficient, autonomous African armies able to defend themselves from current threats? With the new U.S. presidency, have American attitudes toward Africa changed? Or on the contrary, should we expect an inevitable American hegemony over military cooperation in Africa?

Drawing upon a dozen testimonials from American authorities, this paper aims to outline the future of American cooperation in Africa for the next ten years, an outline that is not yet codified but exists at various levels of development. It also proposes a categorization by profile of African countries that could guide AFRICOM's decision making. Having a better understanding of future American military strategy facilitates coordination and illuminates mutual interests in order to identify synergies for the benefit of African militaries.

INTRODUCTION

« La France doit libérer ses colonies d'Afrique, mais en créant des liens spécifiques avec elles. Notons l'utilité d'amener les Africains peu à peu jusqu'au niveau où ils seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires »

Général de Gaulle, 30 janvier 1944.

Comme l'avait déclaré le général de Gaulle dans son discours de Brazzaville ouvrant la Conférence africaine française, le 30 janvier 1944, la totalité des pays africains accède à l'indépendance lors de la deuxième moitié du XX^e siècle. Avec la souveraineté politique, apparaît la notion d'indépendance militaire qui doit déboucher à terme sur la création d'armées autonomes. Cependant, à partir des années 1990, certains Etats embryonnaires se trouvent démunis face à la multiplication de groupes armés, seigneurs de guerre, milices ethniques et sectes religieuses, armées privées, pirates, sécessionnistes ou bandits, qui ont comme point commun de contester le monopole étatique de l'emploi de la force et de disposer de la puissance¹ pour le faire. Aujourd'hui, un grand nombre d'Etats africains manque de ressources financières, de matériel de qualité et de forces entraînées et aguerries pour s'opposer de façon durable à ces menaces protéiformes. L'adaptation de ces forces à la menace irrégulière est donc une nécessité. Elle est en cours dans plusieurs pays africains, mais elle rencontre de nombreuses contraintes, car elle s'oppose à une vision classique de l'emploi « en attente » de forces armées dont l'Etat et la population se méfient pour différentes raisons². Cette transformation est donc une véritable révolution qui suppose un choix stratégique clair en direction de la sécurité intérieure et l'optimisation de la structure des forces pour cette mission. Il s'agit toutefois d'un risque, dans des pays dont la sécurité domestique a toujours été le principal effort mais à l'encontre des opposants politiques plutôt que pour la lutte contre le terrorisme ou l'islamisme radical.

Dès l'accession à la souveraineté nationale des anciennes colonies françaises d'Afrique et de Madagascar et face à la lourde charge d'assumer leur propre défense, la France s'est rapidement employée à l'alléger en fournissant son appui. Ainsi, à travers des accords de

¹ : la puissance définie par Raymond Aron comme « la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres unités ». ARON Raymond, Paix et guerre entre les nations, Calmann-Lévy, Paris, 1962.

² : dont la première est la peur du putsch militaire dont l'occurrence est en moyenne de deux par an (89 depuis 1960).

défense ou de coopération militaire qui permettent de conserver des relations privilégiées³, les jeunes Etats n'ayant pas constitué un outil de défense adapté à la menace se tournent vers la France afin qu'elle intervienne pour soutenir les armées locales dans des conflits internes et interétatiques et pour garantir la stabilité régionale. Au début des années 1990, les Etats africains affirment leur volonté de se donner les moyens de leur propre sécurité avec des forces militaires indépendantes⁴. Une mutation des modalités des interventions françaises est dès lors perceptible, les opérations relevant désormais davantage de l'évacuation de ressortissants, de l'interposition ou de la stabilisation. Cependant, aider ces Etats à mettre en place leurs Armées reste pour la France une nécessité, voire un impératif.

Dans le même temps, la guerre froide remportée, les Etats-Unis, qui jusque-là s'étaient concentrés sur l'endigement du communisme en Afrique connaissent une réorientation majeure. Devenus l'unique hyperpuissance⁵ mondiale, et dans la continuité de leur succès militaire contre l'armée irakienne en 1991, ils entendent accomplir « la fin de l'histoire »⁶ par la consolidation de la démocratie, l'enrayage des crises et la promotion de la libéralisation économique. L'Afrique, bien que non prioritaire dans le projet américain n'est cependant pas oubliée dans cette approche : appui à la transition démocratique en Afrique du Sud, retrait du soutien accordé jusqu'alors à des régimes autoritaires⁷ et balancement vers ceux qui amorçaient leur démocratisation⁸. Le point culminant est la décision de s'engager cinématiquement en Afrique. Initialement, l'opération « restaurer l'espoir » en Somalie devait consister à pacifier le pays en proie à la guerre civile afin d'acheminer et de distribuer l'aide humanitaire aux populations affamées⁹. Cependant, pour lutter contre les seigneurs de guerre qui s'affrontent pour prendre le pouvoir, les troupes américaines lancent, le 3 octobre 1993, une offensive militaire sur Mogadiscio¹⁰ mais l'intervention tourne mal et entraîne la mort de 19 soldats américains. Trois jours après, le président des Etats-Unis

³ : relations qui permettent de maintenir une surveillance, une capacité d'influer sur les décisions et de préserver au final les intérêts de la France.

⁴ : PASCALLON Pascal, *Quelle évolution pour la politique de sécurité de la France en Afrique ?*, La politique de sécurité de la France défense en Afrique, L'Harmattan, avril 2004, p. 28-29.

⁵ : concept politique utilisé par Hubert Védrine dans son ouvrage *L'hyperpuissance américaine*, Fondation Jean Jaurès, 2000.

⁶ : thèse théorisée par le politologue américain Francis Fukuyama dans son essai *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*, 1992.

⁷ : le Zaïre et le Soudan notamment.

⁸ : notamment l'Ethiopie et le Mozambique.

⁹ : DESCHAMPS Alain, *Somalie 1993, première offensive humanitaire*, L'Harmattan, 2000.

¹⁰ : l'objectif de cette opération est la capture par une *Task Force US* de deux proches du chef de guerre somalien, le général Aidid.

décide de quitter la Somalie. Le fiasco somalien coupe court à toute poursuite de la volonté messianique américaine sur le continent et conditionne le changement de stratégie militaire opéré par les Etats-Unis en Afrique depuis ces vingt dernières années. En effet, quelques mois plus tard, en mai 1994¹¹, il est décidé par Washington de mettre fin à « l'internationalisme coopératif wilsonien »¹² par l'intervention pour des motifs humanitaires au profit d'une « vision hégémoniste et unilatéraliste de l'intérêt national américain »¹³ plus restrictive exprimée dans la *Presidential Decision Directive 25* (PDD 25) du 3 mai 1994. Les prochaines interventions seront désormais seulement menées pour la protection des citoyens américains et la défense des intérêts vitaux des Etats-Unis sur place, puis par ordre décroissant en termes régionaux, l'Est de l'Afrique, suivi par le Nord et le Sahel, enfin le reste du continent et les littoraux. L'approche indirecte sera privilégiée avec un usage important de la coopération militaire, une empreinte légère et « des approches innovantes et à faible coût »¹⁴, reposant sur l'usage de drones et de forces spéciales.

- Problématique

Allié, partenaire, compétiteur, concurrent ? De nombreux termes caractérisent la vision que se fait la France des actions de coopération des Etats-Unis en Afrique. Cette multiplicité s'explique tout d'abord par ses nombreuses facettes. Elle se comprend aussi par l'arrivée de ce « monstre froid »¹⁵ dans l'ancien « pré carré »¹⁶ français, l'Afrique subsaharienne, qui constitue encore aujourd'hui un espace d'intérêt stratégique pour la France en raison de sa proximité géographique et culturelle, et une zone d'influence facteur démultiplicateur de puissance.

Dès lors, alors que la coopération, politique d'échanges et d'actions conjointes dans le domaine de la défense entre Etats est historiquement réalisée dans un cadre bilatéral¹⁷, une approche multilatérale de la coopération prend de l'ampleur depuis quelques années. Comment la France et les Etats-Unis peuvent alors s'entendre afin de générer par une aide

¹¹ : le 3 mai 1994, Bill Clinton signe une directive présidentielle de politique étrangère en ce sens intitulée PDD 25

¹² : VAISSE Justin, *Les Etats-Unis sans Wilson. L'internationalisme américain après la guerre froide*, Critique internationale, 1999, page 108.

¹³ : Ibid

¹⁴ : US Department of Defense, *Sustaining U.S. Global Leadership: Priorities for the 21st Century*, janvier 2012.

¹⁵ : réflexion des réalistes qui trouvent dans les Etats des « monstres froids » ne coopérant que lorsque leurs intérêts sont en jeu (MORGENTHAU Hans, *Politics Among Nations : The Struggle for Power and Peace*, Knopf, 1948).

¹⁶ : BOST François, *France, Afrique, Mondialisation. Le « pré carré français » à l'épreuve de la décolonisation et de la mondialisation de l'économie*, bulletin de l'Association de Géographes Français, 2010.

¹⁷ : entre un pays bénéficiaire et un pays pourvoyeur.

coordonnée et adaptée aux armées la bonne dynamique nécessaire pour que l'Afrique, « avenir du monde »¹⁸, renaisse plus qu'elle ne tombe dans le « chaos »¹⁹ ?

- Etat de la question

Même si la coopération américaine en Afrique demeure l'une des plus transparentes²⁰ à ce jour par sa médiatisation et son étude à travers différentes analyses²¹, elle se révèle difficile à aborder en raison du volume de programmes²² et de la complexité du *process* de financement. Elle l'est aussi car peu de recherches ont été menées au sein des cercles de réflexion militaire français²³. Enfin, la prise en compte de l'évolution de la coopération américaine doit être suivie avec attention par les acteurs français car elle affectera sensiblement la leur et sera susceptible de déstabiliser les armées africaines bénéficiaires.

- Méthode employée

L'apport de ce présent mémoire est directement lié à la méthode employée pour sa rédaction. En effet, ma réflexion sur ce thème n'aurait pu émerger sans ma dernière expérience opérationnelle. Dans un premier temps, dans le cadre du Cours Supérieur InterArmes (CSIA), j'ai été détaché six mois (janvier-juillet 2017) en tant qu'officier de liaison au sein de l'équipe DLIA Français à Stuttgart, plus particulièrement chargé de traiter les dossiers J5 de l'état-major opératif américain gérant les opérations en Afrique (AFRICOM). Dans un deuxième temps, l'école de guerre m'a donné l'opportunité d'approfondir ma réflexion :

- grâce à un échange avec l'école de guerre britannique à Shrivenham. Disposant d'une bibliothèque anglophone particulièrement riche, cette étape dans la construction de ma réflexion s'est portée sur le traitement des archives américaines²⁴ portant sur le sujet,
- grâce à la possibilité de réaliser des entretiens²⁵ d'officiers africains, français et américains en France et en Allemagne, j'ai pu consolider l'angle prospectif de mon mémoire²⁶. Ce sont

¹⁸ : VERLET Martin, *L'Afrique avenir du monde : entre chaos et renaissance*, Publisud, 2012.

¹⁹ : Ibid

²⁰ : à contrario de la coopération chinoise notamment.

²¹ : LARSDOTTER Kersti, *The US Military in Africa, Security Assistance in Africa : the Case for Less*, Parameters, 2015. THALER David, *From Patchwork to Framework: A review of Title 10 Authorities for Security Cooperation*, Santa Monica, RAND Corporation, 2016.

²² : 194 programmes identifiés dans l'aide américaine provenant du DoD et du DoS.

²³ : deux documents français restent cependant incontournables : Etudes de l'IRSEM n°36 de 2014 « La stratégie américaine en Afrique », LEBOEUF Aline, *coopérer avec les armées africaines*, Focus stratégique de l'IFRI, octobre 2017.

²⁴ : utilisés dans le chapitre I parties 1 et 2.

ces témoignages d'autorités militaires et civiles américaines qui confèrent à cette étude l'ambition d'esquisser la coopération américaine future, celle qui n'est pas encore écrite mais qui est actuellement élaborée dans les niveaux de conception.

En présupposant la consolidation du soutien prononcé aux pays partenaires comme part de la stratégie future des Etats-Unis, l'engagement américain sur le continent africain constituera un appui décisif pour atteindre un état final recherché commun : des armées africaines disposant de la volonté et des capacités de combattre seules les menaces auxquelles elles seront confrontées.

Sans ignorer un risque d'éviction par endroit pour la France, plus du fait de leur poids que par leur volonté, travailler en étroite collaboration avec les Etats-Unis dans le domaine de la coopération militaire exige avant tout de les connaître et de les comprendre pour pouvoir à terme déterminer les approches les plus réalistes pour influencer sur leurs choix.

- Plan

Pour la clarté de ce travail et pour mieux apprécier l'évolution du soutien des Etats-Unis aux armées africaines, nous allons adopter une approche chronologique. Ainsi, nous commencerons par étudier comment la stratégie de coopération américaine a été conçue et menée depuis 1990 (I). Nous évoquerons ensuite comment la coopération militaire est devenue le pilier central de l'approche indirecte mise en œuvre par AFRICOM (II). Enfin, nous chercherons à comprendre les perspectives d'évolution à l'horizon 2025 (III). Bien évidemment, cette approche prospective nous amènera à apprécier sur ce thème les relations de la France et des Etats-Unis. Dans ce contexte, à la lumière de cette période actuelle favorable, nous verrons comment la France peut aborder la poursuite de sa coordination et trouver des synergies avec les Américains dans le domaine de la coopération au profit des armées africaines. Nous étudierons aussi pourquoi AFRICOM souhaite davantage se coordonner avec la France, notamment pour disposer d'une meilleure connaissance de la zone Ouest de l'Afrique subsaharienne et pallier sur le long terme ses lacunes vis-à-vis de ses partenaires francophones.

²⁵ : cf annexe Bibliographie

²⁶ : chapitre III.

- Cadrage du sujet

- Délimitation spatiale

L'aide militaire américaine est mise en œuvre par une organisation militaire et interagences aux limites de responsabilités territoriales bien déterminées : AFRICOM. Sa sphère d'influence comprend la totalité du continent africain²⁷ et ses îles²⁸ à l'exception de l'Égypte (rattachée au commandement opératif central CENTCOM). Cette zone de responsabilité diffère nettement de celle adoptée par la coopération française hétérogène en fonction des organismes gérant la coopération²⁹.

- Délimitation temporelle

Bien qu'il ne soit pas question d'une rupture rigoureuse de nature à faire fi du passé, le point de départ de notre étude est 2007³⁰, année de création d'AFRICOM. Dans une approche prospective, un horizon moyen-termiste allant jusqu'à 2025 paraît pertinent.

- Délimitation thématique

La stratégie américaine repose en Afrique sur deux piliers : des missions de coopération de sécurité et des missions d'appui aux opérations de partenaires. Ces dernières seront cependant présentées à *minima* car même si elles ne sont pas le cœur de notre sujet, elles sont complémentaires et souvent imbriquées avec les premières. Le champ du renseignement a volontairement été exclu bien qu'il constitue un volet important de la coopération avec les armées africaines³¹ car il se base sur des informations soumises à un degré de confidentialité ne permettant pas de l'aborder dans un mémoire non classifié.

²⁷ : soit 53 Etats souverains reconnus au niveau de l'ONU (non inclus le Sahara occidental et le Somaliland),

²⁸ : îles du Cap-Vert, de Sao Tomé-et-Principe, ainsi que les îles des Comores, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles.

²⁹ : deux bureaux du CPCO/J5 (Afrique et Europe) gérant l'Afrique et un bureau à l'EMA PRIM.

³⁰ : même si l'étude de la stratégie américaine du chapitre I débutera avant cette date.

³¹ : DONOVAN Kevin et MARTIN Aron, *ISR Forum on Surveillance in Africa : Politics, histories, Techniques, Introduction*, African Studies Review, vol 59, n°2, septembre 2016, p. 31-37.

CHAPITRE PREMIER

1. La stratégie américaine en Afrique : une place secondaire dans les affaires internationales (1789-2007)

La coopération militaire étant un instrument de la stratégie militaire d'un pays, il paraît pertinent d'étudier l'évolution de la politique extérieure américaine en Afrique dans le passé et de s'interroger pour comprendre quels sont les événements qui ont prévalu à la décision américaine d'imposer la coopération comme le pilier de l'action militaire actuellement en Afrique. Ainsi, cette première partie aura pour objet la description des relations entre les Etats-Unis et l'Afrique initiées depuis maintenant plus de 200 ans. Un focus sera notamment réalisé sur trois périodes qui ont des répercussions majeures sur la vision américaine envers ce continent : la période post seconde guerre mondiale, la fin de la guerre froide et le début de la guerre contre le terrorisme³² faisant suite aux attentats du 11 septembre 2001.

1.1. Considérée comme non prioritaire (1789-2001),...

Bien qu'il y ait des liens historiques profonds entre les Etats-Unis et le continent africain, les analystes³³ de l'Afrique s'accordent à dire que les politiques américaines successives, depuis la création de la République en 1789, ont été marquées par une indifférence envers l'Afrique. Par l'absence de menace directe contre les Etats-Unis, limitant par conséquent la nécessité d'un engagement militaire, l'Afrique a toujours été classée comme une priorité faible dans la politique extérieure à contrario de l'effort et des ressources consentis à d'autres régions vues comme prioritaires³⁴ par Washington. Cependant, il est important de revenir un instant sur la fin du XVIIIe siècle. L'origine des relations africano-américaines réside dans le « sordide » commerce d'esclaves et le rapatriement d'esclaves noirs

³² : *The Global War on Terror* (GWOT) proclamée par l'administration du président George W. Bush.

³³ : BROOKS Sean, *American Foreign Policy Toward Burundi*, PRIMA, volume 2, n°2, 2001, page 2.

³⁴ : PATMAN Robert, *US Foreign Policy in Africa*, *US Foreign Policy*, édition Michael Cox et Doug Stokes, Presse universitaire d'Oxford, 2008, page 320.

émancipés par *The American Colonization Society*³⁵ vers l'Afrique de l'Ouest à partir de 1815 vers le Sierra Leone puis massivement³⁶ au Libéria et ce jusqu'en 1847, date de son indépendance³⁷. Quelques années plus tard, entre 1801 et 1805, Les Etats-Unis mènent leur toute première guerre déclarée et ce, en Afrique, contre la Libye qui débute très tôt son antienne belliqueuse envers les Etats-Unis. Ainsi, cette première action militaire extérieure intervient lors de la guerre de Tripoli où le bey de Tripoli et ses alliés de Tunis et Alger déclarent la guerre aux Etats-Unis qui ne veulent plus payer de tribut pour le passage de leurs navires dans les zones maritimes sous régence barbaresque³⁸.

A partir de 1945, comme d'autres régions sous domination coloniale européenne essentiellement française et britannique³⁹, l'Afrique devient un enjeu pour l'administration de Franklin Delano Roosevelt. En effet, ardent anti-colonisateur comme le montrent ses propos tenus en mars 1941 : « *there has never been, there isn't now, and there never will be, any race of people on earth fit to serve as masters over their fellow men.* »⁴⁰, il soutient la décolonisation au nom du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

1.1.1. Les Etats-Unis face à la menace soviétique

Confrontée à une manœuvre d'endiguement du communisme de long terme (1949-1989), la politique étrangère américaine est contrainte de revoir ses priorités. En effet, l'essor des indépendances africaines devient problématique car ces Etats embryonnaires sont particulièrement vulnérables à la dialectique communiste⁴¹ prônant notamment une révision du rapport de force Nord-Sud. Face au risque, réel ou supposé, de prise de contrôle du continent par les soviétiques, la « politique africaine » mise en place par l'administration

³⁵ : face à la manumission ascendante des esclaves, cette société a été fondée en 1817 pour diminuer le nombre de personnes noires aux Etats-Unis en organisant une émigration vers l'Afrique.

³⁶ : 13 000 personnes selon le site *Library of Congress* www.loc.gov/exhibits/african/afam002.html

³⁷ : PATMAN Robert, *US Foreign Policy in Africa*, *US Foreign Policy*, op. cit.

³⁸ : par leur action, les Etats-Unis obtinrent par le traité signé le 4 juin 1805, ne plus payer le tribut aux Tripolitains.

³⁹ : BAGBY Wesley, *America's International Relations Since World War II*, Presse universitaire d'Oxford, 1999, page 278.

⁴⁰ : DULLES Foster et RIDINGER Gerald, *The Anti-colonial Policies of Franklin D. Roosevelt*, *Political Science Quarterly*, n°1, 1955, page 1-18.

⁴¹ : BAGBY Wesley, *America's International Relations Since World War II*, op. cit.

du président John Fitzgerald Kennedy illustre parfaitement l'attitude des américains envers le continent entre 1949 et 1980. Cette politique doit en outre répondre à trois objectifs⁴²:

- la préservation des intérêts occidentaux, en remplaçant un allié défaillant si nécessaire. Washington se substitue ainsi parfois aux puissances européennes, initialement fortement critiquées, pour gérer la décolonisation (intervention au Congo en 1960 en soutien des Belges) et adopte une politique d'engagement sélectif envers des pays africains devenant par la même Etats clients⁴³,
- le soutien aux alliés du bloc occidental par une aide militaire et économique (quitte à soutenir des régimes non démocratiques, injustes voire corrompus),
- la promotion de la stratégie du *containment*.

L'action américaine repose donc plus fondamentalement sur le principe d'opposition à l'URSS que sur une véritable politique africaine. L'Afrique, à l'instar des autres régions du monde, n'est alors qu'un terrain d'affrontement.

Dans le même temps, en réponse à l'augmentation du nombre de pays africains gagnant leur indépendance, le département d'Etat crée, en 1958, le bureau des affaires africaines et le poste de secrétaire d'Etat adjoint pour l'Afrique, ainsi que des ambassades dans des jeunes Etats en accord avec la volonté de l'administration Eisenhower d'une présence diplomatique universelle. Cependant, hormis certains pays du Maghreb intégrés dès 1952 dans le commandement opératif régional pour l'Europe (US EUCOM) où sont stationnés des GI's (Maroc jusqu'au début des années 1960, Libye jusqu'au début des années 1970), les Etats-Unis laissent la majorité des pays africains hors de leur responsabilité, et ce jusqu'en 1982. La présence militaire américaine en Afrique Subsaharienne demeure très modeste et se résume au stationnement de forces chez deux partenaires stratégiques, l'Ethiopie et l'Afrique du Sud.

1.1.2. Les Etats-Unis et ses relations bilatérales : les cas de l'Ethiopie et de la Libye

Les relations américano-éthiopiennes offrent une illustration intéressante de la manière dont les Etats-Unis tentent, entre 1945 et 1970, de s'installer dans de nombreux

⁴² : LERICHE Frédéric, *La politique africaine des Etats-Unis : une mise en perspective, Afrique contemporaine*, édition De Boeck Supérieur, n°207, 2003/3, 210 pages, page 8.

⁴³ : dans les relations internationales, un Etat client est un Etat autonome subordonné à un Etat plus puissant que lui.

pays émergents et d'y contrer la menace soviétique. Plus encore, l'Éthiopie constitue « le parfait exemple d'un pays susceptible de devenir le terrain d'expérimentation des nouvelles théories américaines de développement engendrées par la guerre froide et par la prise de conscience que la puissance militaire américaine dépend avant tout de l'affirmation de leur puissance économique et de celle de leurs alliés »⁴⁴. Ainsi, les accords militaires qui sont négociés en 1953 président durant vingt années aux relations entre les États-Unis et l'Éthiopie. En échange de l'usage quasi illimité de la base d'Asmara, complément stratégique dans le réseau mondial de communication américain⁴⁵ en tant que point d'intersection des fréquences de télécommunication à hauteur de l'Équateur, les américains installent une mission militaire de formation des nouveaux cadres de l'armée impériale et leur octroient une aide près de 45 millions de dollars au cours de la décennie⁴⁶. En 1955, avec le pacte de Bagdad, l'empire Éthiopien se pose comme la frontière sud d'un périmètre d'endiguement du Moyen-Orient. Cet alignement pro-occidental va en fait déterminer le positionnement de la Corne de l'Afrique au cours des trois décennies suivantes : ennemi héréditaire de l'Éthiopie, la Somalie se tourne vers l'URSS en 1969 et la révolution éthiopienne de 1974 ne peut déboucher que sur « un spectaculaire renversement d'alliances en 1977-78 »⁴⁷.

A partir de 1970, américains et soviétiques s'accordent pour que le modèle de détente établi entre Nixon et Brejnev s'applique en Afrique. Durant un discours réalisé pendant une visite en Éthiopie, le secrétaire d'État William Rogers appelle à une fin de la guerre froide en Afrique et un passage de la compétition Est-Ouest vers un développement par la communauté internationale. Cependant, l'arrivée des cubains en 1975 en Angola cause le rejet par le président Gérald Ford de toute détente internationale⁴⁸. Le Portugal se désengageant du Sud de l'Afrique, Washington intervient alors de façon très indirecte, via l'Afrique du Sud, en Angola, Mozambique et Namibie. L'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979 et les potentielles opérations en Iran et au Koweït remettent l'Afrique une nouvelle fois sur le devant de la scène avec l'administration Carter, celle-ci obtenant des bases

⁴⁴ : CIZEL Annick, *Un modèle de développement à l'américaine ? Quelques aspects de la politique des États-Unis en Éthiopie dans les années cinquante*, Revue Française d'Études Américaines, n°83, 2000, page 92.

⁴⁵ : qui incluait les Philippines, l'Éthiopie, le Maroc et Arlington en Virginie.

⁴⁶ : CIZEL Annick, *op. cit.*, page 94.

⁴⁷ : CIZEL Annick, *L'Administration Carter et la Corne de l'Afrique : anatomie d'un renversement d'alliances américano-soviétiques*, Revue Française d'Études Américaines, n°61, août 1994, page 227.

⁴⁸ : COHEN Herman, *The United States and Africa: Non-vital interests require attention*, Foreign Policy interests, numéro 25, 2003, page 20.

temporaires et des autorisations de transit pour ses forces en Afrique de l'Est incluant la Somalie, Djibouti et le Kenya⁴⁹, en vue d'intervenir dans le golfe Arabe.

Mais c'est sans conteste la Libye et son Guide de la Révolution qui focalisent l'attention américaine en Afrique. Ainsi, les années 1980 placent, aux yeux des américains, la Libye et Mouammar Kadhafi comme chef de file d'un mouvement terroriste anti-américain. Déjà, dès 1977, la Libye se place dans le camp opposé aux Américains en voulant notamment intégrer le Pacte de Varsovie et en soutenant des mouvements révolutionnaires et des groupes terroristes comme Abou Nidal. Après l'assaut de l'ambassade américaine de Tripoli en 1979 par une foule de manifestants, les Etats-Unis rompent toute relation diplomatique avec la Grande Jamahiriyya arabe populaire et socialiste. En 1986, l'ONU sanctionne la Libye pour son rôle supposé dans plusieurs actions terroristes et notamment un attentat perpétré contre une discothèque de Berlin-Ouest fréquentée par des soldats américains. Ronald Reagan tient la Libye comme responsable et décide de lancer une série de bombardements ciblés⁵⁰ sur des points stratégiques à Tripoli et Benghazi. Mise au ban par la communauté internationale, la Libye poursuit ses actions terroristes, dont la plus importante est l'explosion en plein vol d'un Boeing 747 de la PanAm en 1988 au-dessus de l'Ecosse. Cependant, en 2003, un tournant politique s'opère lorsque la Libye joue la politique de transparence en reconnaissant son implication dans certains attentats dont celui de Lockerbie. De plus, elle annonce le démantèlement de son programme d'armes de destruction massive et ouvre ses installations aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Dès 2004, les Etats-Unis agissent pour la levée des sanctions onusiennes de 1986 leur permettant d'éviter d'ouvrir un troisième front militaire potentiel après l'Afghanistan et l'Irak et de normaliser ses liens économiques avec la première réserve pétrolière du continent africain. Quelques années après, le printemps arabe réveille l'opposition en Libye et l'année 2011 voit la fin du régime de Kadhafi et le saut du « verrou libyen » avec une participation américaine décisive dans la réalisation de l'opération internationale.

⁴⁹ : Id.

⁵⁰ : l'opération El Dorado Canyon est menée le 15 avril 1986 à partir d'une base en Angleterre et des porte-avions stationnés dans le golfe de Syrte.

Si l'on revient sur le niveau continental, ce n'est qu'en 1983 que les Etats-Unis décident d'intégrer l'ensemble des pays africains dans leurs zones de responsabilité. Le continent est dès lors réparti entre trois commandements opératifs différents, *European Command* (EUCOM), *Center Command* (CENTCOM)⁵¹ et *Pacific Command* (PACOM)⁵².

1.1.3. Une tentation expéditionnaire rapidement contrecarrée : la bascule de 1993

Alors que la fin de la confrontation Est-Ouest et de la division du monde en deux systèmes de vérité opposés paraît retirer tout intérêt stratégique à l'Afrique, l'idéologie américaine tente de profiter de sa victoire sur l'URSS pour s'imposer partout et notamment en Afrique. La stratégie américaine en Afrique, certes fluctuante, amorce ainsi un virage important lors de la période 1990-2001 marquée par trois phases :

- **1991-1994** : une courte phase d'engagement est initiée par le président George Bush. Celle-ci se caractérise par une coupe dans les aides au profit d'alliés de long terme tels que le Zaïre, le Libéria et le Soudan, critiqués pour leur régime autocratique, et un surcroît d'aides en faveur de jeunes démocraties comme l'Afrique du Sud, l'Ethiopie et le Mozambique. Le point culminant de cette phase est la participation américaine à la mission de l'ONU en Somalie en 1992. L'échec de cette opération⁵³ humiliante pour les Etats-Unis et l'approche multilatérale qui en découle constituent un point de rupture dans la stratégie américaine de toute puissance et sont à l'origine de l'approche indirecte américaine développée ultérieurement et qui s'est métamorphosée pendant 25 ans pour aboutir à celle actuellement en œuvre. Le président Bill Clinton promulgue alors les trois principes qui président son action sur le continent : trouver des solutions africaines aux problèmes africains, c'est-à-dire limiter les interventions directes et chercher des relais sur place ; intégrer l'Afrique dans les circuits de l'économie mondiale, comme fondement de la diplomatie commerciale de l'après-guerre froide ; et s'opposer activement au terrorisme islamiste.

⁵¹ : pour CENTCOM : Djibouti, Egypte, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Somalie et Soudan, *Africa Command : US Strategy interests and the Role of the US Military in Africa*, Congressional Research Service, 22 mars 2011, page 14.

⁵² : pour PACOM : Comores, Madagascar, Maurice et Seychelles. PLOCH Lauren, *ibid.*

⁵³ : voir Introduction page 2.

- **1994-1998** : en effet, faisant suite au retrait de Somalie, les américains décident de développer de nouvelles dispositions visant à soutenir les opérations de maintien de la paix et le développement des capacités africaines dans ce domaine. Elles s'illustrent d'abord par une assistance financière à plusieurs initiatives africaines incluant la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Organisation de l'Union Africaine⁵⁴. De façon plus déterminante, cette volonté de se substituer à des proxies se concrétise dans les faits notamment par la visite, en 1996⁵⁵, du secrétaire d'Etat Warren Christopher, en Afrique du Sud dans le but de proposer la mise en place de la Force de réaction aux crises africaines, *African Crisis Reaction Force* (ACRF), force d'interposition composée de soldats africains entraînés et équipés aux opérations de maintien de la paix par les américains. Cette manœuvre de stratégie indirecte repose sur quatre facteurs interconnectés⁵⁶ :

- la réticence à engager des forces américaines sur le sol africain depuis le désastre de Mogadiscio,
- la recherche de solution sur le long terme afin d'éviter l'inaction de 1994 au Rwanda⁵⁷,
- le déclin des puissances européennes sur le continent,
- l'agenda de la politique intérieure avec la campagne présidentielle.

Les dix pays africains ayant été sollicités dont l'Afrique du Sud⁵⁸ s'opposent à ce programme considérant que les solutions de sortie de crise doivent être directement trouvées par l'Afrique.

Ce programme est rapidement remplacé par *the African Crisis Response Initiative* (ACRI). Cette initiative est un programme bilatéral d'entraînement visant à améliorer les savoir-faire individuels de chaque pays membre africain pour les préparer à des opérations multinationales de maintien de la paix dans les situations où le cessez le feu ou un accord de

⁵⁴ : créée en 1963, l'OUA devient en 2002 l'Union Africaine (UA) et par la nouvelle charte de l'UA, elle se voit renforcer par le droit d'intervenir dans un pays membre en cas de génocide, crimes de guerre et violations importantes des droits de l'homme.

⁵⁵ : la dernière visite d'un Secrétaire d'Etat datant de 1990.

⁵⁶ : les premier, deuxième et quatrième facteurs étant cités par Catherine ATLAN et Jérôme LAUSEIG, *les approches françaises et américaines de maintien de la paix en Afrique*, Polis, 1997, page 88-102.

⁵⁷ : inaction qui a marqué certains membres de l'administration Clinton dont Susan Rice et aurait influencé la réponse de l'administration Obama aux conflits en Afrique. VIBOUX Nicole, *La politique des Etats-Unis en Afrique centrale et des Grands Lacs*, Observatoire des Grands Lacs, FRS/DAS, février 2015, page 12.

⁵⁸ : vu par les Etats-Unis comme l'acteur clé et moteur de cette force.

paix existeraient déjà⁵⁹. Il est complété en 1999 par l'*African Regional Exercise Program Concept* (AREPC), qui vise à faire participer des forces africaines au côté de forces américaines ou alliées dans le cadre d'entraînement et d'exercice d'état-major⁶⁰.

- **1998-2001** : La réponse aux attaques meurtrières (12 américains tués) d'août 1998, revendiquées par Oussama Ben Laden contre les missions diplomatiques américaines au Kenya et en Tanzanie marque le début d'une nouvelle ère de la stratégie américaine avec le terrorisme islamiste comme préoccupation majeure. Son importance augmentera ensuite régulièrement par son intensification après les attentats du 11 septembre 2001. Face à ces attaques dans l'Ouest de l'Afrique, les Etats-Unis répondent par l'envoi d'un missile de croisière sur une usine pharmaceutique au Soudan, pays suspecté d'être lié à Al-Qaida et de leur laisser utiliser leur territoire comme sanctuaire. Quand Bill Clinton annonce l'attaque à la population américaine, il déclare que la cible des américains est désormais la terreur. L'attaque et sa riposte marquent une rupture dans la politique américaine à l'égard de l'Afrique⁶¹.

1.2. ..., l'Afrique se voit accordée une fonction stratégique de base arrière dans la lutte contre le terrorisme islamiste après les attentats de New York (2001-2007)

A partir de 2001, l'Afrique prend une nouvelle dimension pour les dirigeants américains qui la considèrent désormais comme une base arrière stratégique. Avec la stratégie nationale de sécurité de 2002, l'effort est désormais mis sur la lutte contre le terrorisme islamiste moyen-oriental, accordant une place pour l'Afrique dans son approche globale, la sécurisation des approvisionnements pétroliers (afin de réduire la dépendance énergétique des Etats-Unis à l'égard du Moyen Orient) et la stabilité régionale. La stratégie nationale de sécurité de 2006 identifie l'Afrique comme une priorité haute et reconnaît que la sécurité dépend du partenariat avec les Africains. Les Etats fragiles et faillis, par leur absence de force sont clairement identifiés comme facteur déstabilisateur régional.

⁵⁹: PLOCH Lauren, *Africa Command : US Strategy interests and the Role of the US Military in Africa*, Congressional Research Service, 22 mars 2011, page 7.

⁶⁰: de BELLESCIZE Gabriel, *Le maintien de la paix en Afrique : la France et le programme Recamp*, Afrique contemporaine, n°191, 1999, page 20.

⁶¹: PLOCH Lauren, op.cit., page 14.

Alors que la politique de Bill Clinton peut être qualifiée de défensive et préventive, ou encore de « wilsonisme pragmatique »⁶², celle de son successeur est caractérisée par une volonté d'exercer un leadership unilatéraliste agressif qui fait peu de cas des alliés traditionnels. En effet, la stratégie post 2001 ne constitue pas une rupture dans les fins. Cependant, la guerre contre le terrorisme a transformé les enjeux et surmultiplié les moyens mis en œuvre par George W. Bush.

1.2.1. Des facteurs interconnectés piliers de la politique américaine actuelle

Ainsi, durant cette décennie, certains aspects de la politique américaine à l'égard de l'Afrique mis en place entre 1990 et 2000 sont consolidés. L'*African Policy Review* de 2004 conduite par le centre pour les études stratégiques et internationales identifie cinq facteurs (pétrole, commerce, conflits armés, terreur et maladies infectieuses) qui ont amené les Etats-Unis à revoir conceptuellement leur vision stratégique de l'Afrique⁶³. Ces facteurs relèvent de trois principales catégories étroitement liées : économique, sécuritaire et humanitaire.

Enjeux économiques

Le potentiel de croissance lié aux ressources naturelles africaines est identifié par les Etats-Unis qui décident de l'encourager, moins par l'aide au développement que par la promotion des échanges. L'émergence d'un bloc africain représentant un tiers des votes au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) doit être considérée car ce continent peut influencer tant négativement que positivement les intérêts commerciaux américains⁶⁴.

Par ailleurs, la baisse de la dépendance énergétique américaine envers le Moyen-Orient et le Venezuela désirée par les présidents américains antérieurs⁶⁵ doit passer par une diversification des fournisseurs d'énergie et notamment en recherchant un

⁶² : HASSNER Pierre et VAISSE Justin, *Washington et le monde. Dilemmes d'une superpuissance*, Collection CERI autrement, 2003.

⁶³ : KANSTEINER Walter et MORRISON Stephen, *Rising US Stakes in Africa: Seven Proposals to strengthen US-Africa Policy*, CSIS, mai 2014, page 52.

⁶⁴ : Id.

⁶⁵ : Le Président Georges W. Bush annonçait en 2006 vouloir substituer plus de 75% des importations de pétrole provenant du Moyen-Orient par d'autres régions d'ici à 2025. *The White House, Presidents Delivers States of The Union Adress*, 31 janvier 2006.

approvisionnement par les canaux africains⁶⁶. Ce changement de position mondiale de l'Afrique conduit à l'adoption d'un accord d'ouverture du marché américain aux produits africains et de la loi sur la croissance et les opportunités de développement en Afrique⁶⁷. Le pétrole africain devient une priorité stratégique, expliquant largement l'insistance de Washington pour appuyer le développement des entreprises américaines sur le continent.

Enjeux sécuritaires

En premier lieu, face à l'instabilité et à la vulnérabilité de certains gouvernements africains, la sécurité maritime liée au potentiel économique africain devient un enjeu majeur. Ainsi, le contrôle délicat voire inexistant des zones maritimes et des côtes africaines, particulièrement dans le Golfe de Guinée, Golfe d'Aden et l'ouest de l'océan Indien, a permis la croissance du crime transnational incluant les trafics illégaux (drogue, armes et humain), la pêche illégale, le crime environnemental et la piraterie maritime. L'Afrique de l'Ouest apparaît⁶⁸ comme la zone la plus touchée par les activités criminelles, le trafic de drogue transitant par exemple dans cette région représentant le tiers de la cocaïne consommée en Europe⁶⁹. En 2005, l'administration Bush élabore sa stratégie nationale pour la sécurité maritime indiquant la décision de développer des plans pour financer des initiatives avec certains pays africains dans le domaine de la sécurité frontalière et côtière.

Par ailleurs, les conflits et l'instabilité chronique de l'Afrique causent une souffrance humaine à l'échelle mondiale et ont un impact considérable sur le développement économique, social et politique du continent. Il accueille la grande majorité des missions de maintien de la paix de l'ONU mais certains pays africains tentent de s'engager pour faire face aux menaces protéiformes. Ainsi, des pays comme le Ghana, l'Éthiopie, le Nigéria et l'Afrique du Sud, sont fragilisés⁷⁰ dans leur action par des insuffisances dans les domaines de la logistique, du Command and Control (C2), et en termes d'équipement et d'entraînement mais font partie des pays les plus actifs dans le cadre des *Troops Contributing Country* (TCN).

⁶⁶ : ce sera le cas puisqu'en en 2007, les États-Unis exportent plus de pétrole d'Angola et du Nigéria que d'Arabie Saoudite. *National Intelligence Council, External Relations and Africa*, Washington DC, 16 mars 2007.

⁶⁷ : loi fédérale américaine adoptée en 2000 par le Congrès. *African Growth and Opportunity Act* (AGOA)

⁶⁸ : *Statement of General David Rodriguez*, COM US AFRICOM de 2013 à 2016, 2012, page 10.

⁶⁹ : selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, <http://www.unodc.org>

⁷⁰ : PLOCH Lauren, op.cit., page 16-17.

Ils sont ainsi perçus par les Etats-Unis comme des Etats à privilégier et à assister afin d'améliorer leurs compétences et leurs capacités⁷¹.

Dès 1998 (attentats en Tanzanie et au Kenya), le terrorisme islamiste occupe une place majeure dans la perception du continent par l'Administration Bush car ces événements touchent directement l'un des fondements de sa politique extérieure clairement exprimée dans la PDD 25 de 1994 à savoir la protection de ses citoyens. Devenu l'un des fronts de la guerre globale contre la terreur, l'Afrique voit sa place se préciser. Ainsi, la politique de sécurité militaire, amorcée par Bill Clinton et réactualisée par George W. Bush, s'articule autour de deux notions qui peuvent paraître ambivalentes : permanence et mutation. En effet, la théorie de l'endiguement prônée lors de la guerre froide s'est réorientée vers la lutte contre l'expansion de l'islamisme intégriste, essentiellement dans la Corne de l'Afrique :

- permanence. L'endiguement de l'opposant idéologique reste une priorité comme lors de la guerre froide contre l'idéologie communiste,
- mutation car les Etats-Unis sont confrontés à un nouvel ennemi, l'islamisme radical.

Après le 11 septembre 2001, Washington renforce la stratégie de l'endiguement de l'islamisme érigée en impératif absolu dans le cadre de la guerre contre le terrorisme. Mais, dans une certaine mesure, les objectifs des deux présidents sont marqués par une relative continuité, d'autant que l'appareil bureaucratique gérant la politique africaine impose son inertie⁷².

Enjeux humanitaires

En 2003, le constat de la situation humanitaire est alarmant : 27 millions d'africains sont séropositifs (67% des 40 millions recensés au niveau mondial), le SIDA est la cause principale de décès⁷³ (2.3 millions d'africains morts en 2003). La propagation du virus fait l'objet d'un intérêt particulier des américains depuis la fin des années 1990, un peu tard comme l'estime

⁷¹ : PLOCH Lauren, Ibid, page 17-18.

⁷² : SCHRAEDER Peter, *Finie la théorie, vive la géopolitique, Premières tendances de la politique africaine de l'administration Bush* (2001), Politique africaine, n°82, juin 2001, page 135.

⁷³ : KANSTEINER Walter et MORRISON Stephen, *Rising US Stakes in Africa: Seven Proposals to strengthen US-Africa Policy*, op. cit., page 138.

William Zartman⁷⁴: « l'Administration Clinton ne s'est réveillée sur ce sujet qu'en 1999 ». Devenue une « question de sécurité nationale », des actions de surveillance, de recherche et de prévention sont engagées, des soins sont mis en œuvre en Afrique.

A la lumière de ces nouveaux enjeux, l'Afrique semble donc sortie de cet angle mort de la politique extérieure américaine dans laquelle elle se trouvait jusqu'à présent.

1.2.2. Des applications concrètes

A partir de ces facteurs, des décisions concrètes d'augmentation des budgets dédiés à l'Afrique et à la présence militaire sur le sol africain sont mises en place.

La création de la CJTF HOA

Après le 11 septembre, la Corne de l'Afrique revêt pour les américains une importance stratégique comme potentielle ligne de front dans le cadre de la GWOT. La Somalie, « un pays sans Etat »⁷⁵, disposant de connections privilégiées avec le terrorisme régional et considéré comme un sanctuaire apparent pour Al-Qaida⁷⁶, est identifiée comme un point focal pour les opérations de contre-terrorisme. La conséquence de cette analyse est la création de la *Combined Joint Task Force-Horn of Africa (CJTF HOA)*⁷⁷ en 2002 en tant que commandement subordonné à US CENTCOM. Son état-major permanent s'établit en 2003 sur un ancien camp du 6^e RAMA⁷⁸, le camp Lemonnier. Avec un effectif de 2 000 militaires et civils, elle devient la seule base permanente américaine sur le continent. La mission dévolue au CJTF initialement consistait en des opérations cinétiques anti-terroristes et évolue sans cesse⁷⁹ jusqu'à devenir une mission visant à développer les capacités des nations partenaires afin de promouvoir la sécurité régionale et la stabilité, prévenir les conflits et protéger les

⁷⁴ : ZARTMAN William, *L'administration Clinton et l'Afrique : une appréciation d'ensemble*, Afrique contemporaine, n°197, 2001, page 6.

⁷⁵ : COLIN Xavier, *Entre islamistes extrémistes et pirates des mers : comment vit la Somalie ?*, émission Géopolitis, TSR, 25 février 2009.

⁷⁶ : VINES Alex et CARGILL Tom, *Sub-Saharan Africa: providing strategic vision or fire-fighting, America and a Changed World : A Question of Leadership*, édition Robert Niblett, 2010, page 53.

⁷⁷ : sa zone de responsabilité : Djibouti, Ethiopie, Erythrée, Kenya, Seychelles, Somalie et Soudan, mer Rouge, Golfe d'Aden et océan Indien ; sa zone d'intérêt : Burundi, Comores, Madagascar, Maurice, Mozambique, RDC, Rwanda, Tanzanie, Tchad et Yémen.

⁷⁸ : Le 5^e régiment Interarmes d'outre-mer, *la force d'intervention prépositionnée*, octobre 2017, page 112.

⁷⁹ : PHAM John, *The new Strategic importance of Africa in the impact of 9/11 on politics and War: The Day that Change everything?*, édition Matthew Morgan, New York, Palgrave Macmillan, 2009, page 236.

intérêts américains et alliés. Ainsi, tandis que les forces spéciales américaines poursuivent leurs actions contre le terrorisme dans la région, la CJTF-HOA se spécialise sur les actions indirectes dont l'objectif est d'interdire les groupes extrémistes, leur idéologie et leur propagation au sein des Etats vulnérables de sa zone de responsabilité.

Pour atteindre cela, la *Task Force* prend des mesures pour favoriser l'intégration inter-agences notamment :

- en mettant en place des officiers de liaison dans les ambassades US de la région,
- en affectant un conseiller militaire expérimenté (*Senior military advisor*) à la mission américaine de l'état-major de l'Union Africaine (UA) à Addis Abeba,
- en intégrant en son sein un personnel du Département d'Etat comme conseiller pour la politique étrangère et un personnel de l'USAID comme conseiller pour le développement, tous deux placés directement auprès du commandant de la force⁸⁰.
- en intégrant des officiers de liaison de chacun des pays de sa zone de responsabilité ainsi que des pays partenaires militaires historiques ayant des intérêts dans la Corne.

Ces adaptations innovantes deviendront le modèle utilisé pour la construction du futur commandement régional opératif pour l'Afrique : US AFRICOM⁸¹.

Le stationnement en permanence d'unités américaines à Djibouti met un terme à la présence exclusive des forces françaises dans un territoire stratégiquement situé. Dans le même temps, les pressions américaines s'accroissent pour accéder à des bases militaires dans plusieurs pays africains⁸².

Une formation offensive, validée par l'ONU et dispensée aux armées africaines

Au début de son mandat, le terrorisme islamiste menaçant les intérêts américains, George W. Bush décide du développement de la coopération régionale.

Il évalue d'abord le programme ACRI⁸³, introduit par son prédécesseur, comme pas assez agressif et décide de le remplacer, en 2002, par un fonds du Département d'Etat intitulé *African Contingency Operations Training Assistance* (ACOTA). Celui-ci est géré par le bureau

⁸⁰ : PHAM John, *Been There, Already Doing That: America's Ongoing Security Engagement in Africa, Contemporary Security Policy*, n°1, avril 2009, page 75.

⁸¹ : en 2007, l'amiral Robert Moeller, chef de l'équipe chargée de la transition des responsabilités du CJTF entre EUCOM et AFRICOM soulignait que le modèle du CJTF avait été répliqué sur toute l'Afrique avec la création d'AFRICOM. DELVENTHAL Paul, *US Counter-Terrorism in Somalia and The Horn of Africa, Post 2001 Project on National Security Reform*, 2010.

⁸² : JARREAU P, *George Bush demande à l'Afrique de s'engager contre le terrorisme*, Le monde, 8 juillet 2003.

⁸³ : présentée dans le 1.1.3.

des affaires africaines du DOS en collaboration avec l'office du Secrétaire d'Etat au Pentagone. Ce programme est élaboré pour prendre en compte une formation plus offensive préparant les forces africaines pour des missions de maintien de la paix dans un environnement hostile, celles-ci incluant désormais la *Force protection* et la réalisation d'opérations cinétiques du niveau unité élémentaire⁸⁴. Ces modules d'entraînement sont validés par le département des opérations de maintien de la paix de l'ONU⁸⁵. Ainsi, un nombre important de pays africains (Afrique du Sud, Ethiopie, Ghana, Nigéria, Rwanda et Sénégal) soutenus par ACOTA ont participé à des opérations de l'ONU notamment en Sierra Léone, Guinée-Bissau, en RCA et au Soudan et 154 500⁸⁶ soldats de la paix provenant de vingt pays africains ont été formés par ACOTA et ACRI. En 2005, ACOTA intègre le *Global Peace Operations Initiative* (GPOI), un forum de coordination de programme d'assistance des pays du G8.

En addition, le DOS met en place l'initiative Pan-Sahel (*Pan-Sahel Initiative* PSI) en 2011 avec l'objectif d'empêcher cette région (Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) de devenir un sanctuaire pour les terroristes. Sous couvert du PSI, les américains fournissent des entraînements de base et des équipements (Prévu d'en parler dans le 2.2.2 donc j'attends de voir cette partie pour compléter ensuite celle-ci si nécessaire).

L'accroissement des dépenses pour le développement

En parallèle de l'augmentation des dépenses en vue de soutenir l'amélioration des capacités militaires des armées africaines entre 2001 et 2006, l'administration Bush poursuit l'effort débuté par Bill Clinton dans sa dernière année de mandat dans l'augmentation des ressources au profit de l'aide au développement. Il triple ainsi le budget de l'aide humanitaire et au développement au profit de l'Afrique (de 1,4 milliards de dollars à 4 milliards de dollars par an)⁸⁷. Trois projets phares sont à mentionner. Tout d'abord, en 2004, le Congrès crée *The Millenium Challenge Corporation* (MCC)⁸⁸, une agence indépendante d'aide pour l'étranger dont l'objectif est d'accélérer le développement des pays africains par

⁸⁴ : JOURDE Cédric, *The Role of The United States in Western Africa: Tying Terrorism to electoral Democracy and Strategic Resources in Hegemony or Empire? The redefinition of US Power under George W. Bush*, édition Charles-Philippe David et david Grondin, Ashgate, 2006, page 189.

⁸⁵ : à la fin de 2010, sept pays africains classés parmi les vingt plus grands contributeurs dans les opérations de l'ONU et représentant 24% du total des troupes engagées.

⁸⁶ : jusqu'en 2009.

⁸⁷ : PHAM John, *The New Strategic importance of Africa*, op. cit., page 235-236.

⁸⁸ : Site internet Millenium Challenge Corporation <http://www.mccc.gov/pages/about>

le soutien de leur croissance économique en vue de réduire la pauvreté. Un pays pouvant prétendre à cette aide doit respecter trois critères :

- une bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques,
- la création d'un environnement favorable à l'initiative privée,
- l'engagement de l'Etat à réaliser des investissements significatifs dans le secteur social.

La MCC aura signé pour 4,5 milliards de dollars de subventions et d'accords d'aide.

Deuxièmement, *The President's Emergency Plan for AIDS Relief* (PEPFAR) a été créé en 2003 pour lutter contre le VIH/sida et concerne 12 pays africains sur 15 pays éligibles. En 13 ans, 11,5 millions d'africains reçoivent un traitement antirétroviral de ce programme.

Enfin, *The Initiative for Education in Africa* revêt un caractère déterminant au vu de l'accroissement de la démographie africaine et de la part de la jeunesse dans la population totale.

CHAPITRE DEUXIEME

2. Une réorientation stratégique nécessitant une nouvelle organisation : AFRICOM et son arme la coopération militaire (2007-2017)

2.1. La création d'AFRICOM

L'idée d'un COCOM dédié à l'Afrique existait dans les cercles du Pentagone déjà depuis des années. Cependant, ce n'est qu'en juillet 2006, que le Secrétaire d'Etat Donald Rumsfeld ordonne la réalisation d'une étude de faisabilité⁸⁹. Son ambition est de fusionner *le Hard power* du DOD avec le *Soft power* de la diplomatie et de l'aide au développement, projet qui a été abandonné par la dernière administration avec ses PDD⁹⁰ qui limitent l'action militaire majoritairement aux missions de combat. Une équipe intégrée (*Integrated Process Team*) composée de représentants de l'office du secrétariat de défense, du *Joint Staff*, le DOS et l'USAID, est créée et se rencontre pour la première fois en novembre 2006⁹¹. La création d'un nouveau commandement opérationnel régional requiert la modification d'un document d'exécution classifié, *the Unified Command Plan (UCP)*⁹², qui établit les responsabilités et les zones de responsabilités des commandants de COCOM. Ce plan est initié par le *Chairman of Joint Chief of Staffs (CJCS)* qui formule une recommandation au Secrétaire à la Défense qui, après son rapport, transmet pour accord au Président. Le rapport de 2006⁹³ recommande la création d'un commandement en Afrique. Le 6 février 2007, George W. Bush annonce la création du neuvième COCOM⁹⁴ dénommé *Africa Command (AFRICOM)*, avec une *Initial Operating Capability (IOC)* en octobre 2017

⁸⁹ : LE VAN Carl, *The Political Economy of African Responses to the US Africa Command*, *Africa Today* 57, n°1, 2010, page 7.

⁹⁰ : notamment la PDD 25 post Restore Hope.

⁹¹ : certaines références traduisent IPT par *Initial Planning Team* mais les dernières documentations officielles du DOD valident *Integrated Process Team*.

⁹² : réactualisé tous les deux ans.

⁹³ : l'UCP de 2008 entérine cette création.

⁹⁴ : US PACOM créé en 1947, US EUCOM créé en 1952, US SOUTHCOM créé en 1963, US CENTCOM créé en 1983, US SOCOM créé en 1987, US TRANSCOM créé en 1987, STRATCOM créé en 1992, US NORTHCOM créé en 2002.

subordonné à EUCOM et une *Full Operating Capability* (FOC) le 1^{er} octobre 2008 pour l'ensemble du continent excepté l'Égypte qui reste sous l'autorité de CENTCOM. Lors de cette déclaration, le dirigeant américain identifie de nouvelles attributions non militaires à ce commandement en intégrant dans ses prérogatives « la promotion des domaines du développement, de l'éducation, de la démocratie et de la croissance économique en Afrique pour atteindre les buts nationaux »⁹⁵. Le 10 juillet 2007, l'adjoint du Commandant de EUCOM, le général William Ward, est nommé par le président Bush en tant que premier Commander of AFRICOM⁹⁶ (COM AFRICOM).

Deux impératifs opérationnels derrière la création d'AFRICOM

Cette décision pour la création d'un nouveau COCOM résulte d'impératifs opérationnels. Tout d'abord, les COCOMs (EUCOM, CENTCOM et PACOM)⁹⁷, qui se partagent la responsabilité opérationnelle de l'Afrique avant 2007, sont grevés depuis les années 2000 par l'engagement de ressources humaines et matérielles substantielles, en Afghanistan et en Irak pour CENTCOM, et prioritairement sur les pays européens et la Russie pour EUCOM. Le général James Jones, COM EUCOM, déclare ainsi en 2006, que les problématiques en Afrique représentent plus de la moitié du temps de travail de ses effectifs et cela depuis trois ans. Par ailleurs, la division de l'Afrique entre trois COCOM⁹⁸ pose la question de la couverture des frontières dans la responsabilité des COCOM. En effet, les crises en Afrique étant devenues principalement régionales, elles nécessitent une coordination fine entre COCOM, ce qui peut s'avérer complexe surtout lorsqu'il s'agit de désigner le COCOM pilote. Cette fragilité est notamment perceptible dans la région frontalière entre le Soudan (AOR⁹⁹ CENTCOM), le Tchad et la RCA (AOR EUCOM), qui est une zone crisogène et fortement instable au regard de la situation au Darfour et de la menace des *Lord's Resistance Army* (LRA). Enfin, il existe une mauvaise adéquation des responsabilités géographiques des COCOM avec la localisation des autorités régionales africaines. Ainsi, une majorité des pays

⁹⁵ : Office de la Maison Blanche, *President Bush creates Department of Defense Unified Combatant Command for Africa*, 6 février 2007, presse du Secrétariat.

⁹⁶ : VOLMAN Daniel, *AFRICOM: what is it for and what will it do?*, *US Strategy in Africa*, *Routledge Global Security Studies*, 2009, page 45.

⁹⁷ : EUCOM intègre 42 pays africains dans son AOR, CENTCOM inclut 8 pays de la Corne de l'Afrique et PACOM est responsable des Comores, Madagascar et Maurice.

⁹⁸ : et deux bureaux pour le DOS : le Bureau des affaires africaines pour l'Afrique subsaharienne et le Bureau des affaires proches de l'Est pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient.

⁹⁹ : AOR : *Area of Responsibility*.

africains (42/55 pays) est sous la responsabilité de EUCOM alors que l'état-major de l'UA est à Addis Abeba (Ethiopie) dans la zone sous responsabilité de CENTCOM. Au titre de ces impératifs, AFRICOM peut être vu comme une réorganisation interne des structures des commandements du DOD.

Le choix de la localisation d'AFRICOM

La place de l'état-major d'AFRICOM est cruciale car c'est un lieu où le commandement prend les décisions. Diverses propositions sont faites et amènent un vif débat tant en interne qu'en externe et notamment en Afrique.

Du point de vue du DOD, de nombreuses autorités plaident pour une localisation directement en Afrique, ce qui ferait le second COCOM, après EUCOM situé à Stuttgart. Positionner le QG dans sa zone d'action, à proximité des partenaires africains et des missions diplomatiques US, permet une interaction efficiente. Pour cela, cette localisation doit être étudiée sous le prisme des critères discriminants suivants :

- la protection et la sécurité pour les 1 000 personnes et leurs familles susceptibles de travailler dans le quartier général,
- un accès satisfaisant à des soins médicaux et des écoles de qualité,
- la stabilité politique du pays,
- un niveau de corruption étatique relativement bas,
- un accès facile au réseau de transport international,
- une proximité avec l'UA, les organisations régionales africaines et les réseaux gouvernementaux américains.

Du point de vue du DOS, il est proposé la création d'un état-major dispersé sur plusieurs emprises¹⁰⁰ de petite taille réparties par région permettant un maillage continental¹⁰¹.

Ces emplacements, pourraient, pour certains, être colocalisés avec des organisations africaines sous-régionales afin de consolider l'architecture sécuritaire naissante de l'UA.

Le général Ward, COM AFRICOM entre 2007 et 2011, quant à lui, considère que la situation actuelle basée sur le réseau local des *Offices of Security Cooperation (OSC)*¹⁰² est suffisante.

¹⁰⁰ : à l'image des composantes actuelles d'AFRICOM

¹⁰¹ : propos notamment tenus par l'adjoint du SECDEF, Ryan Henry à l'occasion d'une conférence publique de l'USAID de l'*Advisory Committee on Voluntary Foreign Aid (ACVFA)* le 23 mai 2007. Le budget du DOD pour l'année fiscale 2009 prévoit un financement « pour une présence limitée sur le continent africain avec l'établissement de deux des cinq offices régionaux » mais la décision de financement du Congrès est d'abord décalé puis annulé.

¹⁰² : présentation des OSC partie 2.2.1.

Alors que certains Etats américains se proposent pour héberger cet état-major, quelques pays africains (dont publiquement le Libéria en 2007) disposant d'une relation militaire privilégiée avec les Etats-Unis font une offre. Cependant, les pays dotés d'une aura diplomatique sur la scène africaine, tels que l'Afrique du Sud et l'Algérie, expriment une forte opposition face à l'installation d'un état-major américain sur le sol africain. Ces pays voient, en premier lieu, d'un très mauvais œil une présence militaire étrangère permanente et puissante proche de leurs frontières. En outre, la présence militaire américaine, selon eux, pourrait réveiller et attiser des groupes terroristes locaux. Enfin, certains se considérant comme une puissance régionale voient dans cet état-major, composé d'autorités militaires et politiques, un rival en termes de puissance politique et militaire au sein de leur sphère d'influence. Face à cette contestation, la décision se porte, pour un déploiement initial, sur Stuttgart (Allemagne). Cette configuration, arrêtée pour un an¹⁰³, qui accueille déjà le QG de EUCOM simplifie la montée en puissance de cette organisation et la pérennité de la conduite des actions militaires d'AFRICOM puisqu'une majorité des personnes en charge de l'Afrique y est déjà basée.

2.2. AFRICOM : « un Combat Command + »

Comme annoncé par le DOD, AFRICOM a pour objectif de défendre les intérêts stratégiques américains en collaborant avec les Etats africains et les organisations régionales afin de renforcer leurs capacités de défense pour qu'ils contribuent à la stabilité et à la sécurité régionales. AFRICOM dispose aussi d'un mandat pour conduire des opérations militaires ordonnées par Washington. A ce titre, la première opération militaire majeure d'AFRICOM est l'opération *Odyssey Dawn* qui est la contribution américaine à l'effort militaire multilatéral pour la mise en place d'une interdiction de survol et d'une protection de civils en Libye, en appui de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU¹⁰⁴. Les opérations initiales, débutées le 19 mars 2011, consistent en une destruction des infrastructures libyennes de commandement et de défense sol-air par des missiles de croisière Tomahawk. Puis, AFRICOM soutient l'aide humanitaire entamée le 4 mars, par la

¹⁰³ : aujourd'hui, l'option officielle est le maintien à long terme du QG à Stuttgart.

¹⁰⁴ : BLANCHARD Christopher, *Libya: Unrest and US Policy*, CRS Report RL33142.

livraison de matériels de secours et par l'évacuation de ressortissants étrangers. A partir du 1^{er} avril, l'OTAN prend le commandement de l'opération militaire en Libye *Unified Protector*.

2.2.1. Un modèle original présentant des avantages indéniables,...

Certains officiels du DOD¹⁰⁵ comparent AFRICOM à un COCOM +. Cette dénomination signifie que ce commandement dispose de tous les rôles et responsabilités d'un COCOM géographique traditionnel incluant la capacité de soutenir ou d'organiser une opération militaire. Son mandat élargi intègre des facteurs immatériels¹⁰⁶ de la puissance dont le but est la construction d'un environnement sécuritaire stable et incorpore, pour faire face à ces défis, une composante civile dimensionnante provenant d'agences gouvernementales.

Différents documents officiels dont la stratégie nationale de sécurité de 2002 attestent que les Etats-Unis sont aujourd'hui moins menacés aujourd'hui par les Etats avides de conquête que les Etats faillis. Le DOD identifie l'instabilité dans les autres Etats comme une menace pour les intérêts américains¹⁰⁷. Il définit les opérations de stabilité comme partie du corps des missions militaires américaines et considèrent qu'elles devraient être classées au même rang de priorité que les opérations de combat. La stratégie nationale de sécurité de 2008 atteste que l'incapacité de nombreux pays à se gérer en autonomie (ou avec leurs voisins) pour garantir la sécurité régionale représente un défi pour la communauté internationale et peut nuire aux intérêts américains, alliés ou amis. Le rapport quadriennal sur la défense de 2010 réitère ces points en soulignant que la prévention des conflits, la stabilisation des crises et la constitution des capacités dans le secteur sécuritaire sont des éléments essentiels dans l'approche de sécurité nationale.

Bien que les forces américaines soient traditionnellement axées sur le combat et la force pour faire la différence sur le champ de bataille, la stratégie de défense s'intéresse désormais à la prévention des conflits¹⁰⁸ en analysant la menace à son origine en renforçant la coopération sécuritaire locale (*Theater security cooperation*) et les capacités structurelles des armées africaines partenaires.

¹⁰⁵ : *Inside the Army, Pentagon : AFRICOM Won't boost US Troop presence on the continent*, 12 février 2007.

¹⁰⁶ : NYE Joseph, *Bound to Lead : The changing nature of American power*, Basic Books, 1990.

¹⁰⁷ : directive du DOD 3000.05 de 2005.

¹⁰⁸ : ou phase 0 d'un ordre d'opérations selon le général Charles WALD, *The Phase Zero campaign, Joint Force Quarterly*, n°43, 4^e trimestre 2006.

Un état-major interministériel,...

L'administration Bush voit dans le nouveau modèle d'AFRICOM une réelle évolution par rapport aux autres COCOM par l'intégration d'agences du gouvernement dans le processus de planification du DOD. La volonté affichée d'une coordination interagences dans le domaine de la politique de sécurité requiert donc l'interaction d'organismes et d'acteurs à trois niveaux, qu'ils soient à Washington, à Stuttgart ou sur le terrain.

Au pentagone, le bureau des affaires politiques et militaires¹⁰⁹ du DOS joue le premier rôle de liaison avec le DOD. Sa contrepartie au DOD est l'office du secrétariat de la Défense pour les affaires de sécurité internationales¹¹⁰. En 2005, l'USAID crée l'office des affaires militaires¹¹¹ au sein du bureau pour la démocratie, les conflits et l'assistance humanitaire¹¹² afin de se coordonner avec le DOS et le DOD et contribuer à l'effort dans le secours humanitaire et la reconstruction post-conflit. Ces trois composantes doivent former « une fourchette à trois dents »¹¹³.

Au niveau stratégique, le bureau des affaires politiques et militaires du DOS assigne des conseillers en politique extérieure (POLAD) auprès du COM COCOM et des autorités militaires de haut rang pour leur apporter une expertise diplomatique et politique. L'USAID détache aussi des personnes de l'Office pour l'aide à la gestion de catastrophes¹¹⁴ et de l'Office des affaires militaires comme experts au développement¹¹⁵. Ainsi, dans le développement du premier plan de campagne de théâtre¹¹⁶, traduction de la stratégie nationale en objectifs opérationnels, les autorités veulent intégrer les autres agences au plus tôt dans le processus de planification. Ce sont les prémices d'une approche globale au sein d'un COCOM.

Au niveau local enfin, le DOD met en place des attachés de défense¹¹⁷ pour réaliser la liaison entre le COCOM et l'Ambassade¹¹⁸ et la synchronisation des efforts militaires avec ceux des autres départements américains. Ils intègrent l'équipe inter-agences spécialisée sur le pays, l'*interagency embassy country team* et travaillent au profit de trois autorités bien distinctes,

¹⁰⁹ : Bureau of Political-Military Affairs (PM)

¹¹⁰ : Office of the Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs (ISA)

¹¹¹ : Office of Military Affairs (OMA)

¹¹² : Bureau for Democracy, Conflict and Humanitarian Assistance (DCHA)

¹¹³ : WARD Kip (general américain, premier COM AFRICOM)

¹¹⁴ : Office of US Foreign Disaster Assistance (OFDA)

¹¹⁵ : Senior Development Advisor (SDA)

¹¹⁶ : Theater Campaign Plan (TCP).

¹¹⁷ : Senior Defense Official/Defense Attaché (SDO/DATT) qui ne dépendent pas directement d'AFRICOM.

¹¹⁸ : dont 15 en Afrique sont répertoriées en zone de risque élevé.

l'ambassadeur (20% de son temps), l'agence du renseignement de la défense (*Defense Intelligence Agency* (DIA) à 40 % de son temps) et AFRICOM (40% de son temps)¹¹⁹. De nombreuses ambassades disposent aussi d'un Office pour la coopération de sécurité, l'*Office of Security Cooperation* (OSC) qui est en charge de la coordination des activités d'assistance militaires avec les armées du pays bénéficiaire. En Afrique, 21 OSC et 41 attachés de défense¹²⁰ sont actuellement en poste¹²¹.

Se rajoutent à ces effectifs quelques officiers de liaison détachés au sein d'organisations africaines : état-major de l'UA à Addis Abeba (Ethiopie), Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)¹²² à Abuja (Nigéria), Centre d'entraînement international de maintien de la paix Koffi Annan à Accra (Ghana) et au centre international de formation pour la paix à Nairobi (Kenya). Ils ne disposent pas de coopérant, au sens français du terme.

Ce modèle d'intégration s'avère donc une nécessité afin d'optimiser la coopération dans un large spectre mais surtout pour que tout organisme gouvernemental œuvrant en Afrique soit concerné par l'objectif global, l'atteinte de l'état final recherché. Ainsi, il est théoriquement programmé qu'une dizaine d'agences gouvernementales soient représentées à l'état-major, pour occuper 25% des postes. Cependant, dans les faits, ces chiffres ne sont jamais atteints et en moyenne seuls 2% des postes de l'état-major sont occupés par des membres des agences hors DOD. Une quarantaine d'autorités civiles au sein d'AFRICOM (incluant un conseiller pour la politique extérieure, un conseiller pour le développement, un personnel de l'OFDA et un représentant de haut rang du département du trésor) sont intégrées et notamment à des postes de direction clés¹²³. Ainsi, la fonction d'adjoint pour les affaires civilo-militaires¹²⁴ auprès du COM AFRICOM est armée par un ambassadeur, ce qui illustre la volonté d'interconnexion multitagences envisagée par Washington¹²⁵. Responsable des initiatives de coopération de sécurité, le DCME, pendant civil de l'adjoint chargé des opérations militaires¹²⁶, contrôle l'adéquation entre la politique de développement mise en

¹¹⁹ : entretien avec le colonel VARHOLA en janvier 2018.

¹²⁰ : les responsabilités de l'OSC et de l'AD sont présentées dans un document de référence la directive du DOD n°5105.75 de décembre 2007.

¹²¹ : entretien réalisé avec le colonel VARHOLA en janvier 2018.

¹²² : *The Economic Community of West African States* (ECOWAS)

¹²³ : propos recueillis lors d'un entretien avec une autorité civile du DOS à AFRICOM en janvier 2018.

¹²⁴ : *Deputy to Commander for Military Affairs* (DCMA)

¹²⁵ : PLOCH Lauren, *Africa Command: US Strategic Interests and the Role of the US Military in Africa*, Library of Congress, Congressional Research Service, janvier 2009, page 41.

¹²⁶ : *Deputy to the Commander for Military Operation* (DCMO).

place au niveau continental et les objectifs de la politique extérieure américaine. Ces difficultés organisationnelles pourraient s'accroître avec la réduction du nombre de personnes du DOS¹²⁷ limitant donc la nature inter-agences des missions réalisées par AFRICOM. Par ailleurs, certains officiels civils, de l'USAID essentiellement, critiquent la non efficacité du processus de consultation inter-agence. Ils remarquent ainsi que leurs activités deviennent de plus en plus intégrées (désormais diluées entre notamment actions sécuritaires et actions de renseignement, perdant comme cela était le cas en Irak) au service de la militarisation de politique américaine en Afrique fortement portée par le Pentagone avec une préférence pour des solutions militaires à défaut de la gestion de crise¹²⁸. La création en 2017 d'un dialogue stratégique sur l'Afrique et d'une conférence afférente à cette initiative, destinée à coordonner les efforts du DOS, de l'USAID et d'AFRICOM dans le renforcement des institutions de défense régionale¹²⁹ a pour objectif d'améliorer cette coordination interdépartements.

...,disposant d'un budget «à l'américaine »

D'après le rapport du service de recherche du Congrès publié en 2015, les américains ont dépensé, au niveau mondial, 1,3% de leur budget fédéral en assistance militaire, pour un coût total de 48,57 milliards de dollars réparti comme suit :

- 43% pour des programmes bilatéraux de développement économique,
- 35% pour l'aide militaire et l'assistance de sécurité non-militaire,
- 16% pour les activités humanitaires,
- 6% en soutien du travail des institutions régionales¹³⁰.

L'assistance pour l'étranger comprend une partie civile et une composante militaire. La partie civile a pour objectifs la diminution de la pauvreté, la stimulation de la croissance et le développement, la mise en place de programmes d'éducation et l'exécution de nombreuses activités qui sont en ligne avec les buts de la politique étrangère américaine. Cette aide au développement est typiquement gérée par le Département d'Etat, l'agence américaine pour le développement international et d'autres organismes telle que *the Millenium Challenge*

¹²⁷ : 13 actuellement dont l'actuel ambassadeur adjoint J5 non remplacé par une autorité du DOS.

¹²⁸ : OLSEN Gorm Rye, *Civil-military cooperation in crisis management in Africa, Journal of international relations and development*, volume 14, n°3, 2011.

¹²⁹ : WALDAHAUSER Thomas (général américain commandant AFRICOM), *United States Africa Command 2017 Posture Statement*, op. cit., page 22.

¹³⁰ : *United States. Congressional Research Service. Foreign Aid: An introduction to US Program and Policy, Washington: United States Congress, 2016.*

*Corporation*¹³¹. La composante militaire de l'assistance étrangère (*foreign assistance*), ou coopération de sécurité (*security cooperation*) dans le vocable militaire est défini comme « les activités contrôlées par le ministère de la défense qui ont pour but d'encourager et de permettre aux partenaires internationaux de travailler avec les américains et d'atteindre les objectifs stratégiques »¹³².

Pour sa première année de création, l'état-major d'AFRICOM dispose pour l'année fiscale 2007 (*Fiscal Year (FY) 2007*) d'un budget de 51 millions de dollars (M\$). Celui-ci augmente à 154,6 M\$ pour la FY 2008. Pour la FY 2009, le DOD demande à pouvoir disposer d'un budget de 389 M\$. Celui-ci inclut la mise en œuvre d'opérations, une capacité ISR¹³³, un commandement opératif pour les opérations spéciales, une capacité aérienne, la création de deux offices régionaux et la mise en place de programmes de coopération (entraînement, équipement et exercices). Le budget voté minoré de 53 M\$ par rapport à la demande exclut le financement des deux offices et le commandement pour les opérations spéciales. Les budgets des années suivantes oscillent autour de 290 M\$ mais ne prennent pas en compte le financement du camp Lemonnier estimé en moyenne à 230 M\$/an.

Aujourd'hui, les Etats-Unis sont sans conteste le pays le plus engagé financièrement dans la coopération militaire en Afrique avec un budget de 1.2 milliards de dollars consacrés à l'aide militaire et policière en Afrique¹³⁴ en 2017¹³⁵. En comparaison, le budget de la Direction de Coopération de Sécurité et de Défense (DCSD), qui gère la coopération structurelle est de 101.6 millions d'euros¹³⁶. Le budget de la coopération française intègre aussi la coopération opérationnelle qui est difficile à évaluer car provenant de lignes budgétaires différentes. Les actions de coopération suivies par AFRICOM et ses commandements subordonnés sont centralisées, obéissent à des calendriers plus rigides et à des planifications moins réactives.

¹³¹ : présentée dans le précédent chapitre au 1.2.2

¹³² : traduction réalisée en français. *Defense Security Agency, Security Assistance Management Manual*, 2007.

¹³³ : ISR : *Intelligence Surveillance Reconnaissance*.

¹³⁴ : en excluant comme mentionné l'Egypte qui à elle seule dispose d'une aide équivalente à celle de toute l'Afrique.

¹³⁵ : www.securityassistance.org

¹³⁶ : www.senat.fr

2.2.2. ..., mais qui est confronté à des fragilités intrinsèques.

Une présence dispersée et discrète

Selon le *Secretary of Defense Global Defense Posture*, les américains répartissent les différents types de sites où se déploient leurs unités et moyens en trois catégories :

- *Contingency Location* (CL) : emprise non permanente en dehors du sol américain. Elles sont réparties en trois classes : *Initial Contingency Location* (durée : 9 mois), *Temporary Contingency Location* (durée : 9 à 24 mois) et *Semi-permanent Contingency Location* (durée : 24 à 60 mois).
- *Cooperative Support Location* (CSL) : emprise d'une nation hôte avec une présence périodique de forces US et peu ou pas de présence permanente ou d'infrastructures sous contrôle américain et qui peut contenir du matériel pré-positionné.
- *Enduring Location* : une emprise considérée comme un point stratégique et utilisée pour soutenir les intérêts américains à venir.

AFRICOM n'a pas été conçu pour disposer d'une présence permanente opérative. La seule base majeure sur le continent est le camp Lemonnier à Djibouti qui est toujours considéré par les américains comme une base semi-permanente officiellement appelée *Forward operating site*¹³⁷. Cependant, le renouvellement, en 2014, pour 20 ans de l'accord entre les Etats-Unis et Djibouti pour la location du site confirme que leur présence y sera durable¹³⁸. La révision en cours des missions de la CJTF-HOA conforte la thèse¹³⁹ d'un passage de son statut en une *Enduring Location*. En effet, cette base est essentielle aux américains en Afrique de l'Est et dans la péninsule arabique. Le camp Lemonnier sert de base de soutien pour de multiples opérations et la sécurité des activités de coopération. Elle permet d'assurer l'accès dans la région, la libre circulation dans le Golfe d'Aden et ainsi de protéger les intérêts américains. Hormis Djibouti, AFRICOM un maillage de l'Afrique par la présence de points d'appui temporaires type CSL ou CL. AFRICOM dispose ainsi de trois CSL, une à Niamey sur la base 101 des forces armées nigériennes, une à Agadez sur la base 201¹⁴⁰ des forces armées nigériennes et une à Ouagadougou au Burkina Faso. Ces emplacements sont

¹³⁷ : TURSE Nick, *The US military moves deeper into America, War is burning*, 29 avril 2017, page 52.

¹³⁸ : entretien avec un officier français ayant commandé un régiment à Djibouti.

¹³⁹ : entretien avec un officier français ayant commandé un régiment à Djibouti.

¹⁴⁰ : nouvellement construite.

généralement utilisés pour des missions telles que la coopération en matière de sécurité et le stationnement de vecteurs spécifiques type ISR. Dans le cadre du *Posture Plan Theatre* 2017, AFRICOM a fermé cinq bases temporaires et en a désigné sept nouvelles sur le continent en raison de l'évolution des besoins et les lacunes identifiées dans leur capacité à contrer les menaces et à soutenir les opérations¹⁴¹. Ces emplacements s'efforcent de fournir l'accès nécessaire, en cas d'urgence, dans les zones cruciales en accord avec le plan de campagne.

De même, entre l'état-major d'AFRICOM et les sites sur le sol africain, il existe un niveau intermédiaire par armée chargé d'appliquer sur le terrain, les ordres du COM AFRICOM. Ces cinq composantes, stationnées en Europe sont : US Army Forces Africa (USARAF)¹⁴², US Naval Forces Africa (NAVAF)¹⁴³, US Marines Corps Forces Africa (MARFORAF)¹⁴⁴, US Air Forces Africa (USAFAF)¹⁴⁵ et Special Operations Command Africa (SOCAFRICA, disposant d'une double subordination avec SOCOM et AFRICOM)¹⁴⁶.

Des moyens limités,...

Les Etats-Unis n'ayant pas à maintenir en Afrique de présence dissuasive, ni à mener des campagnes directes, les moyens humains et capacitaires d'AFRICOM sont relativement limités.

Ainsi, en termes d'effectifs, AFRICOM compte 2 000 personnes dont 1 500 stationnées à l'état-major à Stuttgart (Allemagne). 6 000 personnes sont déployées de façon non homogène sur le continent africain dont 4 000 militaires à Djibouti, et « entre 1 500 et 1 700 personnes des forces spéciales déployées chaque jour quelque part sur le continent »¹⁴⁷ dont 800 au Niger¹⁴⁸. Ces effectifs restreints ont montré leur fragilité lors de périodes opérationnelles denses. Ainsi, en juin 2011, alors que les ressources militaires sont en majorité dédiées aux théâtres d'opérations majeures (Afghanistan et Irak), le personnel de l'état-major d'AFRICOM ne dispose pas de la capacité opérationnelle pour gérer une crise d'ampleur sur la durée. Ainsi, lors de l'opération *Odyssey Dawn* en Libye, AFRICOM est

¹⁴¹ : entretien avec une autorité militaire d'AFRICOM en janvier 2018.

¹⁴² : EM basé à Vincenza Italie.

¹⁴³ : EM basé à Naples, Italie.

¹⁴⁴ : EM basé à Stuttgart, Allemagne.

¹⁴⁵ : EM basé sur base de Ramstein, Allemagne.

¹⁴⁶ : EM basé à Stuttgart, Allemagne.

¹⁴⁷ : TURSE Nick, *Commandos Without Borders*, Tomdispatch.com, 18 décembre 2016.

¹⁴⁸ : SEGUIN Barre (Major général de l'US Air Force, actuel chef J5 AFRICOM), Grand entretien, AFRIMAG, n°114, janvier 2018, page 18.

renforcé de 90 traitants et il aurait fallu injecter un supplément comparable si l'opération avait duré plus longtemps¹⁴⁹.

Au niveau capacitaire, en cas de crise, sauf exception du *Special Purpose Marine Air Ground Task Force (SP-MAGTF)*¹⁵⁰ et une *Crisis Response Force*, les composantes ne disposent pas d'unités, stationnées ou prépositionnées sur le continent. AFRICOM doit ainsi être renforcé d'unités du système de *Global Force Management (GFM)*.

La gestion des évacuations des ressortissants (RESEVAC) américains¹⁵¹ illustre parfaitement cette problématique de dimensionnement capacitaire. En effet, à partir de variables prises en compte dans les situations de RESEVAC¹⁵², les combinaisons les plus pertinentes (notamment au vu de RETEX réalisé sur les dernières RESEVAC américaines) ont été établies et permettent de décliner quatre profils-type d'opérations d'évacuation de ressortissants¹⁵³. La compréhension de ces profils est capitale car de cette analyse sont déduites les capacités nécessaires pour exécuter cette mission (« *needed capability package* »). Chaque module capacitaire est standardisé pour atteindre l'objectif qui lui est fixé :

- profile 1 : à partir des quatre critères retenus (faible / concentré / permissif / proche), le module capacitaire¹⁵⁴ s'apparente à l'équivalent d'une compagnie (184 soldats, 100t de fret) provenant du *Special Purpose Marines Air Ground Task Force Crisis Response (SPMAGTF CR)* du corps des Marines sous commandement direct d'AFRICOM,
- profile 2 : à partir des quatre critères retenus (faible / concentré / incertain / proche), il est nécessaire de créer une *Joint Task Force small* (taille 1 bataillon : 725 soldats, 607t de fret), provenant du *Global Response Forces (GRF)*¹⁵⁵ avec renfort d'AFRICOM sous commandement de la composante Terre d'AFRICOM (USARAF ou du CJTF HOA),
- profile 3 : à partir des quatre critères retenus (importante / dispersé / incertain / proche), il est nécessaire de créer une *Joint Task Force large* (taille 2 bataillons : 1 450 soldats, 1216 t

¹⁴⁹ : *Department of Defense, Report to Congress Pursuant to Section 944 of the Ike Skelton Defense Authorization Act for FY2011*, juin 2011, pages 111-383.

¹⁵⁰ : unité des Marines basée à Moron (Espagne) équivalente à un bataillon interarmée de 850 Marines.

¹⁵¹ : doctrine US en vue de planifier et conduire une opération d'évacuation et de rapatriement de personnes non-combattantes : *Joint Publication 3-68 Noncombatant Evacuation Operations*, Joint Chiefs of Staff, 18 novembre 2015.

¹⁵² : la taille de population à évacuer, la répartition de la population dans le pays, le type d'environnement et la proximité des moyens et ressources d'AFRICOM.

¹⁵³ : Il est noté que seuls quatre profils ont été retenus car ils couvrent l'ensemble du spectre des opérations.

¹⁵⁴ : chaque module capacitaire intègre un C2, une force chargée de l'évacuation, un mode de transport (air ou maritime), des moyens pour gérer un à plusieurs *Evacuation Control Centers (ECC)* et des moyens pour gérer un ou plusieurs *Temporary Safe Haven (TSH)*.

¹⁵⁵ : moyens n'appartenant pas à AFRICOM mais fournis par le SECDEF.

de fret), provenant du GRF sous commandement de la composante Terre d'AFRICOM (US ARAF ou du CJTF HOA),

- profile 4 : à partir des quatre critères retenus (important / concentré / hostile / distant), le GRF en complet est déployé (taille 1 brigade interarmes : 4374 soldats, 10 984 t de fret), avec un commandement organique.

Seule la Corne de l'Afrique dispose de moyens déployés sur zone et engageable sur préavis très court. Intitulée *East Africa Response Force* et basée à Djibouti, cette unité a été mise en place par l'US Army Africa après l'attaque de 2012 contre le consulat de Benghazi (Libye). Elle a pour vocation d'intervenir dans l'Est de l'Afrique essentiellement pour sécuriser les missions diplomatiques américaines.

Un autre défi donné à AFRICOM est le partage de ses moyens avec EUCOM et CENTCOM, avec une réelle compétition¹⁵⁶ pour certaines capacités critiques comptées (moyens navals et ISR notamment)¹⁵⁷. Cette limitation est régulièrement portée à l'attention du Congrès. Preuve en est la déclaration du COM AFRICOM en 2017 devant le Congrès qui regrette que seuls « 20-30% des besoins ISR sont couverts ». De même, dans le domaine naval, Il est à noter qu'actuellement, l'insuffisance de navires amphibies, contraint MARFORAF à rechercher des partenariats auprès des alliés pour déployer sur leurs navires, une compagnie de Marines afin de leur permettre d'effectuer des missions de coopération avec les forces africaines dans le Golfe de Guinée¹⁵⁸.

..., qui imposent l'utilisation grandissante de l' « outsourcing ».

Depuis 1998, avec la mise en application du *Federal Activities Inventory Reform* (FAIR) Act, le DOD est tenu, chaque année, comme tous les autres ministères, au terme d'une comparaison de ses coûts à ceux du secteur privé, à la publication d'une liste de ses missions susceptibles d'être externalisées¹⁵⁹. Cette réforme participe à la supériorité du secteur privé et à la déconstruction légale du service public de la défense nationale¹⁶⁰. C'est ainsi, que dans un domaine crucial, cette contrainte se concrétise à AFRICOM. En effet, le commandement américain doit faire appel à des entreprises privées pour fournir les

¹⁵⁶ : la décision de répartition des moyens est prise par le Chairman.

¹⁵⁷ : entretien réalisé avec le general Stocke en janvier 2018.

¹⁵⁸ : SECK Hope, *Amid Amphib Shortfall, Marines to board NATO ships for Africa missions*, Military.com, 23 janvier 2017.

¹⁵⁹ : FARDE Guillaume, *externaliser la sécurité et la défense en France*, édition Hermann, 9 novembre 2016, page 80.

¹⁶⁰ : WALDHAUSER (COM AFRICOM), *Command 2017 Posture Statement*, page 24.

capacités de récupération de personnel (*Personal Recovery*) en raison de l'insuffisance de moyens propres et des coûts qu'ils génèrent. Permettant d'atteindre un objectif financier à court terme, elles posent cependant un véritable problème dans leurs engagements dans un environnement hostile.

Dans la même période se développe le concept d'*Operational Contract Support (OCS)* qui provoque l'essor des contrats passés localement en soutien à leurs opérations extérieures. Le principe est de consommer au maximum localement afin de réduire les coûts tout en contribuant à l'économie locale). L'utilisation d'entreprises contractualisées localement est un concept relativement récent pour les américains puisqu'il a été mis en œuvre en Afghanistan il y a une dizaine d'années. La sélection des pays pouvant prétendre à OCS se fait en fonction du *Theater Campaign Plan*, des lignes d'effort, des montants dépensés par le DOD et de l'avis du DOS. A cet égard, Djibouti est le premier pays africain où le concept OCS est appliqué. Le précédent COM AFRICOM, le général Rodriguez, a souhaité développer le concept à l'ensemble du continent africain avec cinq pays (Cameroun, Ghana, Kenya, Niger et Sénégal) actuellement en lice pour acquérir le même statut que Djibouti.

2.3. La coopération militaire comme laboratoire de la stratégie indirecte

Les fondements stratégiques depuis l'arrivée de l'administration Obama

Les préoccupations et la démarche de l'administration Bush sont largement poursuivies par son successeur à partir de 2010. Elles prennent cependant davantage de visibilité, avec pour la première fois une stratégie nationale pour l'Afrique¹⁶¹ en 2012, qui témoigne de l'impulsion donnée au plus haut niveau pour l'élaboration d'une politique globale, dont les grands axes sont :

- le renforcement des institutions démocratiques,
- la stimulation de la croissance économique,
- la progression de la paix et de la sécurité,
- afin d'encourager le développement.

Ainsi, sous l'impulsion du président Barack Obama, la politique américaine évolue vers une approche plus multilatérale et un rééquilibrage en faveur des questions économiques et

¹⁶¹ : *Strategy Toward Sub-Saharan Africa*

politiques selon le principe des « 3D : *Diplomacy, Defense and Development* »¹⁶². Le lien conceptuel entre sécurité et aide au développement est affirmé. L'objectif final est la sécurisation du continent avec pour corollaire la sauvegarde des intérêts américains. C'est ce qui conditionne la réalisation du sommet Etats-Unis-Afrique d'août 2014 dont l'objectif est de resserrer les liens économiques avec le continent. A cette occasion, des programmes de portée globale (mise en place du programme pluri-annuel *Security Governance Initiative* (SGI)¹⁶³ doté pour la première année de 65 millions de dollars puis 82 à 87 millions pour les trois années suivantes) dans le domaine de la sécurité sont annoncés s'ajoutent à tous ceux existants et accompagnent une stratégie reposant sur la notion d'Etat pivot. En effet, l'assistance militaire est orientée vers des Etats considérés comme susceptibles d'assurer à terme la stabilité régionale (Afrique du Sud, la coalition « antisoudanaise » constituée de l'Ouganda, l'Ethiopie, l'Erythrée et le Rwanda, le Kenya, le Nigéria, la Tunisie et le Maroc). Géographiquement, trois régions émergent donc de cette politique de sécurisation : l'Afrique de l'Est, avec la Somalie et la lutte contre la piraterie et Harakat al-Shabaab al-Mujahideen (HSM); l'Afrique du Nord et de l'Ouest, avec la lutte contre Boko Haram et contre les multiples groupes terroristes sahéliens et nord-africains ; la stabilité du Golfe de Guinée, et notamment le littoral du Nigeria.

Le cœur de la doctrine de l'administration Obama mêle donc une volonté de sous-traiter la gestion des dossiers internationaux non essentiels et de limiter le recours à l'instrument militaire pour traiter les problèmes. L'Afrique apparaît ainsi comme le laboratoire de la nouvelle approche dite « empreinte légère » privilégiée pour combattre le terrorisme sans s'engager dans des campagnes contre-insurrectionnelles. Cette stratégie combine deux volets, l'un indirect, consistant à former et soutenir des partenaires locaux ou internationaux afin qu'ils assurent les activités de lutte contre les menaces terroristes qui les concernent, l'autre directe, mené de façon ponctuelle avec des moyens spécifiques pour éliminer des menaces ciblées. Cette option recourt aux forces spéciales et aux frappes aériennes. Les deux aspects sont appliqués à l'Afrique, mais les opérations de contre-terrorisme y restent jusqu'à présent secondaires, visant des membres d'organisations terroristes en Libye et en Somalie.

¹⁶² : propos recueilli lors de l'entretien réalisé avec le general Stocke en janvier 2018.

¹⁶³ : six pays ont été sélectionnés pour la première année : Niger, Mali, Kenya, Ghana, Tunisie et Nigéria.

2.3.1. Un objectif principal : la lutte contre les *Violent Extremist Organizations* (VEO)

Pour relever les défis et sécuriser les intérêts américains en Afrique, la stratégie américaine s'articule autour d'une approche régionale de long terme vers une Afrique dans laquelle les organisations régionales et les Etats partenaires sont capables de relever les enjeux sécuritaires, garantir la sécurité de la population africaine et contribuer aux intérêts américains en Afrique. Bien que la stratégie américaine soit axée sur les régions, de nombreux programmes et activités sont exécutés bilatéralement en soulignant l'importance de la volonté des unités aidées. Les VEO transrégionales constituent non seulement la menace sécuritaire la plus directe pour les Etats-Unis (qui provient d'Afrique, mais également la menace la plus dangereuse pour la stabilité dans l'Est, le Nord et l'Afrique de l'Ouest. Le dernier plan de campagne d'AFRICOM, lequel sera remplacé à l'été 2018, vise à entraver et à neutraliser les menaces transnationales en renforçant les capacités de défense des partenaires conformément à la stratégie de sécurité nationale de 2015, afin de promouvoir la sécurité régionale, la stabilité et la prospérité, tout en protégeant le personnel et les installations américaines ainsi que l'accès des Etats-Unis sur le continent. Cette approche équilibre les efforts pour renforcer les institutions de défense et mener des opérations antiterroristes avec des partenaires africains et alliés internationaux, pour réduire puis vaincre les extrémistes. Pour y parvenir, AFRICOM opère actuellement à partir de cinq lignes d'effort¹⁶⁴ :

- LOE 1 : neutraliser Al-Shabaab et permettre le transfert de responsabilité AMISOM au gouvernement fédéral de la Somalie
- LOE 2 : réduire les groupes terroristes dans le Sahel et au Maghreb tout en contenant l'instabilité en Libye
- LOE 3 : contenir et réduire Boko Haram et l'Etat Islamique-Afrique de l'Ouest
- LOE 4 : interdire l'activité illicite dans le Golfe de Guinée et en Afrique centrale avec des partenaires africains compétents
- LOE 5 : construire les capacités de maintien de la paix, d'aide humanitaire et de réponse aux désastres chez les partenaires africains.

Si les trois premiers axes impliquent un engagement militaire significatif, l'ensemble des objectifs doit d'abord être poursuivi par une stratégie indirecte.

¹⁶⁴ : *Lines of Efforts* (LOE), *AFRICOM 2017 Posture Statement*, www.africom.mil

2.3.2. Une voie : la coopération militaire à travers des modes d'actions multiples

C'est donc le volet indirect à travers la coopération qui constitue l'instrument essentiel de la manœuvre américaine. Elle s'initie à partir d'un cadre diplomatique qui pose le cadre légal préalable indispensable à la mise en place d'une véritable politique d'assistance. Cependant, bien que transparente, l'aide américaine est difficile à analyser car elle est très complexe. En effet, la multiplicité des programmes de coopération (194 programmes ou autorités budgétaires¹⁶⁵) et leurs tutelles variées (DOS, DOD ou mixtes) ne permettent pas de disposer d'une vision globale et complexifie toute mise en cohérence. Ainsi, les financements du titre 10 du DOD ne peuvent généralement pas être utilisés pour des programmes de formation et d'équipement alors que le titre 22 du DOS (qui inclut des programmes du DOD comme le *Foreign Military Financing* (FMF) ou l'*International Military Education Training* (IMET))¹⁶⁶ ne peut pas financer des opérations militaires.

Le champ de la coopération américaine en Afrique est vaste. Cartographier les activités majeures US n'est donc pas aisé. Au-delà de l'origine des financements (DOS ou DOD majoritairement), les programmes peuvent être classés par type d'action¹⁶⁷.

2.3.2.1. Entraîner, équiper et assister

La formation et l'équipement des armées africaines constitue le type de coopération traditionnelle. Les Etats-Unis font figure de leader. En effet, en 2015, ils ont formé le plus grand nombre de soldats africains, avec 40 482 militaires entraînés en Afrique subsaharienne¹⁶⁸.

En 1949, le gouvernement américain met en place les premières formations au profit de militaires étrangers dans le cadre du programme d'assistance à l'entraînement¹⁶⁹ et à travers

¹⁶⁵ : US Government Accountability Office, *Building Partner capacity ; Inventory of Defense Security Cooperation and Department of State Security Assistance Efforts*, 24 mars 2017, page 2.

¹⁶⁶ : voir la présentation de ces deux programmes dans la partie 2.2.2.1.

¹⁶⁷ : en présentant les programmes principaux.

¹⁶⁸ : *US Foreign Military Training Reached Records Highs in 2015*, *Security Assistance Monitor*, mai 2017, page 3.

¹⁶⁹ : *Assistance Training Program (ATP)*

les ventes de matériel à l'étranger¹⁷⁰ qui permettent aux Etats de contribuer financièrement à leur propre formation. En 1976, ATP est remplacé par l'*International Military Education Training* (IMET) qui, à l'instar de l'Amérique Latine par le biais de l'Ecole des Amériques, permet aux armées subsahariennes de bénéficier de programmes de formation (financement du DOS à hauteur de 15,5 M\$ pour la FY 2012) pour ses officiers dans les écoles militaires américaines. L'*Expanded-IMET* fournit des cours de management, relations civilo-militaires, droit et justice militaire. Le DOS procure aussi des formations à travers le programme *Foreign Military Financing* (FMF) à hauteur de 18,8 M\$. Cette offre de formation, notamment dans les écoles d'officier, est très considérable. Ainsi, la densité de *War Colleges* (en plus de la *Defense National University*) et de *Command and Staff Colleges* dans les armées, sans compter les écoles de spécialisation, leur permettent de toucher un grand nombre d'officiers africains.

La reconnaissance du statut de partenaire privilégié s'illustre aussi par des programmes de coopération unique¹⁷¹ qui visent à consolider les relations américano-africaines sur le long terme. Ainsi, à travers le *National Guard State Partnership Program* (SPP)¹⁷², la garde nationale américaine parraine un Etat africain et développe avec ses armées des partenariats. Sur les 73 jumelages au niveau mondial, 13¹⁷³ concernent un Etat africain dont les plus récents sont le Burkina Faso et le Cameroun. A titre d'exemple, la garde nationale du Vermont a développé un partenariat avec l'armée de terre sénégalaise et est très impliquée au sein de l'Ecole Nationale des Sous-officiers d'Active du Sénégal. Ce programme à moindre coût demeure cependant une innovation par le statut particulier de la garde nationale. Les militaires de la garde nationale déployés étant des réservistes, ils sont susceptibles de maintenir une relation privilégiée sur le long terme construite au fur et à mesure des rencontres et établir des relations de confiance avec les cadres des unités africaines.

Dans le domaine maritime, à partir d'octobre 2007, la composante navale de EUCOM¹⁷⁴ lance une nouvelle initiative, *the African Partnership Station* (APS). Ce programme d'aide à la sécurisation des côtes africaines doit se concrétiser par le déploiement de navires de guerre

¹⁷⁰ : *Foreign Military Sales* (FMS)

¹⁷¹ : en comparaison des autres pays qui disposent de programmes de coopération comme la France.

¹⁷² : mis en place en 1991 par US EUCOM.

¹⁷³ : voir annexe XX : Programme de partenariat des Etats américains.

¹⁷⁴ : avant transfert à AFRICOM.

américains afin de fournir, lors de leurs « escales », des modules de formation au profit des forces navales africaines. Le premier navire déployé, entre 2007 et 2008, dans le Golfe de Guinée est le USS Fort Henry et sert de « *sea base of operations* » et « *floating schoolhouse* »¹⁷⁵. L'entraînement se focalise sur le domaine maritime à travers l'acquisition et l'approfondissement de compétences en navigation, logistique, sauvetage, contrôle de navires marchands,... Des navires de la marine et des gardes côtes américains se succèdent¹⁷⁶ et une activité similaire débute dans l'Est de l'Afrique¹⁷⁷. Cependant, comme évoqué dans les fragilités du commandement américain pour l'Afrique¹⁷⁸, cette initiative est primordiale mais souffre d'une lacune capacitaire et opérationnelle qui est la non-permanence à la mer du navire déployé. En effet, à contrario de la marine nationale française, via l'opération Corymbe¹⁷⁹, qui dispose d'un navire dans la région toute l'année, le déploiement de l'US Navy n'est que temporaire.

2.3.2.2. Le renforcement des capacités de paix

Au travers de la *Global Peace Operation Initiative* (GPOI), l'aide américaine soutient l'UA, les communautés et mécanismes régionaux, et intègre l'ensemble des outils permettant de développer les capacités de maintien de la paix. En particulier : l'ACOTA¹⁸⁰ (doté de 45 M\$/an) et l'ARRP (doté de 110 M\$/an) qui doivent permettre aux pays africains les plus matures en termes d'opérations de maintien de la paix (Ethiopie, Ghana, Sénégal, Tanzanie, Rwanda et Ouganda) de déployer rapidement des troupes en cas de crises émergentes sur le continent.

2.3.2.3. Les programmes de lutte contre le terrorisme

Le contre-terrorisme fait l'objet de toutes les attentions, avec notamment le *Counter Terrorism Partnership Fund* (CTPF), annoncé par le président Obama à West Point en mai 2014, pour lequel trois zones d'application ont été identifiées : Afrique de l'Est, bassin du lac Tchad et Sahel. Le CTPF quadruple les montants alloués jusque-là à l'assistance militaire américaine sur ce continent soit 2,5 milliards de dollars sur cinq ans.

¹⁷⁵ : propos recueilli lors d'un entretien avec un officier américain de l'US Navy.

¹⁷⁶ : le budget d'APS est de 10,5 millions de dollars pour la FY2010.

¹⁷⁷ : le budget pour l'Est est de 9,96 millions de dollars pour la FY 2010.

¹⁷⁸ : cf partie 2.2.2.

¹⁷⁹ : enviée par les marins américains.

¹⁸⁰ : voir présentation d'ACOTA dans chapitre I.

Ce fonds s'ajoute aux anciens mécanismes. En 2002, le DOS lance le programme intitulé *Pan-Sahel Initiative* (PSI) dont l'objectif est l'accroissement des savoir-faire de quatre pays (Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) en contre-terrorisme et contrôle des frontières. En 2005, le *Trans-Sahara CounterTerrorism Partnership* (TSCTP) prend le relais du PSI. Il a vocation à renforcer les capacités régionales de contre-terrorisme pour détruire les organisations terroristes et VEO opérant au Maghreb et au Sahel. Dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom-Trans Sahara* dont la responsabilité est prise par AFRICOM fin 2008, les forces US travaillent conjointement avec l'Algérie, le Burkina Faso, le Mali, le Maroc, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, le Tchad et la Tunisie, pour améliorer leurs facultés en renseignement, C2, logistique et contrôle des frontières et réaliser des opérations conjointes anti-terroristes. Depuis 2005, 500 millions M\$ ont été alloués par le DOS pour financer ce programme.

The Partnership for Regional East Africa Counterterrorism (PRACT)¹⁸¹ créé en 2009 pour la Corne de l'Afrique est fondé en prenant en compte les bonnes pratiques du TSCTP.

Des fonds d'urgence existent aussi comme le *Global Security Contingency Fund* (GSCF) qui prévoit 40 millions de dollars pour la lutte contre Boko Haram (Niger, Nigéria, Tchad et Cameroun).

Ces programmes financent principalement des équipements (véhicules blindés, avions ISR,...) avec la contrainte de devoir passer par des industriels basés aux Etats-Unis.

2.3.2.4. L'organisation d'exercices

Ces activités de formation et d'équipement sont complétées par un programme d'exercices revêtant une importance majeure pour les Américains car il leur permet d'asseoir leur empreinte sur le sol africain et parce qu'il est un démultiplicateur de leurs forces par l'atteinte de nombreux objectifs dans le cadre de leur stratégie indirecte. Ainsi, sur les neuf grands exercices multinationaux réalisés en 2016 en Afrique subsaharienne (dont trois exercices navals), sept étaient organisés par les Etats-Unis, un par la France et un par la Communauté d'Afrique de l'Est¹⁸².

¹⁸¹ : connu anciennement sous le nom : *East Africa Regional Security Initiative* (EARSY)

¹⁸² : *The Military Balance* 2017, p.552.

Les exercices bilatéraux permettent de certifier les compétences des unités formées. Le nombre de ce type d'activités seraient d'une vingtaine annuellement¹⁸³. Ces chiffres confirment la poursuite par AFRICOM du développement de son « offre » dans l'éventail des exercices proposés en Afrique et démontre le monopole désormais acquis par les Américains dans l'organisation de ceux-ci, qu'ils soient bilatéraux ou multinationaux.

Les principaux exercices multinationaux sont dans le domaine naval :

- Cutlass Express qui vise à évaluer et améliorer les capacités de contrôle maritime, dans la lutte contre les trafics illicites en Afrique orientale¹⁸⁴.

- Obangame Express, organisé depuis 2010 pour améliorer la coopération régionale dans le Golfe de Guinée entre les pays signataires du Code de Conduite de Yaoundé (20 pays), dans les domaines de la surveillance maritime et de la répression des activités illicites,

Dans le domaine terrestre, le programme *Accord* comporte quatre exercices annuels (niveau état-major et sur le terrain) organisés par USARAF, pour encourager la coopération entre les Etats-Unis, les pays africains et les partenaires européens, dans les domaines militaires et civil¹⁸⁵. Auparavant classés en fonction de la région (*Eastern Accord*,...), ils se répartissent désormais en quatre catégories :

- *Justified Accord* est un exercice d'état-major et sur le terrain focalisé sur la préparation aux opérations de paix en environnement non-permissif¹⁸⁶.
- *Shared Accord* vise à améliorer les capacités des forces américaines et africaines à conduire des opérations de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU et de l'UA¹⁸⁷.
- *United Accord* est un exercice d'état-major spécifiquement conçu pour améliorer l'interopérabilité des forces engagées dans la Mission de stabilisation au Mali (MINUSMA)¹⁸⁸.
- *Unified Focus* est destiné à évaluer la capacité des pays membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad à répondre à la menace des VEO. Il s'agit plus précisément de renforcer leur aptitude à contribuer à la FMM¹⁸⁹.

¹⁸³ : TURSE Nick, "Commandos Without Borders", Tomdispatch.com, 18 décembre 2016.

¹⁸⁴ : en 2016, les pays concernés étaient la Tanzanie, le Kenya et les Seychelles.

¹⁸⁵ : MARCH Meredith, « *Accord exercises build, strengthen partnerships with Africans* », *US Army Africa Publics Affairs*, US AFRICOM, 30 avril 2017.

¹⁸⁶ : l'Ethiopie a accueilli en 2017 dix autres pays dont la France.

¹⁸⁷ : il s'est déroulé en 2017 en Afrique du Sud.

¹⁸⁸ : il s'est déroulé au Ghana avec la participation de 13 pays africains.

¹⁸⁹ : le Cameroun a accueilli l'édition 2017.

Au-delà des objectifs directs, ces exercices visent subtilement des objectifs à plus long terme. L'exemple de l'exercice Fintlock¹⁹⁰ illustre parfaitement la capacité des américains dans la maîtrise de l'organisation systématique de tels exercices. Cet exercice annuel majeur dirigé par la composante force spéciale américaine SOCAFRICA vise à renforcer la coopération régionale et les capacités des partenaires africains dans leur lutte contre les groupes terroristes. Mobilisant des forces spéciales provenant de 20 pays il monte en puissance au fil des années : 1 000 personnes en 2015, 1 700 en 2016, 2 000 en 2017¹⁹¹. Il est désormais à la fois consacré à l'entraînement, mais permet de mener des opérations sur le terrain.

L'atteinte d'objectifs officiels de court terme

L'objectif le plus visible est d'évaluer la pertinence de leurs actions de coopération et de soutien en contrôlant les pays participants à travers les unités formées. Ainsi, chaque exercice concerne un domaine intéressant les Américains tel que le renforcement des capacités de service¹⁹². Visant aussi à renforcer la coopération régionale, ces exercices doivent développer l'habitude de travail conjoint sur le terrain et tentent d'améliorer l'interopérabilité des unités africaines par des entraînements à taille réelle.

La réalisation d'objectifs indirects de moyen-long terme

Au vu de son ampleur, l'exercice Fintlock s'accompagne d'*Exercice Related construction* qui se concrétise par des investissements, notamment en termes d'infrastructure, dans le pays hôte. A l'issue, ces investissements leurs sont, la plupart du temps, cédés représentant ainsi un intérêt matériel et financier important pour le pays d'accueil. L'exercice Fintlock 2016, au Sénégal, a été l'occasion de construire plusieurs bâtiments à Thiès. Cette infrastructure a été conservée par les Américains dans le but d'accueillir, si besoin est, le SP-MAGTF stationné dans le sud de l'Europe, destiné à protéger les ambassades sur le continent africain¹⁹³.

¹⁹⁰ : intégré au programme *Joint Combined Exchange Training* (JCET).

¹⁹¹ : durée de l'exercice : 3 semaines.

¹⁹² : exercice *Med Accord Central*

¹⁹³ : propos recueilli lors de l'entretien d'un officier des forces spéciales sénégalais.

Par ailleurs, il est à souligner que les exercices permettent aussi à AFRICOM d'évaluer la « volonté dans les actes »¹⁹⁴ des pays africains recevant une assistance américaine. Ces exercices permettent donc aussi de détecter la propension du pays à s'investir dans des opérations. Pour cela, plusieurs niveaux d'engagement sont envisagés pour apprécier la motivation du pays et de ses armées :

- l'engagement d'unités d'un pays dans un exercice au sein de ses frontières,
- l'engagement d'unités d'un pays dans un exercice hors de ses frontières,
- l'engagement dans des opérations militaires (essentiellement PKO).

Deux exemples historiques illustrent le concept présenté (le pays s'engage et en conséquence, les USA renforcent leur coopération) : l'envoi par l'Ethiopie et le Maroc d'unités en Corée dans les années cinquante et l'engagement d'armées africaines au sein de l'AMISOM dans les années 2010. C'est donc du niveau de confiance et de mérite que dépend l'accroissement de l'aide.

En outre, ces exercices sont un facteur d'influence pour toucher les hauts dignitaires militaires, civils et religieux africains. Pour marquer le lancement de Fintlock en novembre 2017, US SOCAFRICA et l'*Africa Center of Strategic Studies* ont organisé un séminaire d'ouverture (*Senior Leader Seminar*) à N'Djamena qui a réuni une soixantaine de responsables politiques, civils, religieux et militaires provenant de dix pays africains (dont G5 Sahel). Dans le cadre général de débat sur la lutte anti-terroriste transnationale, l'ambassadeur et le COM SOCAF ont mis en avant l'approche globale américaine, leur appui aux pays de la région, et leur volonté de s'inscrire sur le long terme.

2.4. Des relations franco-américaines en devenir

2.4.1. La priorité d'un dialogue en bilatéral

Les Etats-Unis appuient les opérations françaises lorsque les intérêts stratégiques sont convergents. Dans la bande sahélo-saharienne, le soutien apporté par les Américains en termes d'ISR, de logistique inter et intra-théâtre, et en ravitaillement contribue de façon déterminante aux succès des opérations. Ainsi, pour l'année 2017, 50 millions de dollars ont

¹⁹⁴ : entretien d'une autorité civile d'AFRICOM en janvier 2018.

été alloués au fond de soutien logistique américain au profit de l'opération Barkhane (opération Juniper Micron)¹⁹⁵.

Par ailleurs dans le domaine de la coopération, un dialogue franco-américain visant à se coordonner est établi à différents niveaux. La coordination DCSD-ACOTA est la plus aboutie et a été mise en place depuis 2014. ACOTA se coordonne autant que nécessaire avec les actions de coopération françaises dans un souci de cohérence et d'efficacité (en particulier dans le cadre de la MINUSMA). ACOTA délivre des formations génériques parfois assorties de cessions d'équipement, les forces françaises se concentrant sur des instructions complémentaires spécifiques à haute valeur ajoutée et des exercices de synthèse opérationnels.

2.4.2. Un format P3 favorable dans certaines régions

Au-delà de la coordination bilatérale franco-américaine, l'Afrique permet au format P3 (France/États-Unis/Grande-Bretagne) de concrétiser une ambition partagée dans deux régions à savoir la région du bassin du Lac Tchad et la Somalie. Dans la lutte contre Boko Haram, le format P3 appuie les pays de la Force Multinationale Mixte (FMM), avec le développement d'entraînement à effet immédiat¹⁹⁶ (CIED et médical principalement). Outre l'aide en équipement, le partage de renseignement via la cellule de coordination et de liaison (CCL)¹⁹⁷ à N'Djamena est nécessaire aux pays engagés pour planifier les opérations et suivre la situation des autres contingents¹⁹⁸. L'appui du P3, se fondant sur le partage de renseignement¹⁹⁹, l'aide à la planification et la formation²⁰⁰, est donc indispensable pour permettre aux pays du bassin du Lac Tchad de maintenir leur effort de guerre. Sous l'égide du P3, les Eléments Français au Gabon (EFG) assurent au côté de forces US et britanniques à N'Djamena des formations spécifiques de contre-IED²⁰¹ et du secourisme au combat au profit des contingents de la FMM.

¹⁹⁵ : www.globalsecurity.org

¹⁹⁶ : dénomination américaine : *Quick impact projects*.

¹⁹⁷ : www.defense.gouv.fr

¹⁹⁸ : entretien avec un ancien chef de la CCL français,

¹⁹⁹ : principalement américain avec des drones.

²⁰⁰ : formations apportées par des forces spéciales US implantées au Cameroun, au Niger et au Nigéria.

²⁰¹ : *Improvised Explosive Device*.

Par ailleurs, dans la Corne de l’Afrique, la formation tripartite des contingents ougandais de l’AMISOM pilotée par la DOS à travers son programme ACOTA est déterminante. La France forme aussi ce contingent grâce aux Forces Françaises de Djibouti.

2.4.3. La *Common Operating Picture*²⁰² : une tentative multilatérale utile et efficace ?²⁰³

Un projet adossé aux *Multilateral Planning Groups* (MPG)

Même s’ils sont moins visibles, de nombreux pays s’impliquent dans la coopération militaire en Afrique, et notamment des pays occidentaux et asiatiques alliés ainsi que des organisations (OTAN et UE). Toutefois, elle est souvent centrée sur une région (l’Allemagne au Sahel ou la Belgique en Afrique centrale) ou sur un type de coopération (formation en génie et maritime par le Japon). Cette prolifération d’acteurs a pour conséquence des coopérations bilatérales multiples et parfois redondantes. La Tunisie témoigne de cette problématique où des formations dispensées successivement par plusieurs armées au profit de la même unité dans le domaine de la sécurité maritime.

La solution à ces problèmes de coordination est la mise en place d’un cadre d’échange centralisé soit par le pays bénéficiaire soit par les pays fournisseur d’aides. La première option paraît quasiment impossible tant les pays africains souhaitent profiter de toutes les aides offertes peu importe si elles se superposent²⁰⁴. Même si le cadre de la seconde paraît difficile car la coopération est un outil d’influence qui constitue un lieu de compétition entre Etats, les moyens financiers étant comptés, les pays ont tout intérêt à dialoguer pour optimiser leurs actions.

A travers les *Multilateral Planning Group* (MPG), forums d’échange programmés deux fois par an et dont les précurseurs et membres permanents sont les pays du P3, AFRICOM affiche la volonté louable de coordonner et de déconflicter les très nombreuses actions de coopération. Il s’agit d’éviter les gabegies, orienter le bénéficiaire africain vers ses réels

²⁰² : la COP désigne un outil sensé établir une cartographie exacte des coopérations de défense en Afrique et les processus de coordination.

²⁰³ : réflexion du rédacteur suite à sa participation aux MPG de février et mai 2017.

²⁰⁴ : commentaire d’un officier sénégalais, entretien réalisé en 2018.

besoins pour, in fine, consolider la formation des troupes et encourager l'engagement des armées en OMP ou sur les missions de contre-terrorisme. Pour cela :

- les MPG de Northwood (Grande-Bretagne - mai 2017) ont intégré le premier *Security Force Assistance Common Operating Picture (SFA-COP)* portant sur la Tunisie (pays recevant une multitude d'assistance et de soutien) pour valider l'outil et tester les processus de décision qui peuvent en découler,
- les MPG d'octobre 2017 de Paris ont poursuivi le travail initié sur la Tunisie avec l'élargissement en dehors du cercle P3 et un deuxième *case study* a été abordé sur les pays du G5 Sahel,
- les MPG de mars 2018 à Stuttgart doit traiter de la Libye et des pays du bassin du lac Tchad engagés dans la lutte contre BH (Nigéria, Niger, Tchad et Cameroun)²⁰⁵.

L'approche américaine, très conceptuelle et centralisatrice, promeut un outil informatique hébergé sur une plateforme Internet²⁰⁶ censé présenter de manière exhaustive et détaillée l'ensemble des activités de coopération planifiées par tous les partenaires au profit des partenaires africains. La prise en compte de dix-huit critères²⁰⁷ pour chaque activité permettraient en théorie de mettre en exergue des tendances : unités extra-bénéficiaires, redondances de formations, déséquilibre des formations, opportunités sectorielles de formations spécifiques, nature des cessions,... Son objectif est de recueillir une vision globale des actions de coopération au bénéfice d'un pays (*understand*), se coordonner (*coordinate - deconflict*) voire tendre vers une collaboration (*cooperate - collaborate*). La démarche de partage des actions de coopération planifiées au profit d'un pays africain se veut volontaire et non directive. Les prérogatives et les intérêts nationaux liés à toute coopération avec un pays africain restent prépondérants. A cet égard, la SFA COP constitue plutôt un forum d'échange.

Limites et risques de la COP

La multiplicité des organisations et des modèles de coopération (structurelle/opérationnelle), le désalignement des cycles de planification et de

²⁰⁵ : WALDAHAUSER Thomas (général américain commandant AFRICOM), *United States Africa Command 2017 Posture Statement*, page 21, op. cit.

²⁰⁵ : APAN (*All Partners Nations Access*) non classifié.

²⁰⁵ : tels que la saisie des unités bénéficiaires, les dates de début et de fin des formations, le niveau de la formation, l'unité pourvoyeuse de la formation,...

financement, l'impossibilité de renseigner l'intégralité des données requises amènent à penser que la COP ne reflètera jamais la réalité des actions conduites par les différents acteurs européens, asiatiques et américains.

L'utilisation de cet outil, APAN, depuis deux ans au sein de l'*Eastern Africa MPG* (EAMPG) incite à la réserve car les critères de classification et de remplissage prêtent toujours à interprétation notamment chez certains partenaires qui, par-là, tentent de montrer une activité dense par l'accumulation d'activités dont la pertinence est discutable²⁰⁸. La saisie d'activités programmées mais non financées paraît aussi fort probable. Enfin, à supposer que tous les contributeurs acceptent d'alimenter le fichier source selon un format, la difficulté de définir des processus décisionnels multipartites demeure. Les intérêts nationaux prévalent bien souvent sur la volonté de coordination et d'optimisation des actions.

En définitive, les programmes de coopération militaire américains sont nombreux et bénéficient de financements considérables, au point que leur engagement représente un défi majeur pour la France et sa coopération. En effet, les Etats-Unis s'apparentent d'avantage à un compétiteur plus qu'un partenaire dans certains domaines de la coopération et dans des régions précises telle que la région sahélo-saharienne, même s'ils y restent incontournables. Toutefois, la volonté de coopérer avec la France est réelle et devrait être pérennisée avec la nouvelle administration américaine.

²⁰⁸ : une conférence britannique à l'école de guerre de deux heures est assimilée à une action comparable à un DIO C-IED français de quatre semaines.

CHAPITRE TROISIEME

3. Perspectives de la stratégie américaine en Afrique (2017-2025)

3.1. Une politique d'aide remise en question avec la nouvelle présidence

La stratégie américaine globale en Afrique, après l'investiture de Donald Trump le 20 janvier 2017, n'a pas encore été clairement fixée. Cependant, au vu du recentrage sur les intérêts nationaux, elle est aujourd'hui attendue en rupture avec celles suivies par les quatre administrations précédentes, dont la rhétorique insistait sur les droits de l'Homme ou au moins la bonne gouvernance. Alors qu'aucune décision voire orientation concrète inhérente à ce recentrage sur les intérêts nationaux n'a été diffusée, notamment à AFRICOM, il n'en demeure pas moins qu'au vu des menaces qui persistent et s'accroissent sur le continent, la potentielle stratégie militaire américaine à l'horizon 2025 peut être en partie développée.

3.1.1. Oubliée à Washington,...

Avant l'embuscade du Niger du 4 octobre²⁰⁹, l'Afrique était totalement absente des débats politiques. En effet, le continent n'a jamais été évoqué au cours de la campagne présidentielle et le théâtre africain n'a jamais été cité dans les discours présidentiels et les auditions au Congrès. L'administration ne semble pas préoccupée d'avancer par la gestion des affaires africaines. Ainsi, ni l'adjoint du Secrétariat d'Etat pour les affaires africaines ni l'adjoint du Secrétariat de la Défense pour les affaires internationales de sécurité/Afrique n'ont été nommés à la date du 28/03/18. Les analystes à Washington s'accordent à dire que les questions africaines, plutôt que d'être traitées à la Maison Blanche, devraient être déléguées au niveau des DOD et DOS en coordination avec le *National Security Council*. Par ailleurs, si le président Trump ne manifeste aucun intérêt pour le continent, ses conseillers n'en témoignent pas davantage. Les deux seuls qui pouvaient avoir des liens avec l'Afrique

²⁰⁹ : l'attaque de Tongo Tongo a causé la mort de quatre soldats américains et de quatre soldats nigériens.

ont tous deux été écartés. Ainsi, l'ex secrétaire d'Etat Rex Tillerson vient d'être récemment congédié le 13/03/2018 alors que ses anciennes fonctions à la tête d'Exxon Mobil l'avaient amené à discuter avec des dirigeants africains. John Peter Pham, directeur du programme Afrique de l'*Atlantic Council* s'est illustré par la parution d'un document « une stratégie américaine réfléchie pour la nouvelle Afrique »²¹⁰ proposant une déclinaison africaine de la politique étrangère transactionnelle voulue par Donald Trump. Cette analyse mérite une attention certaine puisque son auteur était pressenti pour le poste de sous-secrétaire d'Etat en charge de l'Afrique. Bien que finalement écarté²¹¹, ses réflexions circulent toujours dans les cercles politiques décisionnels à Washington. Le président, qui est le seul fondé à valider une stratégie, reste donc insaisissable dans ses intentions et impulsif dans ses réactions comme le résume parfaitement Hubert Védrine : « Le seul point sur lequel Donald Trump a tenu parole jusqu'ici est celui de son imprévisibilité »²¹².

Par ailleurs, si la politique présentée par le président Trump propose une augmentation de 9% de la défense, le budget des affaires étrangères est en diminution de 29%. Sur les coupes budgétaires prévues au sein du département d'Etat, Geoff Porter²¹³ a affirmé qu'elles seraient dommageables pour l'Afrique et pour les relations américano-africaines. Cela risque d'élever le niveau d'anxiété de certains pays comme la Tunisie et le Maroc, posant la question des efforts qu'ils pourront continuer à fournir contre le terrorisme sans aide américaine. Cela pourrait aussi aggraver le sentiment d'injustice de la population africaine, sentiment qui est souvent une base de la montée de l'extrémisme. Enfin, une partie des prérogatives du DOS sous Obama, en particulier celles concernant l'aide au développement des forces de sécurité, pourrait être transférée vers le DOD. Si le budget proposé devait être validé par le Congrès et se conjuguer à la décentralisation des prises de décision et au transfert des prérogatives du DOS vers le DOD, le DOD et AFRICOM par voie de conséquence, devraient jouir d'une plus grande autonomie.

Au final, après une année de présidence Trump, les budgets Afrique du DOD n'ont pas été réduits drastiquement, et vu d'AFRICOM, hormis l'imbroglio que tu évoques, rien n'a changé dans le fond... Business as usual...

²¹⁰ : une stratégie américaine réfléchie pour la nouvelle Afrique, Atlantic Council.

²¹¹ : en partie pour ses relations proches du Royaume marocain, information recueillie lors d'un entretien réalisé à AFRICOM.

²¹² : Hubert Védrine, ancien ministre français des affaires étrangères.

²¹³ : Président du think tank *North Africa Risk Consulting*.

3.1.2. ..., mais un continent aux multiples enjeux pour les Etats-Unis

L'Afrique n'est pas et ne sera pas une zone prioritaire, mais les défis de sécurité qu'elle cristallise doivent être pris en compte dans une perspective globale. La nature des enjeux à venir est bien résumée par l'ancien COM SOCAFRICA en septembre 2016 : « *The triple threat facing Africa - population growth, resource scarcity and continued instability- is producing vulnerable populations primed for extremist recruiting while creating opportunities for exploitation from China, Russia, Iran and North Korea* »²¹⁴.

Les deux menaces principales pouvant contrecarrer les plans américains se développent désormais en Afrique, le terrorisme transrégional et la concurrence croissante de puissances émergentes, ce qui amène à penser que Washington ne prendra pas le risque de laisser des vides que d'autres pourraient combler.

Le contexte terroriste en Afrique et la menace qu'il représente pour les Etats-Unis

Trois phénomènes font du terrorisme en Afrique une menace évidente pour les intérêts des Américains. Tout d'abord, le terrorisme en Afrique initialement à portée nationale a évolué. Ainsi, le passage de groupes opérant au niveau local à des groupes terroristes transrégionaux est caractéristique des mouvements terroristes en Afrique. De plus, étant donné que « le terrorisme requiert de l'opportunité »²¹⁵, tout contingent occidental présent sur un territoire où le terrorisme opère devient une cible. Si l'Occident ne mesure pas correctement ce niveau de menace, les organisations terroristes, elles, considèrent le continent comme une terre d'opportunités. Plus fondamentalement, il ne faut pas sous-estimer l'attrait qu'ont les Africains pour les mouvements djihadistes, surtout lorsqu'il existe des preuves de batailles remportées contre l'Occident et que la cause peut répondre à des problématiques locales²¹⁶. Face à la transnationalité de la menace terroriste, il est donc essentiel de prévenir contre un découpage erroné des zones en Afrique. Ainsi, le Sahara et le Sahel doivent être analysés comme un continuum caractérisé par leurs ressources énergétiques et par une tendance historique à être un lieu de passage. Ces caractéristiques ont contribué à ce que la région

²¹⁴ : BOLDUC Donald (brigadier general, commandant US SOCAFRICA jusqu'à juin 2017, *Operating and Building capacity in the Gray Zone*, African Defense, 1er septembre 2016.

²¹⁵ : PHAN John, *Terrorism in North Africa: An Examination of the Threat*, House Homeland Security Committee, Washington, 29 mars 2017.

²¹⁶ : PHAN John, *Terrorism in North Africa: An Examination of the Threat*, op. cit.

devienne un champ de bataille et la région la plus à risque, malgré les défaites des groupes terroristes qui ne font que les pousser à adopter de nouvelles stratégies. Pour l'Afrique du Nord, il est à distinguer le Maghreb, qui fait face à la création de katibas de Daech et à la Libye, Etat failli désintégré en sous-régions. Enfin, ce qui caractérise Boko Haram, AQMI²¹⁷ ou HSM est leur « ténacité inouïe », qui se base en partie sur la flexibilité avec laquelle ils mettent de côté leurs différences pour s'unir selon des combinaisons sans cesse changeantes.

Un rival aux ambitions controversées

Alors que leur attention s'est concentrée depuis les années 1990 sur les conflits régionaux et l'implantation de groupes terroristes, les Etats-Unis retrouvent aujourd'hui en Afrique une préoccupation qui avait disparu avec la Guerre froide : celle de la place du continent dans les équilibres internationaux. Il n'occupait qu'une position périphérique dans la confrontation avec l'Union soviétique, mais avait justifié des interventions limitées. Alors que la présence et l'aide de sécurité américaine ne se sont développées qu'au milieu des années 2000, l'entretien des liens établis est devenu un intérêt à préserver, face à l'irruption de nouvelles puissances extérieures. Certains analystes constatent que l'Afrique intéresse à la fois des puissances mondiales, incluant la Chine, l'Inde et la Russie, et des acteurs régionaux majeurs, comme la Turquie, les Etats arabes du Golfe et récemment Israël. Tous sont attirés par ses ressources naturelles, son potentiel économique et son poids géopolitique croissant ». Il s'agit même selon un autre expert d'une « course » où « la Chine, l'Inde, l'Iran, l'Allemagne et la Turquie sont tous engagés pour gagner ». Malgré la diversité des concurrents, l'attention principale de Washington se porte sur la puissance rivale, la Chine. Outre dans le domaine économique où la Chine est devenue le premier partenaire commercial du continent africain depuis 2009 (environ 14% des échanges en 2015), la Chine met en place une coopération dans le domaine de la sécurité et accroît sa présence militaire.

Dans ce domaine, la Chine s'implique essentiellement dans les organisations internationales, qu'il s'agisse des missions de paix de l'ONU, auxquelles elle contribue depuis 2013 avec 2 500 soldats et policiers déployés sur missions de l'ONU²¹⁸, ou des opérations navales de

²¹⁷ : Al-Qaida au Maghreb Islamique

²¹⁸ : Darfour, RDC, Mali, Sud Soudan, Côte d'Ivoire et Sahara Occidental.

lutte contre la piraterie dans le Golfe d'Aden. Avec les attaques terroristes frappant des citoyens chinois en Afrique²¹⁹, Pékin décide, à partir de 2015, de mettre en place une politique d'échange et de coopération. Celle-ci a pour but de renforcer les capacités de lutte contre le terrorisme des partenaires africains et notamment en aidant le Nigéria à lutter contre Boko Haram par le partage d'images satellites et la fourniture de drones²²⁰. Les activités militaires chinoises se sont initialement mises en place en consultation avec les Etats-Unis et ont même donné lieu à des exercices navals communs.

Cependant, le discours américain change et dans la présentation de la posture d'AFRICOM de 2017, le problème posé par les influences extérieures est davantage mis en exergue et se base sur trois préoccupations :

- la construction de la base navale de Djibouti donne à la Chine une nouvelle « capacité expéditionnaire de longue portée »²²¹. Cela permettra à la Chine de mieux surveiller un détroit essentiel à ses approvisionnements énergétiques mais aussi de défendre ses intérêts sur le littoral est-africain,
- la proximité de cette base du camp Lemonnier, base américaine la plus importante en Afrique et qui est le hub des opérations spéciales de contre-terrorisme dans la région. Les Chinois profitent sûrement de ce site stratégique pour recueillir des informations sur les méthodes et les activités américaines²²²,
- enfin, AFRICOM considère désormais que certains rivaux internationaux cherchent à nouer avec l'Afrique des relations « d'une façon contraire aux normes internationales de transparence et de bonne gouvernance » ce qui « affaiblira l'influence américaine »²²³.

²¹⁹ : notamment en Somalie au Mali, le dernier ayant été perpétré le 18 juin 2017.

²²⁰ : SHINN David, *Africa : China's Laboratory for Third World Security Cooperation, China Brief*, Jamestown Foundation, volume 16, n°11, 6 juillet 2016.

²²¹ : PERLEZ Andrew, *US Wary of Its new neighbor in Djibouti: a Chinese naval base, The New York Times*, 25 février 2017.

Dans cet article, l'auteur mentionne que cette base pourrait accueillir le volume d'une brigade de l'armée de Terre et les installations de logistique inhérentes et comporter six mouillages.

²²² : propos recueilli lors d'un entretien à AFRICOM.

²²³ : WALDAHAUSER Thomas (général américain COM AFRICOM), *US AFRICOM Posture Statement*, op. cit., page 3.

3.2. Une approche de la coopération en cours de révision

La politique militaire américaine sur le continent reste tributaire des coupes budgétaires liées à des arbitrages stratégiques. Dans ces conditions, il est légitime de s'interroger sur les dividendes politiques que les Etats-Unis peuvent en tirer. Les discussions sur l'utilité de l'aide sont alimentées par la grande difficulté à évaluer précisément ses résultats²²⁴. Le problème tient d'une part de la multiplicité des programmes en particulier dans le domaine de la sécurité. En 2015, une experte de l'Afrique déclarait qu'il « est extrêmement compliqué de présenter un tableau complet de l'assistance de sécurité fournie à chaque pays africain, compte tenu du patchwork d'autorités législatives et de programmes »²²⁵ du DOS et du DOD.

3.2.1. L'évaluation des actions menées

Les Etats-Unis poursuivent des partenariats dans tous les pays d'Afrique (sauf l'Erythrée) « même ceux avec lesquels [ils ont] de profonds désaccords »²²⁶. Cependant, des éléments montrent la nécessité pour les COCOM de prouver le bien-fondé des actions de coopération (notamment en termes d'efficacité). A partir de cette assertion, plusieurs instruments sont développés pour rendre compte des actions réalisées et à venir.

Ce n'est que récemment que les départements gouvernementaux²²⁷ et centres de recherche états-uniens produisent des rapports d'évaluation et formulent des recommandations. Ainsi, AFRICOM, depuis 2017, par l'instruction 5132.14 du DOD, utilise²²⁸, une procédure pour l'évaluation et le suivi en trois phases : *Assessment, Monitoring and Evaluation (AM&E)*²²⁹. Si ces analyses doivent permettre de tirer des enseignements des activités entreprises, une appréciation globale de l'impact de l'assistance reste difficile. Or, cette question est d'autant

²²⁴ : Les Américains auraient formé plus de militaires burundais que les effectifs de l'armée burundaise, plus de la moitié de l'armée ougandaise et plus d'un tiers de l'armée rwandaise.

²²⁵ : PLOCH Lauren, *Statement before the Senate Foreign Relations Committee on Africa and Global Health*, op.cit., page 3.

²²⁶ : LYMAN Princeton, *US sanctions Policy in Sub-Saharan Africa*, audition lors du sous-comité des relations extérieures chargé de l'Afrique et de la politique globale de santé du Sénat, 8 juin 2016, page 3.

²²⁷ : le DOD

²²⁸ : le contrôle des activités sur le terrain est réalisé par de nouvelles équipes d'évaluation (*assessment team*) créées suite à cette instruction.

²²⁹ : information recueillie lors de l'entretien avec Don GET en janvier 2018.

plus primordiale que les Etats-Unis privilégient une stratégie indirecte, reposant sur le recours à des partenaires dont il faut améliorer l'efficacité.

AFRICOM est confronté au nombre (53 pays) et à la diversité des régimes politiques (dictature, démocratie, royaume, absence d'Etat) des pays dans lesquels il agit. Ainsi, des entretiens et des lectures réalisés, il ressort l'emploi de concepts qui permettent, non pas de cartographier l'ensemble des pays africains, mais d'identifier des profils de pays. Cette classification par profils permet de comprendre certaines décisions de coopération et notamment la priorisation faite par Washington dans le choix des pays. Les critères officiels²³⁰ sont :

- l'accès au pays (aéroport, port et réseaux routiers)²³¹,
- l'attitude du pays²³² (à comprendre par 1. sa capacité à vouloir promouvoir la démocratie et les droits de l'homme, 2. son sentiment favorable à envers les Etats-Unis),
- les capacités (matérielles, humaines et financières)²³³ des armées,
- les savoir-faire²³⁴ des armées,
- la stabilité politique²³⁵,
- la volonté²³⁶ du pays à s'engager militairement.

Des coefficients multiplicateurs sont appliqués sur ces critères pour discriminer leur importance. Ainsi, la volonté et les savoir-faire ont été mentionnés comme critères déterminants.

A partir de ces critères, une catégorisation en quatre profils émerge (classés de façon croissante en fonction du degré de confiance).

- Etat fragile (exemple : la Somalie),
- Etat disposant d'un partenariat de coopération (exemple : le Tchad),
- Etat pivot (exemple : le Ghana),

²³⁰ : critères transmis par une autorité civile d'AFRICOM.

²³¹ : *the access*

²³² : *the attitud*

²³³ : *the capacity*

²³⁴ : *the capability*

²³⁵ : *the stability*

²³⁶ : *the willing*

- Etat partenaire / allié non membre de l'OTAN (exemple : la Tunisie).

De ces profils sont identifiés des domaines de prédilection de la coopération.

La notion d'« Etat fragile », forgée aux Etats-Unis dans les années 1990, s'applique particulièrement en Afrique puisque 15 des 25 Etats considérés les plus fragiles au monde sont en Afrique selon le Fonds pour la paix²³⁷. A la tête du classement se placent le Soudan du Sud, la Somalie, la République de Centrafrique et le Soudan. La coopération au profit d'Etats fragiles est régulièrement dénoncée par des observateurs car elle fait occasionne risques.

Tout d'abord, si la loyauté des unités envers l'Etat et leur discipline sont altérées, cela pourrait profiter aux groupes armés. Les forces armées congolaises illustrent cette problématique, elles sont connues pour soutenir des groupes armés de pays frontaliers. Elles ont notamment collaboré avec les insurgés rwandais et burundais²³⁸ durant les guerres régionales de 1996-1997 et 1998-2003. Malgré l'établissement d'une nouvelle organisation militaire en 2003 et la mise en place de réformes dans les armées de République Démocratique de Congo (RDC), certaines autorités militaires ont poursuivi leur soutien aux insurgés rwandais, en vendant des armes, voire en conduisant des opérations conjointes contre des groupes armés congolais²³⁹.

Par ailleurs, former des forces armées dans des Etats fragiles constitue un risque de les voir impliqués dans des violences commises contre les populations et parfois même dans des atrocités. Encore une fois, les forces congolaises ont été critiquées pour un manque de discipline et leur rugosité envers les civils, incluant des viols et atrocités de masse²⁴⁰. L'une des pointes d'effort des américains en RDC a été la création et la formation du 391^e bataillon commando. En effet, en 2010, les forces spéciales ont formé une unité d'infanterie de 750 soldats intégrée au sein du fer de lance de l'armée congolaise : la Force de Réaction Rapide. Ce bataillon devait alors être considéré comme un modèle à transposer dans le cadre des réformes futures de la FRR congolaise. Cependant, en novembre 2012, durant des opérations menées contre le groupe armé M23, le bataillon pris part à un viol collectif de

²³⁷ : Fond pour la paix (*Fund for Peace*), *Fragile state index*, 2017.

²³⁸ : LARSDOTTER, *Security Assistance in Africa : The Case for Less*.

²³⁹ : Conseil de sécurité de l'ONU, lettre datée du 22 janvier 2014, page 24.

²⁴⁰ : www.amnesty.org

130 femmes²⁴¹. Récemment, des troupes burundaises et ougandaises de l'AMISOM ont été accusés de viols en Somalie²⁴².

Enfin, la coopération conduit au renforcement de l'appareil militaire d'Etats qui sont rarement des modèles de démocratie usant la plupart du temps de la répression contre leurs opposants politiques afin de rester au pouvoir. Ainsi, le gouvernement burundais a décidé de changer sa constitution afin de rester en place et a imposé des restrictions en termes de liberté de parole ; ils ont notamment fourni des armements pour son aile jeune (les *Imbonerakure*) et ont intimidé, emprisonné et tué des candidats de l'opposition²⁴³.

De nombreux experts considèrent que la coopération au profit d'Etats fragiles est, à bien des égards, dangereuse, car à terme « les Etats autoritaires répressifs de plus en plus instables » sont susceptibles de connaître des coups d'Etat violents²⁴⁴ et de devenir à leur tour des problèmes de sécurité et par voie de conséquence un lieu d'instabilité dans la région.

La notion d'Etat profitant d'un partenariat américain englobe la majorité des pays africains mais plusieurs stades existent dans ce concept. Le passage d'Etat disposant d'un partenariat à la notion d'Etat pivot réside dans la consolidation des critères susmentionnés. La prise en compte de la capacité d'absorption²⁴⁵ du pays semble prépondérante. En comparaison, AFRICOM considère que le Cameroun possède une capacité d'absorption bien meilleure que le Niger et le Tchad. Il est donc plus à même d'assumer des programmes dont l'objet est la création de capacités institutionnelles (*top down*). Pour les deux autres pays, l'effort doit être porté sur l'échelon tactique car il produit des effets réels et efficaces ; cet échelon tactique consolidé sera dans le deuxième temps le support sur lequel se construiront les capacités institutionnelles (*bottom up*).

En outre, certains experts²⁴⁶ et autorités civiles d'AFRICOM insistent sur une coopération se concentrant sur les pays qui répondent aux critères d'engagement mérités et qui ont fait leurs preuves. Ces réflexions s'inscrivent dans la conclusion de la version 2010 de la Stratégie de sécurité nationale américaine, qui prônait des partenariats renforcés (cas de l'Ethiopie, du Rwanda, du Sénégal et de l'Ouganda qui ont déjà prouvé leurs capacités dans des

²⁴¹ : COJEAN Annick, *Dans l'est du Congo, les viols comme armes de guerre*, WWW.lemonde.fr, 16 mars 2013.

²⁴² : BADER Laetitia, *Le pouvoir que les hommes ont sur nous*, rapport de Human Rights Watch, 7 septembre 2013.

²⁴³ : Initiative Internationale sur les Droits des Réfugiés, *J'ai fui, parce que j'avais peur de mourir*, rapport, 24 août 2016.

²⁴⁴ : FELDSTEIN Steve, *Why the Trump administration should not overlocke Africa*, op. cit.

²⁴⁵ : capacité à utiliser optimalement des équipements et leurs technologies, à les réparer,....

²⁴⁶ : dont John PHAM dans *A measured US strategy for the new Africa*, op.cit.

opérations de maintien de la paix). Ainsi, la priorité américaine demeurant l’Afrique de l’Est, cet effort serait tourné notamment vers les pays contribuant à l’AMISOM. Le Nigéria intéresse aussi fortement les USA.

L’objectif final est la « création de partenaires africains », c’est-à-dire des Etats dont la stabilité, la volonté et l’outil de défense permettraient de prendre à leur charge, sur le continent, des missions de sécurité aujourd’hui assumées par les Etats-Unis « *To build from partnership to partners* »²⁴⁷. A l’image des anciens pays du bloc de l’Est, qui aujourd’hui conduisent des missions dans la corne de l’Afrique, Don Get²⁴⁸ cite l’exemple de la Pologne qui, en 16 ans, s’est déployée en Irak (montrant sa volonté et sa capacité de combattre)²⁴⁹ devenant un Etat partenaire²⁵⁰ pour les Américains (notamment dans le cadre de l’OTAN). Pour passer²⁵¹ du partenariat (coopération temporaire) au statut d’Etat partenaire (coopération de long terme) et bénéficier ainsi d’augmentation conséquente des actions de coopération, l’Etat africain se voit subir une pression américaine plus importante sur la ligne des valeurs notamment sur les progrès attendus en droit humanitaire. En 2017, le passage du Cameroun au statut d’Etat partenaire a été étudié, au vu de sa position de bon élève et des moyens fournis en SFA. Cependant, les soupçons de non-respect de droits de l’homme par l’armée camerounaise dans sa lutte contre Boko Haram n’ont pas permis de valider sa candidature. Cela a eu aussi pour conséquence pour le Cameroun de se voir retirer l’hébergement de l’exercice Fintlock 2019²⁵². Au-delà de la lutte indirecte pour leur sécurité, l’aide fournie aux pays africains permet à Washington de poursuivre ses objectifs d’influence dans le champ des valeurs morales. Cet exemple montre la prudence des Etats-Unis dans sa stratégie d’influence en Afrique (respect des droits de l’homme et lutte contre la corruption). Cette ligne stratégique sur les valeurs, dans l’approche globale US en particulier en Afrique semble emporter l’adhésion des citoyens sur ces interventions. Cette sensibilité semble par ailleurs particulièrement prégnante dans la sphère diplomatique.

²⁴⁷ : Don Get, entretien réalisé à AFRICOM, op. cit.

²⁴⁸ : adjoint du J5 chargé des programmes à AFRICOM.

²⁴⁹ : *will and enable*.

²⁵⁰ : *will and stable*.

²⁵¹ : *partnership to partner*

²⁵² : le Burkina Faso pourrait en conséquence héberger l’exercice en 2019.

Il est difficile de le confirmer à ce stade mais le statut d'Etat partenaire semble se rapprocher fortement du statut d'allié majeur non-membre de l'OTAN²⁵³ (pays proche allié des Etats-Unis où les forces armées travaillent étroitement avec son pendant américain). En Afrique, deux pays disposent de ce statut privilégié : le Maroc depuis 2004 et la Tunisie depuis 2015. Le cas du Maroc illustre parfaitement cette position privilégiée²⁵⁴ et est clairement stipulé dans la posture d'AFRICOM de 2017. En effet, il est noté que le Maroc est le plus important bénéficiaire du programme FMS dans la zone de responsabilité d'AFRICOM, qu'il a rapidement montré une habileté pour opérer et maintenir des équipements de haute technologie américains et développe son interopérabilité avec les forces américaines et otaniennes. Le Maroc dispose désormais de l'attribut de partenaire clé dans la région nord-africaine, sa contribution à la lutte contre le terrorisme, aussi bien militaire qu'idéologique, ainsi que le développement d'importants programmes de dé-radicalisation et de non-radicalisation, vont clairement dans le sens des intérêts américains²⁵⁵.

3.2.2. Un modèle de coopération en pleine évolution

Même si la coopération de sécurité américaine demeure mécaniquement complexe et critiquable pour la lenteur d'exécution de ses programmes, elle s'envisage, cependant, en Afrique, comme un laboratoire de la stratégie indirecte. Comme tout laboratoire autonome, AFRICOM réalise des tests et apprend de ses erreurs. C'est ce qui est actuellement en cours²⁵⁶ dans différents secteurs de la coopération.

3.2.3.1. Impact direct sur les unités américaines

Un moyen naval supplémentaire,...

L'assistance dans le domaine maritime est en cours de révision même si avec certaines initiatives dont l'*US Navy's Africa Partnership Station (APS)*, les USA ont déjà réfléchi à des

²⁵³ : *Major non NATO ally*. statut défini dans les sections 517 et 644 du *Foreign Assistance Act* de 1961 et du *Arms Export Control Act*.

²⁵⁴ : notamment en termes de facilité d'acquisition d'équipements militaires létaux via FMS.

²⁵⁵ : SPACAPAN John, *An American first plan in Africa*, www.aie.org, 29 mars 2017

²⁵⁶ : au vu des entretiens réalisés à AFRICOM.

voies innovantes²⁵⁷. Par ailleurs, dans le cadre de l'*Allied Maritime Basing Initiative*, l'arrivée à court terme (2019) d'un nouveau bâtiment de la marine (USS Herstel Woody Williams (T.ESB 4)) permettra à AFRICOM de disposer d'un *Sea Base Ship* adapté à la polyvalence des missions²⁵⁸ à réaliser sur le continent. Le navire est le premier de sa génération et dispose d'une capacité d'emport inégalée (pont d'envol pour MH60 et MH53, moyens lourds de soutien et possibilité d'accueil de compagnies de Marines). Au vu de l'intérêt renouvelé américain par le Golfe de Guinée²⁵⁹, cette capacité majeure permettrait à AFRICOM de disposer d'une présence maritime quasi-permanente au sein de l'*Africa Partnership Station* (APS).

..., et des moyens aériens limités à préserver.

Parmi les capacités critiques d'AFRICOM, le transport tactique américain est aujourd'hui en pleine révolution. En effet, AFRICOM souhaite améliorer le réseau aérien jugeant que le temps de transport du personnel américain déployé sur le terrain vers un centre médical et vers leurs missions diplomatiques est encore trop long. Ainsi, les Américains développent des réseaux aériens régionaux dans lesquels les Etats pivots et partenaires joueront un rôle majeur dans l'architecture²⁶⁰ envisagée. Le premier réseau concerne l'Afrique de l'Ouest avec pour hub du *West Africa Logistics Network* (WALN) Accra (Ghana). Les destinations principales seront Dakar, Agadez, Niamey, Ouagadougou, N'djamena et Garoua²⁶¹. Dans ce cadre, USAF AFAF mettra en place des C130 (trois normalement) à Accra entre avril et septembre 2018 (première phase) puis AFRICOM fera appel à des *contractors* après un ou deux ans (deuxième phase). Ce projet se veut multinational et toute participation des partenaires occidentaux à la première phase est recherchée. Les autres hubs ne sont pas encore désignés mais il y a une forte chance qu'ils soient notamment installés à Djibouti (réseau Corne de l'Afrique), Tunisie ou Maroc (réseau Afrique du Nord).

Dans le même temps, AFRICOM développe la composante de transport tactique de pays africains. C'est le cas de la Tunisie qui a reçu des C130 qui devraient être utilisés pour

²⁵⁷ : déploiement d'une compagnie de marines sur un bâtiment de projection allié, ECKSTEIN Megan, *Marines testing operating from foreign ships*, site Internet USNI, 13 juin 2015.

²⁵⁸ : formations d'unités africaines, réalisation d'exercices conjoints, capacité d'évacuation de ressortissants mais aussi et surtout déploiement rapide de forces de coercition et intervention de forces spéciales.

²⁵⁹ : « reste un intérêt stratégique pour les Etats-Unis, du fait de son rôle dans le marché pétrolier mondial, sa position par rapport aux grandes routes maritimes » et la présence de plus de 74 000 citoyens américains, WALDAHAUSER Thomas (COM AFRICOM), *United States Africa Command 2017 Posture Statement*, op. cit., page 17.

²⁶⁰ : division de l'Afrique en cinq réseaux régionaux avec cinq hubs.

²⁶¹ : sachant que 40% du fret de soutien américain est destiné au Niger.

transporter des soldats américains. Ils pourraient en outre servir à l'*African Union Standby Force* dans le cadre du *North Africa Response Capability* (concept uniquement au stade d'étude). Si cela se concrétise, AFRICOM envisage de développer ce concept avec le Nigéria, le Maroc, le Botswana et l'Afrique du Sud.

Une approche « By, with and through » officiellement affichée

La stratégie nationale de défense 2018 renforce l'approche d'AFRICOM « *working by, with, and through* ». Celle-ci, initiée par les forces spéciales américaines, se rapproche sensiblement des détachements d'intervention opérationnelle (DIO) français. Elle milite pour une action intégrant formation, équipement et accompagnement²⁶² des unités africaines. Essentiellement employée par SOCAF notamment en Somalie où l'engagement des forces américaines s'intensifie depuis l'arrivée de l'administration Trump, elle paraît désormais applicable à toutes les composantes œuvrant en Afrique, ce qui présente une rupture dans le concept du *smallprints* et *leading from behind*. Dans le cadre d'une révision des missions générales du CJTF-HOA, l'accroissement du volume de *boots on the ground* en Somalie vient en parfaite illustration de cette nouvelle approche.

3.2.3.2. Impact sur les unités africaines bénéficiaires

Une approche capacitaire globale avec un effort de soutenabilité recherché

Les Américains, fort de leur retour d'expérience, souhaitent accompagner la fourniture d'équipement par des formations notamment en maintien en condition opérationnelle. Le « one shot » semble être une option à éviter. Ceci est positif mais certains analystes pensent que cela peut conduire à augmenter l'hétérogénéité des parcs voire à abandonner tout ou partie du soutien des parcs en service. Cette volonté d'un « *capability package* » complet s'illustre de façon idoine par l'action de coopération réalisée, en 2017, au profit d'un bataillon de Contre-Terrorisme (CT) nigérien. Approuvée lors du cycle de coopération fiscale 2015, elle vise à former et entraîner l'ensemble d'un bataillon CT nigérien dont la particularité est sa vocation à être autonome en logistique. Elle inclut ainsi, au sens des

²⁶² : potentiellement au combat.

classes de soutien de l'armée américaine²⁶³ : la livraison de matériels de classe 1 (*rations and subsistence*), classe 2 (*clothing and equipment*), classe 3 (*petroleum, oil and lubricants*), classe 5 (*ammunition*), classe 7 (*vehicles*), classe 9 (*repair parts*). Ainsi, le budget valorisé à 48 M\$ est réparti comme suit :

- 30 M\$ pour quatre compagnies CT et 18 M\$ pour une compagnie de logistique dont l'objectif est le soutien des compagnies,
- 33 M\$ pour l'équipement, 6 M\$ pour l'entraînement, 5 M\$ pour le transport de matériels et 4 M\$ pour des frais divers.

Il est intéressant de voir sur ce cas que les Américains s'appliquent à former les nigériens sur les mêmes équipements (AK 47, land cruiser) actuellement en dotation dans leurs forces. Ils cherchent aussi à assurer une « traçabilité » pour les équipements, ne voulant pas que des bataillons entiers revendent leurs équipements

Un effort d'adaptation des moyens à la capacité d'absorption des armées bénéficiaires

La question posée ici est d'adapter les moyens fournis en fonction de la réalité du niveau de l'armée et de son engagement opérationnel (« j'ai besoin de ») et non des besoins présumés du pays (« je veux »). Cette problématique peut s'appliquer dans presque toutes les composantes d'une armée. Pour la composante aérienne, le débat entre le « je veux » et le « j'ai besoin de » est d'actualité dans de nombreux pays africains. Le constat actuel est qu'il est peu probable qu'un pays subsaharien soit confronté à des raids aériens et des attaques menés par des pays voisins. En revanche, le support logistique aérien demeure une capacité essentielle pour des pays africains qui pour la plupart sont contraints par un territoire immense. Le besoin d'une composante aérienne sophistiquée reste donc minimal surtout si l'on prend en compte les deux défis qui se posent aux armées africaines :

- la création d'une composante aérienne est couteuse,
- le matériel aéronautique est compliqué à soutenir sur le long terme.

Ainsi, l'assistance militaire américaine au profit du Niger²⁶⁴, reprise en 2011 après une interruption suite au coup d'état de 2010 est un exemple éloquent du débat « matériels sophistiqués *versus* matériels appropriés ». Depuis cette date, le gouvernement américain a

²⁶³ : US Army, *US Armed Forces classes of supply, AR 710-2 Supply Below the National Level*, 28 mars 2008 (réactualisée le 1er juillet 2015), page 6.

²⁶⁴ : les informations sur la coopération américano-nigérienne ont été recueillies lors d'un entretien réalisé avec un officier d'AFRICOM

investi des ressources significatives pour améliorer les capacités de défense d'un acteur devenu clé dans la région du Sahel. Cependant, il est à noter que les résultats suite à ces investissements sont mixtes. D'un côté, d'un point de vue global, le Niger dans le domaine militaire, est plus compétent²⁶⁵ qu'il y a sept ans, ayant notamment développé ses compétences en ISR, forces spéciales et logistique²⁶⁶. D'un autre côté, il y a véritablement un pan entier de ce domaine qui doit être approfondi à savoir la capacité du Niger à pouvoir garantir et maintenir la soutenabilité de ses équipements militaires principalement roulants et aéronautiques, sur le long terme et en totale autonomie vis-à-vis du partenaire. AFRICOM peut jouer un rôle central afin de revoir comment il envisage son plan d'urgence dans la conduite de la coopération militaire sur une approche de long terme. Se pose la question de la pertinence des décisions de fournir des équipements coûteux et complexes au Niger et à d'autres pays, alors que des options moins coûteuses et plus pratiques existent. Un exemple récent illustre cette problématique : le don d'avions de transport tactique C130 à l'armée de l'air nigérienne alors qu'une autre option, moins chère avec une plateforme moins complexe était disponible tout en étant en phase avec les besoins opérationnels du pays. Les Etats-Unis produisent ainsi le Basler BT-67²⁶⁷ qui est un avion :

- plus rustique, avec un entretien nécessitant moins de compétences et d'outillages,
- qui peut atterrir et décoller sur des terrains dits sommaires,
- qui aurait permis à l'armée de l'Air nigérienne de faire des économies à hauteur de 74%,
- tout en disposant d'un matériel pouvant s'intégrer par des performances globales (rayon d'action notamment) et systèmes internes mis à jour²⁶⁸.
- et qui, de plus, a fait ses preuves dans des environnements contraints, en Amérique du Sud²⁶⁹ et en Afrique²⁷⁰.

Une réflexion sur les armées africaines en soutien de la population

Les armées doivent agir nécessairement au milieu des populations. Elles doivent donc absolument y être perçues comme une alliée, une protection et non comme une menace

²⁶⁵ : résistant, aguerri au combat et motivé.

²⁶⁶ : évaluation réalisée par le MAJ(US) Kumapley lors d'un entretien à AFRICOM.

²⁶⁷ : dérivé du DC 3.

²⁶⁸ : système de navigation GPS, radar météorologique et nouvel équipement radio.

²⁶⁹ : Colombie et Chili.

²⁷⁰ : Mali et Mauritanie.

supplémentaire. Cela suppose un recrutement particulier et surtout une formation où le respect de la population ainsi que la connaissance des cultures et dialectes sont considérés, au même titre que les compétences techniques, comme des éléments essentiels de la réussite. Comme le suggère Jean-Philippe Peltier²⁷¹, il convient d'étudier comment peut être envisagée la construction d'unités dont les missions ne seraient pas directement le contre-terrorisme mais apporteraient des bénéfices sur le long terme à la population. Ne serait-ce pas préférable de consacrer des ressources financières pour former et équiper un bataillon du génie plutôt qu'envoyer une JCET pour former une unité CT²⁷² dans un pays dont la lutte contre le terrorisme n'est pas prioritaire ? En effet, les armées doivent devenir légitimes, non pas tant par leur succès opérationnels que par leur utilité pour leur population. Ainsi, une composante génie peut apporter une aide précieuse par la reconstruction de routes après une inondation et l'aide à la construction de systèmes d'irrigation par exemple. Cette option est confortée par les succès répétés de la première brigade du génie afghane, créée et formée en 2014 par les Américains. Par les équipements et les compétences dont elle dispose (aide au déploiement, construction de pont,...), sa légitimité et sa crédibilité envers la population sont plébiscitées²⁷³. L'auteur propose aussi de soutenir la composante santé qui peut répondre durablement à certains défis en Afrique. Chacun connaît la fameuse phrase du Maréchal Lyautey dans son télégramme au Maréchal Gallieni en 1898 pour lui rendre compte de l'opposition, à Madagascar, des populations rebelles Sakhalaves atteintes de la variole : « si vous pouvez m'envoyer quatre médecins de plus je vous renvoie quatre compagnies ». Ainsi, la réalisation de missions médicales sur le terrain est déterminante pour l'image que donne l'action des armées. Ainsi, un des succès médiatiques d'AFRICOM réside dans l'envoi de médecins et de vétérinaires au profit de communautés africaines reculées.

Une réflexion sur l'élaboration d'actions de coopération innovantes

Le *Bureau of Conflict and Stabilization Operations* du DOS a réalisé une étude intitulée "*promoting defections in the Lake Chad*" élaborée à partir d'un retour d'expérience sur des

²⁷¹ : PELTIER Jean-Philippe, *Rethinking Africa's Military, American Foreign Policy Interests*, n°32, 2010.

²⁷² : « *Rather than train the praetorian guard* », PELTIER Jean-Philippe, *Rethinking Africa's Military, op. cit.*

²⁷³ : ANDERSON Joseph, (Lieutenant general américain), chef G3/G5 US Army Africa, Washington DC (entretien réalisé au Collège des Forces Canadiennes le 19 mars 2018).

campagnes de défection au profit des *Lord's Resistance Army* (LRA), *Revolutionary Armed Forces of Colombia* (FARC) et certains groupes armés du Soudan du Sud. Cette étude reprise par AFRICOM a pour but de proposer une méthode visant à accroître la défection au sein des rangs de Boko Haram, à partir d'outils d'influence opérationnelle adaptés en fonction des cibles choisis. Elle démontre par ailleurs en quoi pour ce type de cible la défection, est plus efficace que la désertion et l'élimination. Le commandement envisage d'appliquer ce type d'actions sur l'environnement, via SOCAF au profit du Niger et du Nigéria. Ce projet pourrait être intégré comme action pour l'année fiscale 2018.

Un appui des organisations régionales

En addition à l'équipement d'unités africaines à leur mesure par des solutions pratiques pour améliorer la soutenabilité des programmes de coopération, le projet de conduire des activités de *capacity building* en abordant une intégration régionale est porté. La majorité des pays d'Afrique Subsaharienne reçoit une aide américaine mais dispose de budget de défense qui ne peuvent simplement pas soutenir un développement optimal des fonctions sur l'ensemble du spectre de la guerre²⁷⁴. De plus, en dehors de la Corne de l'Afrique, la menace d'une guerre interétatique, où la constitution d'une armée conventionnelle serait nécessaire pour défaire un ennemi, est minimale, voire inexistante²⁷⁵. A contrario, les VEO et groupes armés présentent une menace plus importante que les armées militaires voisines car ils sont transnationaux tout en disposant historiquement de racines locales.

Le développement croissant de réponses régionales comme la FMM, *the African Union Mission in Somalia* (AMISOM) et le G5 Sahel illustre la pertinence d'une intégration des capacités militaires. Un effort de coopération pourrait être réalisé dans le développement de niche capacitaire pour chaque Etat membre, que l'on pourrait appeler pour former une défense régionale plus adaptée aux menaces des VEO. Par exemple, dans le cadre du G5 S, le gouvernement américain pourrait renforcer la capacité de transport aérien mauritanienne tandis qu'il développerait l'ISR nigérienne. Cette approche pourrait être nécessaire spécifiquement pour la région subsaharienne. En effet, les coopérations régionales sont plus

²⁷⁴ : manœuvre, artillerie, aviation, génie et logistique

²⁷⁵ : cet argument se retrouve chez plusieurs auteurs : HERBST Jeffrey, *States and Power in Africa, Journal of economic literature*, 1990, page 117 à 139, CARBONE Giovanni, *Political leadership and development outcomes in Africa*, 2004.

développées dans l'Ouest de l'Afrique²⁷⁶ qu'en Afrique centrale ou au Sud de l'Afrique, où des guerres d'indépendance et conflits récents rendent une collaboration militaire, au moins à court terme, plus difficile. Tout en prenant en compte les différences régionales, le développement de niches capacitaires pour une éventuelle intégration régionale pourrait produire un modèle plus soutenable dans le cadre de la livraison d'assistance militaire. Il est cependant à mentionner qu'AFRICOM a de sérieuses difficultés à trouver un moyen légal pour former et équiper des unités africaines déployées dans le cadre d'une organisation²⁷⁷. En effet, juridiquement, le soutien américain est réalisé dans un cadre bilatéral et uniquement dédié à des pays partenaires²⁷⁸.

A travers l'Union Africaine et sa Force Africaine en attente (*Africa standby brigades*)²⁷⁹, AFRICOM perçoit l'opportunité de voir les pays africains relever, par eux-mêmes, certains défis du continent africain. En théorie, cette force composée de cinq brigades autonomes²⁸⁰ correspondant aux cinq blocs politiques, géographiques et économiques²⁸¹ doit répondre à un déploiement rapide de troupes lors d'opérations de soutien à la paix de l'Union Africaine. Cette force, censée être le bras armé de l'UA a été repoussée dans son développement depuis 15 ans. Cependant, début janvier 2017, une avancée notable par la création de sa première base logistique au Cameroun témoigne de l'intérêt que porte AFRICOM à cette démarche. Elle dispose d'un atout indéniable étant portée par les puissances régionales africaines comme le confirme le président sénégalais Macky Sall²⁸² : « il faut une réponse globale. Il faut des réponses vraiment intégrées ».

3.3. Comment aborder les futures relations franco-américaines à l'horizon 2025 ?

La stratégie de sécurité des Etats-Unis en Afrique repose en partie sur la coopération avec des partenaires disposés à contribuer aux objectifs communs. Donald Trump affirme notamment que la lutte contre l'islamisme radical doit être la pierre angulaire de la politique

²⁷⁶ : cas concret du bassin du Lac Tchad et de l'intervention du Sénégal en Gambie.

²⁷⁷ : cas actuels de la FMM et de la force conjointe G5 Sahel.

²⁷⁸ : le seul moyen serait de demander une PDD ce qui est particulièrement contraignant.

²⁷⁹ : VARHOLA Laura, entretien réalisé à AFRICOM.

²⁸⁰ : chacune dotée de 4 000 soldats.

²⁸¹ : cinq blocs comme les cinq réseaux de transport tactique envisagés par AFRICOM.

²⁸² : qui était l'invité de RFI pour l'émission du 14 novembre 2017.

étrangère américaine et que « tout pays partageant cet objectif sera un allié »²⁸³. Les experts américains de l'Afrique préconisent donc un renforcement des relations spéciales avec des partenaires comme la Grande-Bretagne et la France. Ce partenariat comprend une délégation d'une partie du travail aux alliés dans les zones ne concernant pas directement les intérêts américains ou dans les pays considérés²⁸⁴ comme « moins intéressants » d'un point de vue militaire ou économique. Il convient donc de s'interroger pour savoir en quoi un renforcement du partenariat peut contribuer aux intérêts certes différents mais convergents des deux pays.

3.3.1. Un intérêt mutuel à travailler de concert

Les Etats-Unis et la France partagent une approche commune dans la réponse à donner au manque persistant de sécurité sur le continent qui profite aux groupes terroristes qui utilisent, dès lors, certains pays comme leur base opérationnelle. A travers l'accroissement de leur coopération avec des organisations régionales et pan-africaines, ces deux nations ont construit une politique similaire qui se fonde sur deux piliers principaux : la formation des armées africaines et l'apport d'un soutien logistique aux opérations de maintien de la paix africaines.

3.3.1.1. Un intérêt grandissant des Américains

Dans le domaine des opérations et au vu de l'extension des zones de crise, le déplacement vers le haut du spectre des actions de coopération américaines (actions initialement tournées vers la formation et aujourd'hui tirées vers l'accompagnement au combat des unités africaines) milite pour une consolidation de la coordination franco-américaine. L'implication des forces américaines au Niger en est le parfait exemple. Lors de l'embuscade de Tongo-Tongo, le 6 octobre 2017, sans doute tendue par l'Etat Islamique dans le Grand Sahara (EIGS), la France a joué un rôle majeur, initialement par une action de *close air support* de mirage 2000. Puis, des forces spéciales françaises ont été hélicoptérées sur le site et ont permis au contingent américano-nigérien de se désengager alors qu'il était à

²⁸³ : TRUMP Donald (président américain depuis le 19 janvier 2017), discours réalisé en Ohio le 15 août 2016, tiré d'un article : *Pour Donald Trump, la lutte contre le terrorisme passe par le contrôle de l'immigration*, www.lefigaro.fr, 16 août 2016.

²⁸⁴ : PHAN John Peter, *A US measured strategy for the new Africa*, op. cit.

court de munitions et d'être évacué²⁸⁵. Le combat du 6 décembre 2017 à Diffa contre Boko Haram²⁸⁶ à l'extrême sud-est du Niger montre la recrudescence des actions de combat contre les Américains au Sahel. Jusqu'à maintenant, les Américains apportaient un soutien à Barkhane en renseignement et en logistique. Aujourd'hui, les deux alliés agissent dans un environnement hostile et la synergie mutuelle mérite d'être approfondie²⁸⁷.

Dans le domaine de la coopération, la volonté américaine de travailler en bilatéral avec la France est réelle. Le choix du soutien à la France relève à la fois de l'économie d'effort et de la volonté d'éviter toute accusation de « néo-colonialisme »²⁸⁸.

Au niveau tactique, AFRICOM cherche à bénéficier de la connaissance française de la zone Ouest de l'Afrique subsaharienne et à pallier, vis-à-vis de ses partenaires francophones :

- ses lacunes linguistiques,
- son manque de « culture de l'autre » et parfois son manque de connaissance du pays²⁸⁹.

Il souhaite aussi bénéficier de :

- sa pédagogie dans ses formations,
- son expérience de plus de cinquante ans dans les opérations de contre-insurrection et d'opérations de sécurisation et de stabilisation en Afrique²⁹⁰.

L'écart entre les méthodes utilisées par les deux pays dans le domaine de la médecine militaire est important²⁹¹. Les Américains ont l'habitude de se « bunkeriser » dans leur cantonnement²⁹² ce qui ne facilite pas l'accès des populations qui souhaitent être soignées. Ainsi, à Djibouti, le camp Lemonnier est quasi inaccessible pour les non soldats américains²⁹³ et de fait l'équipe chirurgicale américaine s'est installée à l'hôpital français²⁹⁴ pour soigner les extérieurs. Sur le terrain, les Américains ne disposent pas de médecins mais des Medics qui ne sont que des techniciens de santé. La médecine militaire française est organisée de manière différente. Elle est attachée à l'Aide Médicale aux Populations et s'engage en

²⁸⁵ : BERTHEMET Tanguy, *Des soldats américains impliqués au Niger*, Le Figaro, 20 mars 2018, page 9.

²⁸⁶ : aucune perte du côté américain tandis que 11 terroristes auraient été tués.

²⁸⁷ : Celle-ci doit exister entre Sabre et SOCAF mais elle était plus axée comme suit : US concourant, France menant.

²⁸⁸ : TELLA Oluwaseun, *AFRICOM: Hard or Soft power initiative?*, African Security Review, volume 25, n°4, 2016, page 400.

²⁸⁹ : (*culture awareness*) responsable de quelques situations de crises en Afghanistan.

²⁹⁰ : BORE Henri (colonel français à la retraite et actuellement associé à l'*African Center for Strategic Studies*), *French Army Experience in Africa*, *Military Review*, Army University Press, n°47, juillet-août 2006, pages 108 à 111.

²⁹¹ : PUIDUPIN Marc (médecin général français), op. cit.

²⁹² : sauf les forces spéciales qui sont plus intégrées au pays.

²⁹³ : ni la population djiboutienne, ni les français ni même l'ambassadrice américaine.

²⁹⁴ : Centre Hospitalier des Armées Bouffard.

soutien des forces en opérations. Quelques tentatives de rattrapage de leur niveau de connaissance sont cependant à noter. Ainsi, à partir de 2015, au Tchad, une équipe américaine normalement dédiée au soutien des forces spéciales réalise de l'AMP avec l'équipe française.

Au niveau stratégique, AFRICOM confirme que le *French lead* au Sahel n'est pas remis en cause car il est « rentable » et s'appuie sur une connaissance et une expertise de cette région. Cela est conforté par la déclaration de leur secrétaire de la défense « *African lead, French supported, USA integrated* ». Le rôle des Américains est donc à comprendre plus comme s'intégrant en complément de la coopération française, au moins sur les court et moyen termes. Leur difficulté à former les contingents africains francophones est problématique. La création par l'*US Army* de six brigades²⁹⁵ spécialisées dans la coopération (*Security Force Assistance Brigade SFAB*)²⁹⁶, dont une pour l'Afrique a notamment pour objet de combler les lacunes apparentes de l'armée américaine dans la maîtrise de leur environnement²⁹⁷. Elles demeureront cependant limitées dans leur action par une contrainte déterminante dans leur déploiement. En effet, ces unités sont caractérisées par leur non-permanence sur le sol africain, à contrario des forces françaises prépositionnées qui tirent leurs avantages de leur présence.

3.3.1.2. Une nécessité impérieuse pour les Français

La création d'AFRICOM a été fortement critiquée par de nombreuses autorités et experts français²⁹⁸ qui voyaient pour certains le risque de voir exporter la GWOT en Afrique. D'autres analystes expliquaient, que depuis plus de cinquante ans, la France voyait ses anciennes colonies comme une sphère d'influence exclusive (pré carré). D'après certains analystes américains, La France aurait effectué un lobby actif auprès de ses alliés de l'Afrique Centrale et de l'Ouest pour ne pas qu'ils accueillent le QG d'AFRICOM en coordonnant ses efforts avec l'Union Européenne. Quand Djibouti, un allié historique de la France, accorde aux Etats-Unis d'établir une base « permanente », certains Français voient cette décision

²⁹⁵ : MYERS Meghann, *New in 2018: Force Assistance Brigade heads to Afghanistan*, www.armytimes.com, 29 décembre 2017.

²⁹⁶ : effectif théorique de 500 soldats dont la première a été déployé en Afghanistan début 2018, ANDERSON Joseph (Lieutenant general de l'US Army), Chief of Staff G3/G5/G7 US Army. Entretien oral libre qui s'est déroulé au Collège des Forces Canadiennes à l'issue d'une conférence, Toronto le 19 mars 2018.

²⁹⁷ : « *right person, right place, right time* », McMAHON Michael (colonel américain), *A comprehensive approach to improving US Security Force Assistance efforts*, Strategic Studies Institute, septembre 2009, page 17.

²⁹⁸ : BAGAYOKO Niagale, *French Reactions to AFRICOM: An historic perspective*, 3 avril 2009, pages 28 à 31.

comme « un nouveau Fachoda »²⁹⁹. Enfin, pour d'autres, la création d'AFRICOM était un signe avant-coureur que l'influence militaire exclusive française dans de nombreuses anciennes colonies était révolue. Malgré ces réactions initiales anti-américaines parfois viscérales, un accueil favorable envers ce nouveau COCOM, à Paris, a prédominé, pour deux raisons principales. Tout d'abord, les présidents français successifs Nicolas Sarkozy puis François Hollande ont annoncé publiquement que la France abandonnait son ancienne politique de la Françafrique qui avait aidé massivement des régimes politiques africains autoritaires et corrompus. En outre, les coupes budgétaires ainsi qu'une modification de la stratégie nationale ont poussé la France à développer une approche multilatérale de sa stratégie de sécurité en Afrique. La réalité budgétaire a ainsi contraint la France à réduire ses troupes et ses bases en Afrique alors que dans le même temps, les Etats-Unis s'installaient durablement à Djibouti et renforçaient leurs programmes de coopération. Il était donc désormais admis qu'à travers la montée en puissance d'AFRICOM, les intérêts français pouvaient être protégés.

Dans le domaine des opérations, depuis la décision française d'intervenir dans le Nord du Mali le 11 janvier 2013, AFRICOM appuie d'une manière significative la France dans les trois principaux domaines que sont le renseignement, le transport tactique inter et intra-théâtre et le ravitaillement en vol. Selon des autorités militaires françaises ayant été engagées au Mali³⁰⁰, sans cette aide déterminante³⁰¹, l'opération Barkhane n'aurait pu tenir dans la durée. La relation étroite que la France entretient actuellement avec ce commandement favorise par conséquent la promotion des intérêts français.

Dans le domaine de la coopération, les sommes investies et la volonté américaine d'avoir une approche capacitaire globale (formation, équipement, MCO) posent l'action en concurrence directe avec les actions de coopération structurelle et opérationnelle

²⁹⁹ : BAGAYOKO Niagale, *French Reactions to AFRICOM: An historic perspective*, op. cit.

³⁰⁰ : de WOILLEMONT François-xavier, (général de corps d'armée français ayant commandé l'opération Barkhane d'août 2016 à à juillet 2017), *Le soutien aux opérations*, conférence donnée à l'Ecole de Guerre, Ecole militaire, 15 février 2018.

³⁰¹ : 50 M\$ alloués pour la FY17 au fonds de soutien logistique américain au profit des opérations françaises dans la bande sahélo-saharienne.

française³⁰². De façon plus pragmatique, elles peuvent être aussi considérées comme des opportunités à saisir.

En effet, la volonté d'AFRICOM de livrer des équipements « soutenables » et en adéquation avec les capacités dont disposent les armées bénéficiaires est générateur d'enjeux industriels et commerciaux. C'est une approche nouvelle et différente de celle utilisée en Irak et en Afghanistan, où les Américains ont livré des matériels, en dotation dans leurs propres armées, mais souvent en inadéquation avec les besoins, posant de véritables contraintes³⁰³ aux unités bénéficiaires. Dans ce contexte, l'industrie d'armement française dispose de matériels adaptés aux unités africaines. C'est le cas des armées kenyanes qui emploient, dans le cadre de leurs opérations à la frontière Nord, des véhicules blindés achetés chez ACMAT qui ont fait leur preuve spécialement contre les Shebabs. A ce titre, dans le cadre d'un programme³⁰⁴ de renforcement des moyens des unités engagées dans l'AMISOM, 62 véhicules ACMAT Bastion, via un partenariat avec une compagnie américaine Mack Defense, ont été commandés³⁰⁵.

La standardisation des équipements voulus par AFRICOM peut ainsi faciliter la vente de matériels d'origine française. Quelques opportunités sont donc encore à saisir malgré le durcissement de la stratégie américaine privilégiant sa propre industrie.

La complémentarité des actions de coopération est aussi un gage d'efficacité dans certains cas et ce en bilatéral voire en multilatéral. En effet, dans le cadre de la montée en puissance du G5 Sahel, la France par des actions de formation, les Etats-Unis par des actions de fourniture d'équipements létaux et non-létaux et l'Allemagne par des actions de financement d'infrastructure peuvent contribuer à un rendement d'échelle croissant de l'aide militaire au profit d'une force régionale en devenir. mais encore faut-il se coordonner en amont pour éviter les redondances...

³⁰² : formation et accompagnement sur le terrain, livraison d'équipement, centres d'excellence, formation des officiers dans leurs écoles de formation.

³⁰³ : notamment le cas des *Mines Resistant Ambush Protected* fournis à l'armée irakienne.

³⁰⁴ : validé pour la FY 2015.

³⁰⁵ : 32 pour la Somalie, 17 pour le contingent ougandais déployé en Somalie et 13 pour le contingent kenyan(budget : 25 M\$).

3.3.2. Des contraintes surmontables

La coordination des actions franco-américaines est cependant rendue difficile par trois principales différences structurelles inhérentes aux deux modèles.

Les coopérations se différencient nettement par les responsabilités des différents acteurs. D'un côté, la coopération militaire française obéit à un continuum coopération opérationnelle-coopération structurelle dont la cohérence est garantie avant tout par l'étendue des prérogatives des attachés de défense. A l'inverse, les actions de coopération suivies par AFRICOM et ses composantes sont centralisées, obéissent à des calendriers plus rigides et à des planifications moins réactives. Les attachés de défense américains ne dépendent pas directement d'AFRICOM et coexistent avec les OSC. Les acteurs sont si divers que, bien souvent, chacun des militaires en poste à l'ambassade américaine est cantonné à un domaine d'action sans connaître ce que fait son voisin. Enfin, la multiplicité des programmes de coopération ne favorise pas une vision globale et complexifie toute mise en cohérence.

La deuxième contrainte concerne le processus décisionnel des deux pays. Pour la France, parce qu'elle est en partie décentralisée, la coopération repose sur une approche subsidiaire et régionale par les forces pré-positionnées qui autorisent, par la proximité, une grande réactivité et une adaptation permanente de l'offre de coopération. La programmation des Détachements d'Instruction Opérationnelle (DIO) évolue en fonction des lacunes et des besoins opérationnels des unités africaines. Les Américains sont confrontés à un processus décisionnel complexe³⁰⁶ qui pose un véritable défi, pour les COCOM, dans leurs travaux de prospective sur l'évolution des crises en raison du décalage entre le temps budgétaire (les programmes conçus aujourd'hui ne seront mis en œuvre que dans deux ans voire trois) et la célérité d'évolution des crises. Même si AFRICOM joue un rôle prépondérant dans la formulation des programmes de coopération³⁰⁷, il est dépendant des décisions prises à Washington. Ainsi, le Congrès joue un rôle important dans la définition des relations avec les pays africains, du fait de sa responsabilité d'autorisation et de contrôle des programmes

³⁰⁶ : intégré dans l'année fiscale.

³⁰⁷ : voir annexe sur le processus de validation d'une activité de coopération. AFRICOM est notamment responsable de la conduite des deux événements majeurs annuels : le *Requirements Synchronization Working Group* (RSWG) en octobre et le *Strategy to Activity Resources Working Group* (STRWG) en mars.

d'aide. A ce titre, les parlementaires ont imposé des restrictions à l'assistance de certains pays, souvent au nom de la défense des principes (respect des libertés religieuses) ou pour lutter contre des pratiques contraires aux droits de l'Homme.

Enfin, comme évoqué précédemment, l'ambition des programmes américains place parfois AFRICOM en concurrence directe avec les actions de coopération françaises. La disproportion des moyens renforce le risque mécanique d'éviction de la France, notamment dans la Zone de Responsabilité Permanente (ZRP) du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

3.3.3. Penser à long terme : 53 pays, 53 profils d'armées, 53 types de coopérations

3.3.3.1. Une standardisation à ne pas sous-estimer

Faisant suite à une évaluation³⁰⁸ des *Peacekeeping Training Centers* (PTC), menée par AFRICOM en 2017³⁰⁹, AFRICOM souhaite coordonner la standardisation de l'entraînement des unités en vue de leur déploiement au format OMP et la doctrine des unités afin d'améliorer le professionnalisme de celles-ci. Il projette donc la refonte des 11 manuels officiels³¹⁰ qui devraient être utilisés pour former les unités engagées au sein mission UN et leur utilisation dans l'ensemble des centres d'entraînement aux missions de maintien de la paix en Afrique.

AFRICOM constate un besoin de coordination et de synchronisation du *Building Partner Capacity* des armées africaines dans le domaine du CIED³¹¹. En effet, l'utilisation des doctrines différentes (UN, OTAN et nationales) par les instructeurs crée de la confusion chez les partenaires africains. Ces derniers changent ainsi leurs *Tactics Techniques et procedures* (TTPs) en fonction de qui les évalue. AFRICOM plaide en faveur d'une standardisation des programmes de formation de CIED avec pour objectif d'obtenir du personnel spécialisé CIED. Pour réaliser cette formation standardisée, l'*International Peace Support Training Center* (IPSTC) de Nairobi (centre de formation créé initialement par les Britanniques et les Kenyans) leur semble être un exemple de référence à intensifier et à répliquer en cas de succès. Leur objectif est, dès la validation sous l'égide de l'UA, de ce premier centre région Est africaine,

³⁰⁸ : évaluation qui fait ressortir que seuls deux (au Ghana et au Kenya) des vingt centres prodiguent actuellement une formation de qualité.

³⁰⁹ : propos recueilli par une autorité civile d'AFRICOM.

³¹⁰ : *UN Military Unit Manuals* (UNMUM).

³¹¹ : BRADY Adam (commandant américain) et SATCHELL Terence (capitaine américain), *SFA and the concept of sustainable training as a role for the US military in Today's world*, Military Review, article en ligne, janvier 2016.

de le transposer dans les autres régions (au Nord à Bizerte, Tunisie, à l'Ouest à Accra, Ghana et au Sahel à N'Djamena, Tchad).

En définitive, les Américains souhaitent désormais s'orienter vers une approche plus institutionnelle de la coopération dans le domaine des OMP à travers la création et la montée en puissance de centres de formation régionaux d'excellence, au profit des armées africaines envisagées dans le cadre de mandat ONU ou dans le cadre de mission de sécurisation (type FMM).

Cette réflexion allant de la standardisation de doctrines à la création stricto sensu de centres d'excellence type doit être perçue, par la France, comme un point de vigilance aux impacts multiples sur sa coopération structurelle :

- la standardisation de doctrines implique souvent la désignation d'équipements adaptés aux directives établis dans les documents de référence,
- le maillage régional des centres d'excellence à terme dans plusieurs domaines critiques rejoint le projet effectif des Ecoles Nationales à Vocation Régionales (ENVR) porté par la France,
- or, l'objectif d'AFRICOM, au moins à court terme, est de pérenniser la participation française (et donc francophone) notamment dans l'encadrement des stages.

Par conséquent, plutôt que s'opposer ou ignorer les démarches américaines proactives, l'attitude de la France doit être de se coordonner au plus tôt avec AFRICOM en recherchant à prendre part à toutes les discussions dans ce domaine et notamment :

- à proposer ses doctrines pour qu'elles soient appliquées au niveau international,
- par ses doctrines, elle peut influencer sur les équipements à acquérir par les unités devant être déployées en OMP,
- en optimisant la couverture géographique des ENVR existantes avec les projets d'AFRICOM.

3.3.2.2. Une coordination à tous les niveaux de décision

La coordination franco-américaine, déjà bien en place, doit être consolidée afin de préserver les intérêts français mais également ceux des partenaires africains. A cet égard, l'intérêt de la France est de poursuivre habilement le renforcement du dialogue bilatéral avec les interlocuteurs du DOD à tous les niveaux.

Coordination haute

Au niveau stratégique, tant au Pentagone avec la mission diplomatique et de défense française, qu'à AFRICOM avec l'ensemble des acteurs français chargés des relations internationales³¹², la France doit adopter une approche intégrante sur l'Afrique.

Celle-ci doit être transnationale. En effet, les armées des pays majoritairement ciblés (G5 Sahel, Tunisie, Ouganda) par la coopération américaine et française sont fortement engagées en opération et ne disposent pas d'une réserve permettant d'accroître leurs capacités ou d'acquérir de nouvelles. A ce stade, il faut donc privilégier une vision régionale bilatérale³¹³ qui inclue de nombreux projets déjà cités : le réseau des centres d'excellence/ENVR, les réseaux régionaux de transport tactique, les unités de déploiement rapide de l'UA, les exercices multinationaux³¹⁴...

Coordination basse

Par ailleurs, la « déconfliction » voire la coordination des actions de coopération avec les Américains dépend de la qualité du dialogue établi sur le terrain entre acteurs de proximité. Les mécanismes de coordination entre la coopération française et les acteurs américains, qui n'ont pas vocation à être systématisés, doivent être cependant connus et approfondis. Ainsi, un dialogue direct entre les attachés de défense français et leurs homologues américains (AD et OSC) s'avère plus efficace que la coordination haute lorsque la relation est étroite et régulière.

De même, les COMIA³¹⁵ doivent être encouragés à établir des contacts avec leurs interlocuteurs américains. Un poste d'officier de liaison aux Eléments Français au Sénégal (EFS) a, dès lors, été proposé à AFRICOM mais qui l'a décliné. Le poste d'officier de liaison à Barkhane est actuellement tenu par un officier américain en poste à la CCL de la FMM ce qui montre la réticence et les difficultés³¹⁶ d'AFRICOM à insérer des officiers dans des états-majors opératifs et tactiques français. Or, la CCL de la FMM est montrée, par les Américains,

³¹² : DGRIS, MEAE/DCSD, EMA/CPCO, EMA/PRIM/BAF et OLIA AFRICOM.

³¹³ : Reconnaissant la convergence des intérêts nationaux, il souhaite passer d'un échange d'information à la coordination des activités et in fine à leur synchronisation.

³¹⁴ : Le COM AFRICOM souhaite associer le FC G5S à l'exercice Fintlock 2019. Cette association pourrait prendre la forme d'une opération de la FC coordonnée avec l'exercice. Parrain du G5S, la France doit massivement s'intégrer dans ce projet américain en amont dans la préparation de l'évènement et par la présence d'autorités civiles, diplomatiques et militaires lors de la grand mess.

³¹⁵ : Commandants InterArmées.

³¹⁶ : difficultés en termes de ressources humaines qui vient de la recherche d'officiers francophones bilingues ce qui limite le vivier.

en exemple comme un lieu efficient en termes de coordination des efforts et de circulation des informations entre Américains et Français. Pourquoi alors ne pas reproduire cette coopération trilatérale en format bilatéral dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel ou de la base militaire logistique de l'UA récemment créée ? En effet, il faut envisager toutes les options pour ne pas subir des décisions unilatérales susceptibles d'affecter la posture américaine au Sahel notamment.

Dans le domaine particulier de la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée, la coopération opérationnelle est conduite par CECLANT³¹⁷ et par les deux pôles opérationnels de coopération au Sénégal et au Gabon, qui coordonnent directement leurs actions.

Au final, l'objectif de cette coordination en amont est de fournir une aide proportionnée au besoin aux partenaires africains et gage d'efficience, devant permettre à certains des bénéficiaires de ne pas profiter d'assistances multiples pour capter des subsides au détriment d'une réelle volonté de progresser.

³¹⁷ : Commandement pour l'Atlantique.

CONCLUSION

Alors qu'en 1945 et hormis quatre pays indépendants³¹⁸, le continent africain est sous dominion coloniale³¹⁹, en 2018, il se compose de 55 pays au profil bien différent. Ces Etats ne sont, en effet, pas ethniquement, politiquement, géographiquement et économiquement homogènes. Leur souveraineté récente leur confère désormais l'indépendance militaire qui doit déboucher à terme sur la création d'armées autonomes. Cependant, face aux multiples défis sécuritaires (de la piraterie au terrorisme, en passant par les insurrections et la criminalité organisée) auxquels ils sont confrontés, ils se révèlent pour la plupart incapables d'y faire face sans aide extérieure. Pour cela, les anciennes métropoles coloniales (essentiellement la France et la Grande-Bretagne) tentent de conserver des liens avec certains pays issus du démantèlement de leur Empire. Au nom de la proximité linguistique, ces liens scellés à travers des accords de défense et une coopération militaire soutenue sont d'autant de relais de politique d'influence, de présence et de puissance. Cependant, l'accord tacite portant sur le respect des zones d'influences des anciennes colonies lors de la guerre froide est remis en question dans le nouvel environnement géopolitique mondial. L'hégémonie américaine s'affirme progressivement en Afrique et conteste notamment la partie francophone de l'Afrique.

Au cours de l'Histoire, les principes qui dictent la politique américaine en Afrique ne sont pas toujours très clairs. Ils changent dans le temps en fonction du contexte géopolitique et des événements auxquels les Etats-Unis sont confrontés (le cas de la Somalie de 1993 avec le PDD 25 est éloquent à ce titre) si bien que deux situations se distinguent nettement, pendant et après la guerre froide. Cependant, la période récente est marquée aussi par de profondes évolutions. Dans un contexte géopolitiquement remanié depuis l'effondrement de l'URSS et les attentats de 11 septembre 2001, l'intérêt des Etats-Unis pour l'Afrique va croissant. L'Afrique n'est plus un simple terrain d'affrontement entre les blocs économiques et idéologiques opposés. Après 1990, après une période de flottement, Washington

³¹⁸ : L'Ethiopie (qui n'a jamais été colonisée hormis la parenthèse de l'occupation italienne entre 1935 et 1941), l'Egypte depuis 1922, le Libéria depuis 1945, l'Union sud-africaine (qui est alors un dominion britannique jusqu'en 1961).

³¹⁹ : www.ladocumentationfrancaise.fr/carttheque/frontieres-1945-souverainetes-coloniales.shtml

structure sa politique africaine selon trois axes : la lutte contre l'islamisme radical qui gagne du terrain, la conquête du marché africain (sous couvert de politique en faveur du développement et de la démocratie) et la prévention du SIDA. A partir de 2001, l'Afrique prend une nouvelle dimension et l'accent est désormais mis sur la lutte contre le terrorisme islamiste moyen-oriental, la sécurisation des approvisionnements pétroliers et la stabilité régionale (par ordre décroissant en termes régionaux, la Corne de l'Afrique, suivie par le Nord et le Sahel et enfin le reste du continent et les littoraux) accordant en définitive à l'Afrique une fonction stratégique de base arrière. La réticence de la doctrine Obama à recourir à l'instrument militaire pour traiter tous les problèmes (essentiellement combattre le terrorisme sans s'engager dans des campagnes anti-insurrectionnelles) les oblige à adopter une stratégie répondant au principe du *lead by the side*. Cette stratégie combine deux volets un direct avec la coopération militaire (dont la finalité de long terme est l'appropriation par les africains eux-mêmes de leur propre sécurité et l'autre indirect avec l'emploi de moyens discrets spécifiques (l'usage du renseignement et des forces spéciales axé sur la lutte contre le terrorisme à un horizon de court terme)). Chargé de mettre en œuvre cette stratégie, AFRICOM achève toute croyance d'un désintérêt des américains envers le continent. Bien que sous-dimensionné³²⁰ comparé aux COCOMs frontaliers EUCOM et CENTCOM, il se révèle prometteur par sa nature intégratrice³²¹ et une posture reflétant parfaitement la stratégie indirecte privilégiée. Une articulation de la coopération sécuritaire du DOS et du DOD dans une même organisation est ambitieuse au vu du volume et de la diversité des programmes. En effet, les activités de coopération de sécurité couvrent un large spectre de domaines, depuis la formation et l'entraînement au tactique de combat (classique et spéciale) jusqu'à la réforme des administrations civiles de défense, en passant par les opérations sanitaires et le renseignement. La mission principale consiste à aider les partenaires africains à renforcer leur capacité de défense. Ces efforts visent donc principalement à aider les pays africains et les organisations régionales à développer des forces militaires et compétentes et professionnelles mais qui respectent les droits de l'Homme, adhèrent à l'Etat de droit et contribuent plus efficacement à la stabilité en Afrique.

³²⁰ : en termes de dotations financières, humaines et matérielles.

³²¹ : interagences et centralisateur de toutes les composantes dont celle forces spéciales avec SOCAF.

Or, si cette stratégie poursuit un objectif pertinent, elle n'en demeure pas moins ne traiter qu'une partie de l'équation africaine. Elle repose en effet en partie sur une coopération avec des partenaires disposés à contribuer aux objectifs communs, ces partenaires étant africains (concepts d'Etat pivot et d'Etat partenaire) et européens (Grande-Bretagne et France).

Pour la France ; en présupposant la consolidation du soutien prononcé aux pays partenaires comme part de la stratégie future des Etats-Unis, l'engagement américain sur le continent africain constituera un appui décisif pour atteindre un état final recherché commun : des armées africaines disposant de la volonté et des capacités de combattre seules les menaces auxquelles elles seront confrontées. Et sans ignorer un risque d'éviction par endroit, plus du fait de leur poids que par leur volonté, travailler en étroite collaboration avec les Etats-Unis dans le domaine de la coopération militaire doit être perçu dans une vision à long terme comme une nécessité impérieuse. La finalité réside donc dans l'autonomisation des armées africaines et l'amélioration de leur propension à opérer dans le cadre d'une coalition³²² L'interopérabilité se construit aussi dans le champ de la doctrine, des procédures, dans la référence à des normes pour l'organisation et la formation des unités et la conduite des opérations. La volonté d'AFRICOM de rechercher la standardisation de nombreux domaines de formation pour optimiser la coopération entre alliés doit être portée à son crédit A cet égard, l'appartenance de la France à l'effort contre le terrorisme continuera de constituer un élément normatif puissant qui encadrera la réflexion. Cependant, la France doit y concourir au plus tôt au risque de ne pas pouvoir influencer sur les futures normes appliquées par les armées africaines partenaires.

A l'avenir, il s'agira en outre de s'interroger sur les autres acteurs étatiques de la coopération développant actuellement une stratégie persuasive de coopération. Ainsi, en Afrique Subsaharienne, les chinois même avec une aide peu efficiente sont plus présents que les américains dans certains domaines³²³. Ils ne s'opposent pas encore véritablement aux alliés dans la formation pour des raisons évidentes de langue. Cependant, cette contrainte tend à s'atténuer avec l'envoi massif d'étudiants africains en Chine³²⁴ et les échanges commerciaux

³²² : type force conjointe G5 Sahel.

³²³ : dans la santé notamment.

³²⁴ : 50 000 à la rentrée scolaire de 2017, vingt fois plus qu'il y a dix ans, www.lemonde.fr/afrique

qui permettent l'accroissement de l'emploi du mandarin dans la sous-région. La réflexion de la France en termes de coopération avec les alliés, partenaires et parfois concurrents doit donc être proactive et devra cerner les contours des coopérations futures qu'elles soient bilatérales et multilatérales

LISTE DES ACRONYMES

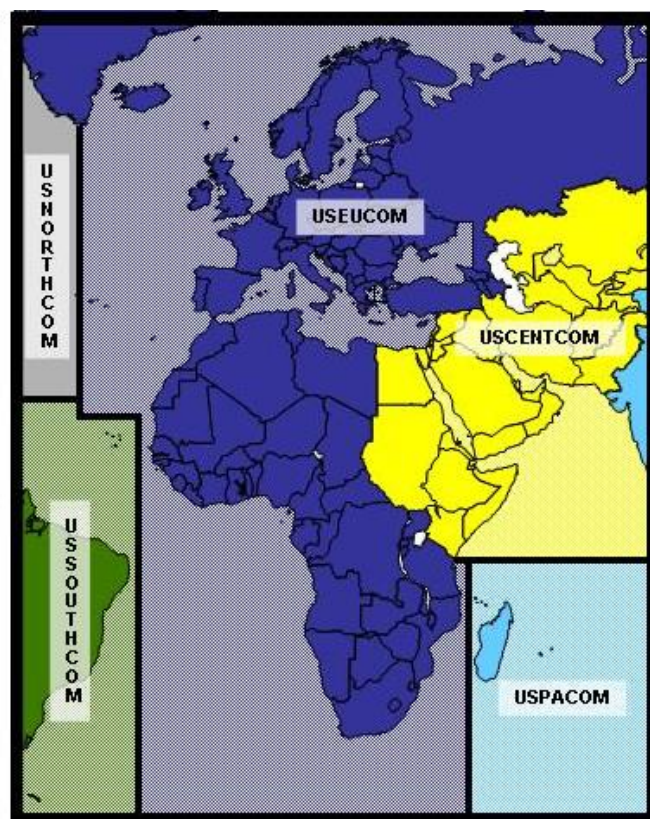
ACRF	African Crisis Reaction Force
ACOTA	African Contingency Operations Training Assistance
ACRI	African Crisis Response Initiative
APAN	All Partners Nations Access
APS	African Partnership Station
AREPC	African Regional Exercise Program Concept
ATP	Assistance Training Program
CCL	Cellule de Coordination et de Liaison
CEDEAO	Communauté Economique des Etats d’Afrique de l’Ouest
CJCS	Chairman of Joint Chief of Staffs
CJTF HOA	Combined Joint Task Force-Horn of Africa
CL	Contingency Location
COM AFRICOM	Commander of AFRICOM
COMIA	Commandants InterArmées
CSIA	Cours Supérieur InterArmes
CSL	Cooperative Support Location
COP	Common Operating Picture
CTPF	Counter Terrorism Partnership Fund
CT	Contre-terrorisme
C2	Command and Control
DCHA	Bureau for Democracy, Conflict and Humanitarian Assistance
DCMA	Deputy to Commander for Military Affairs
DCMO	Deputy to the Commander for Military Operation
DCSD	Direction de Coopération de Sécurité et de Défense
DIA	Defense Intelligence Agency
DOD	Department of Defense
DOS	Department of State
ECC	Evacuation Control Center
EAMPG	Eastern Africa MPG
FAIR	Federal Activities Inventory Reform
FMM	Force Multinationale Mixte
FMF	Foreign Military Financing

FY	Fiscal Year
FOC	Full Operating Capability
GFM	Global Force Management
GPOI	Global Peace Operations Initiative
GSCF	Global Security Contingency Fund
GWOT	Global War on Terror
HSM	Harakat al-Shabaab al-Mujahideen
IED	Improvised Explosive Device.
IMET	International Military Education Training
IOC	Initial Operating Capability
ISA	(Secretary of Defense for) International Security Affairs
ISR	Intelligence Surveillance Reconnaissance
LRA	Lord's Resistance Army
MCC	Millenium Challenge Corporation
MPG	Multilateral Planning Groups
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OCS	Operational Contract Support
OFDA	Office of US Foreign Disaster Assistance
OSC	Office of Security Cooperation
OFDA	Office of US Foreign Disaster Assistance
PEPFAR	President's Emergency Plan for AIDS Relief
PDD	Presidential Decision Directive
PM	Bureau of Political-Military Affairs
PREACT	Partnership for Regional East Africa Counterterrorism
PSI	Pan-Sahel Initiative
PTC	Peacekeeping Training Centers
RDC	République Démocratique du Congo
SDA	Senior Development Advisor
SP-MAGTF	Special Purpose - Marines Air Ground Task Force
SP-MAGTF CR	Special Purpose- Marines Air Ground Task Force Crisis Response
SPP	(National Guard) State Partnership Program
TCP	Theater Campaign Plan
TCN	Troops Contributing Country
TSCTP	Trans-Sahara CounterTerrorism Partnership

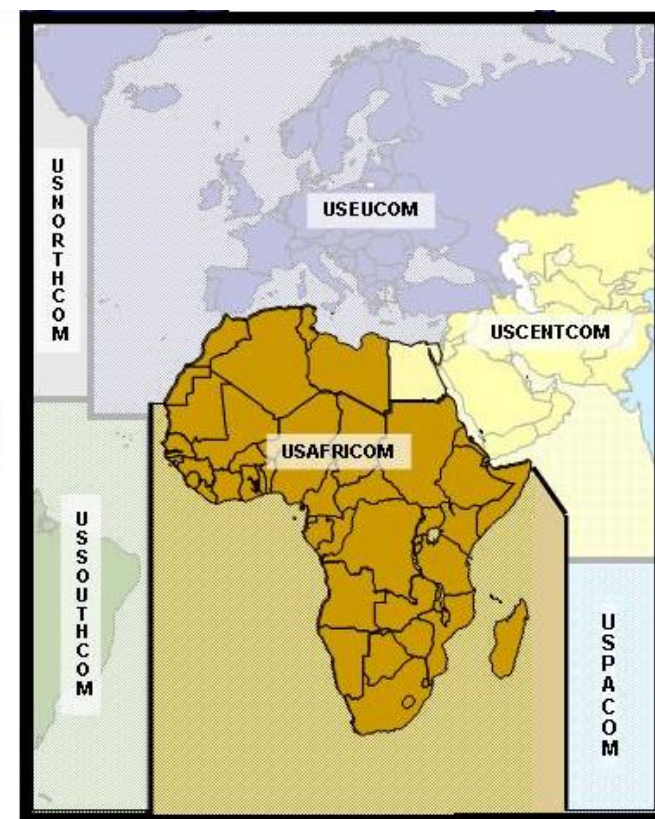
TSH	Temporary Safe Haven
UCP	Unified Command Plan
UA	Union Africaine
USAID	United States Agency for International Development
US AFAF	US Air Forces Africa
US AFRICOM	US Africa Command
US ARAF	US Army Forces Africa
US CENTCOM	US Central Command
US EUCOM	US European Command
US MARFORAF	US Marines Corps Forces Africa
US NAVAF	US Naval Forces Africa
US PACOM	US Pacific Command
US SOCAFRICA	US Special Operations Command Africa
VEO	Violent Extremist Organizations
WALN	West Africa Logistics Network

Annexe 1. La division du monde par COCOM

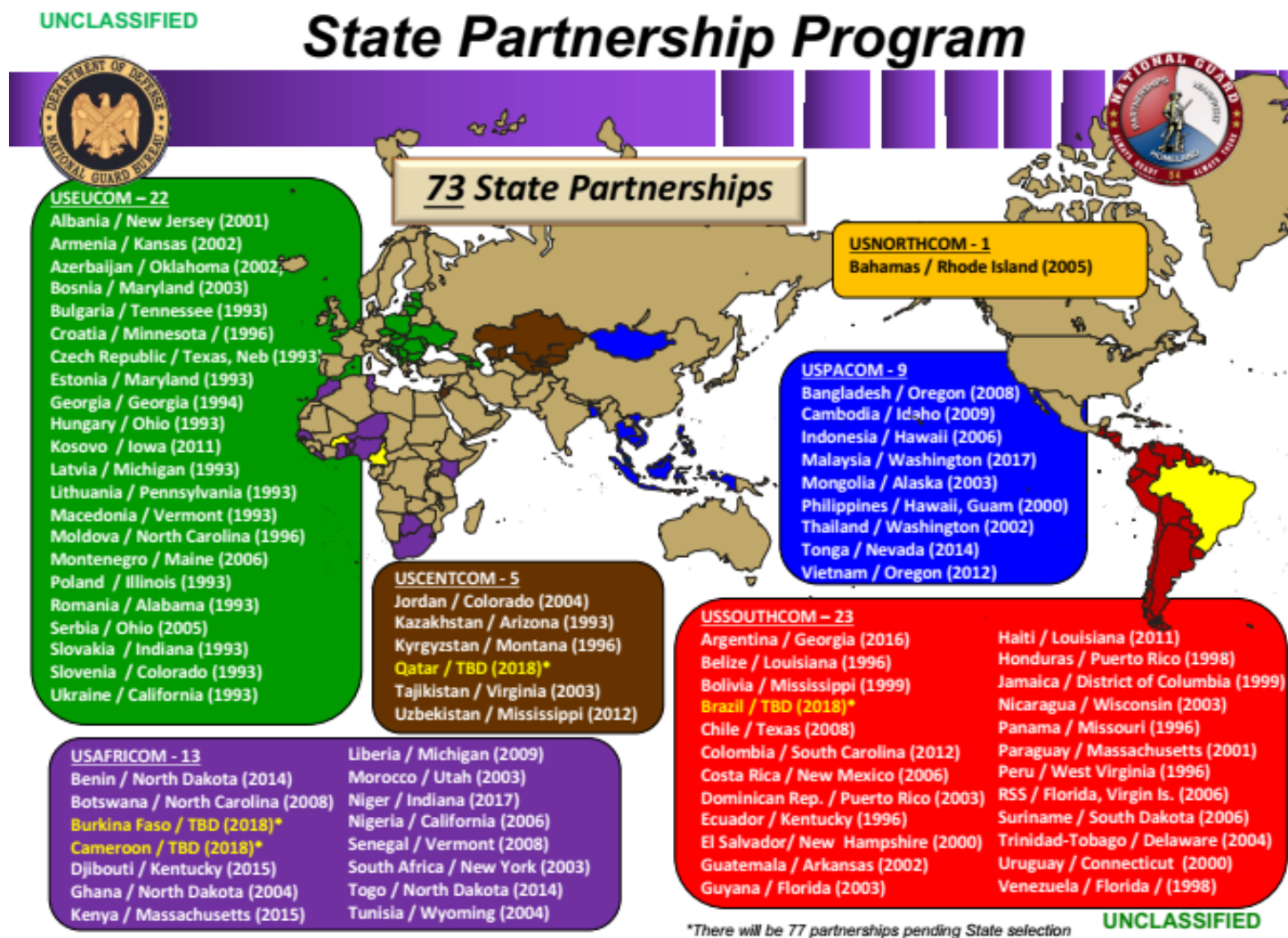
Avant 2007



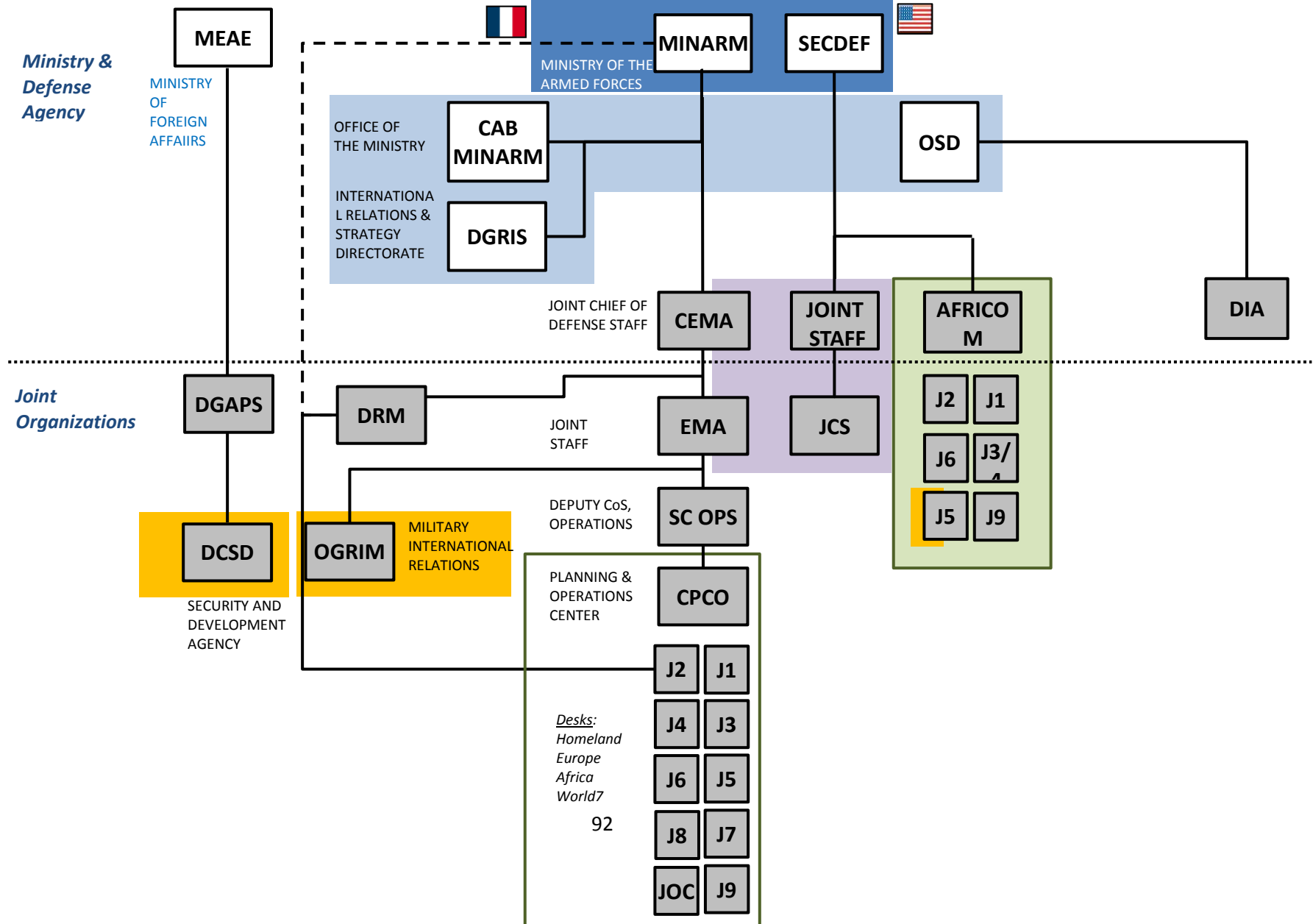
Après 2007



Annexe 2. Programme de partenariat de la garde nationale américaine



Annexe 3. Comparaison de l'organisation de la coopération militaire FR/US



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

ARON Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, Paris, 1962.

ATLAN Catherine et LAUSEIG Jérôme, *Les approches françaises et américaines de maintien de la paix en Afrique*, Polis, 1997,

BAGBY Wesley, *America's International Relations Since World War II*, Presse universitaire d'Oxford, 1999.

BOST François, *France, Afrique, Mondialisation. Le «pré carré français» à l'épreuve de la décolonisation et de la mondialisation de l'économie*, Bulletin de l'Association de Géographes Français, 2010.

BROOKS Sean, *American Foreign Policy Toward Burundi*, PRIMA, volume 2, n°2, 2001.

DESCHAMPS Alain, *Somalie 1993, Première offensive humanitaire*, L'Harmattan, 2000.

HASSNER Pierre et VAISSE Justin, *Washington et le monde. Dilemmes d'une superpuissance*, Collection CERI autrement, 2003.

JOURDE Cédric, *The Role of The United States in Western Africa: Tying Terrorism to electoral Democracy and Strategic Resources in Hegemony or Empire? The redefinition of US Power under George W. Bush*, édition Charles-Philippe David et david Grondin, Ashgate, 2006.

FARDE Guillaume, *Externaliser la sécurité et la défense en France*, édition Hermann, 2016.

FUKUYAMA Francis, *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*, 1992.

LARSDOTTER Kersti, *The US Military in Africa, Security Assistance in Africa: the Case for Less*, Parameters, 2015.

LEBOEUF Aline, *Coopérer avec les armées africaines*, Focus stratégique de l'IFRI, octobre 2017.

Le 5^e Régiment Interarmes d'outre-mer, la force d'intervention prépositionnée, octobre 2017.

LERICHE Frédéric, *La politique africaine des Etats-Unis : une mise en perspective*, Afrique contemporaine, édition De Boeck Supérieur, n°207, 2003/3.

MORGENTHAU Hans, *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*, Knopf, 1948.

NYE Joseph, *Bound to Lead: The changing nature of American power*, Basic Books, 1990.

PASCALLON Pascal, *La politique de sécurité de la France en Afrique*, L'Harmattan, avril 2004.

PATMAN Robert, *US Foreign Policy in Africa, US Foreign Policy*, édition Michael Cox et Doug Stokes, Presse universitaire d'Oxford, 2008.

PHAM John, *The new Strategic importance of Africa in the impact of 9/11 on politics and War: The Day that Change everything?*, édition Matthew Morgan, New York, Palgrave Macmillan, 2009.

PLOCH Lauren, *Africa Command: US Strategic Interests and the Role of the US Military in Africa*, Library of Congress, Congressional Research Service, janvier 2009.

THALER David, *From Patchwork to Framework: A review of Title 10 Authorities for Security Cooperation*, Santa Monica, RAND Corporation, 2016.

TURSE Nick, *The US military moves deeper into America, War is burning*, 29 avril 2017.

VAISSE Justin, *Les Etats-Unis sans Wilson. L'internationalisme américain après la guerre froide*, Critique internationale, 1999.

VEDRINE Hubert, *L'hyperpuissance américaine*, Fondation Jean Jaurès, 2000.

VIBOUX Nicole, *La politique des Etats-Unis en Afrique centrale et des Grands Lacs*, Observatoire des Grands Lacs, FRS/DAS, février 2015.

REVUES, ARTICLES

BADER Laetitia, *Le pouvoir que les hommes ont sur nous*, rapport de Human Rights Watch, 7 septembre 2013.

BERTHEMET Tanguy, *Des soldats américains impliqués au Niger*, Le Figaro, 20 mars 2018.

BLANCHARD Christopher, *Libya: Unrest and US Policy*, CRS Report RL 33142, 29 mars 2011.

BOLDUC Donald (brigadier general, commandant US SOCAFRICA jusqu'à juin 2017), *Operating and Building capacity in the Gray Zone*, African Defense, 1er septembre 2016.

BORE Henri (colonel français à la retraite et actuellement associé à l'*African Center for Strategic Studies*), *French Army Experience in Africa*, *Military Review*, Army University Press, n°47, juillet-août 2006.

BRADY Adam (commandant américain) et SATCHELL Terence (capitaine américain), *SFA and the concept of sustainable training as a role for the US military in Today's world*, *Military Review*, janvier 2016.

CARBONE Giovanni, *Political leadership and development outcomes in Africa*, 2004.

CIZEL Annick, *Un modèle de développement à l'américaine ? Quelques aspects de la politique des Etats-Unis en Ethiopie dans les années cinquante*, *Revue Française d'Etudes Américaines*, n°83, 2000.

CIZEL Annick, *L'Administration Carter et la Corne de l'Afrique : anatomie d'un renversement d'alliances américano-soviétiques*, *Revue Française d'Etudes Américaines*, n°61, août 1994.

COHEN Herman, *The United States and Africa: Non-vital interests require attention*, *Foreign Policy interests*, n°25, 2003.

COJEAN Annick, *Dans l'est du Congo, les viols comme armes de guerre*, www.lemonde.fr, 16 mars 2013.

de BELLESCIZE Gabriel, *Le maintien de la paix en Afrique : la France et le programme Recamp*, *Afrique contemporaine*, n°191, 1999.

DELVENTHAL Paul, *US Counter-Terrorism in Somalia and the Horn of Africa, Post 2001 Project on National Security Reform*, 2010.

DONOVAN Kevin et MARTIN Aron, *ASR Forum on Surveillance in Africa : Politics, Histories, Techniques, Introduction*, *African Studies Review*, vol 59, n°2.

DULLES Foster et RIDINGER Gerald, *The Anti-colonial Policies of Franklin D. Roosevelt*, *Political Science Quarterly*, n°1, 1955.

ECKSTEIN Megan, *Marines testing operating from foreign ships*, www.usni.org, 13 juin 2015.

FELDSTEIN Steve, *Why the Trump administration should not overlock Africa?*, *Carnegie Endowment for international peace*, 22 février 2017.

HERBST Jeffrey, *States and Power in Africa*, *Journal of economic literature*, 1990.

JARREAU P, *George Bush demande à l'Afrique de s'engager contre le terrorisme*, *Le monde*, 8 juillet 2003.

KARSTEINER Walter et MORRISON Stephen, *Rising US Stakes in Africa: Seven Proposals to strengthen US-Africa Policy*, CSIS, mai 2014.

LE VAN Carl, *The Political Economy of African Responses to the US Africa Command*, *Africa Today* 57, n°1, 2010.

MARCH Meredith, *Accord exercises build, strenghten partnerships with Africans*, *US Army Africa Publics Affairs*, US AFRICOM, 30 avril 2017.

McMAHON Michael (colonel américain), *A comprehensive approach to improving US Security Force Assistance efforts*, Strategic Studies Institute, septembre 2009.

National Intelligence Council, External Relations and Africa, Washington DC, 16 mars 2007.

PERLEZ Andrew, *US Wary of Its new neighbor in Djibouti: a Chinese naval base*, *The New York Times*, 25 février 2017.

PHAM John, *Been There, Already Doing That: America's Ongoing Security Engagement in Africa*, *Contemporary Security Policy*, n°1, avril 2009.

PHAM John, *A US measured strategy for the new Africa*, *The Atlantic Council Strategy Papers*, n°7, décembre 2016.

PHAN John, *Terrorism in North Africa: An Examination of the Threat*, *House Homeland Security Committee*, Washington, 29 mars 2017.

OLSEN Gorm Rye, *Civil-military cooperation in crisis management in Africa*, *Journal of international relations and development*, volume 14, n°3, 2011.

PELTIER Jean-Philippe, *Rethinking Africa's Military*, *American Foreign Policy Interests*, n°32, 2010.

SCHRAEDER Peter, *Finie la théorique, vive la géopolitique, Premières tendances de la politique africaine de l'administration Bush (2001)*, *Politique africaine*, n°82, juin 2001.

SPACAPAN John, *An American first plan in Africa*, www.aie.org, 29 mars 2017.

SEGUIN Barre (Major général de l'US Air Force, actuel chef J5 AFRICOM), *Grand entretien*, *AFRIMAG*, n°114, janvier 2018, page 18.

SECK Hope, *Amid Amphib Shortfall, Marines to board NATO ships for Africa missions*, *Military.com*, 23 janvier 2017.

SHINN David, *Africa : China's Laboratory for Third World Security Cooperation*, *China Brief*, *Jamestown Foundation*, volume 16, n°11, 6 juillet 2016.

TELLA Oluwaseun, *AFRICOM: Hard or Soft power initiative?*, *African Security Review*, volume 25, n°4, 2016.

TURSE Nick, *Commandos Without Borders*, *Tomdispatch.com*, 18 décembre 2016.

TRUMP Donald (président américain depuis le 19 janvier 2017), discours réalisé en Ohio le 15 août 2016, tiré d'un article : *Pour Donald Trump, la lutte contre le terrorisme passe par le contrôle de l'immigration*, www.lefigaro.fr, 16 août 2016.

VINES Alex et CARGILL Tom, *Sub-Saharan Africa: providing strategic vision or fire-fighting, America and a Changed World: A Question of Leadership*, édition Robert Niblett, 2010.

VOLMAN Daniel, *AFRICOM: what is it for and what will it do?, US Strategy in Africa*, *Routledge Global Security Studies*, 2009.

WALD Charles, *The Phase Zero campaign*, *Joint Force Quarterly*, n°43, 4^e trimestre 2006.

ZARTMAN William, *L'administration Clinton et l'Afrique : une appréciation d'ensemble*, *Afrique contemporaine*, n°197, 2001.

DOCUMENTS POLITIQUES ET MILITAIRES

Conseil de sécurité de l'ONU, lettre datée du 22 janvier 2014.

Department of Defense, Report to Congress Pursuant to Section 944 of the Ike Skepton Defense Authorization Act for FY2011, juin 2011.

Defense Security Agency, Security Assistance Management Manual, 2007.

Joint Publication 3-68 Noncombatant Evacuation Operations, Joint Chiefs of Staff, 18 novembre 2015.

LYMAN Princeton, *US sanctions Policy in Sub-Saharan Africa*, audition lors du sous-comité des relations extérieures chargé de l'Afrique et de la politique globale de santé du Sénat, 8 juin 2016.

Pentagone, *AFRICOM Won't boost US Troop presence on the continent*, *Inside the Army*, 12 février 2007.

PLOCH Lauren, *Statement before the Senate Foreign Relations Committee on Africa and Global Health*.

The Military Balance 2017.

US Army, US Armed Forces classes of supply, AR 710-2 Supply Below the National Level, 28 mars 2008 (réactualisée le 1er juillet 2015).

US Foreign Military Training Reached Records Highs in 2015, *Security Assistance Monitor*, mai 2017.

US Government Accountability Office, Building Partner capacity ; Inventory of Defense Security Cooperation and Department of State Security Assistance Efforts, 24 mars 2017.

United States. Congressional Research Service. Foreign Aid: An introduction to US Program and Policy, Washington: United States Congress, 2016.

WALDAHAUSER Thomas (général américain commandant AFRICOM), *United States Africa Command 2017 Posture Statement*.

Statement of General David Rodriguez, COM US AFRICOM de 2013 à 2016, 2012.

The White House, Presidents Delivers States of The Union Adress, 31 janvier 2006.

The White House Office, President Bush creates Department of Defense Unified Combattant Command for Africa, presse du Secrétariat, 6 février 2007.

US Department of Defense, Sustaining U.S. Global Leadership: Priorities for the 21st Century, janvier 2012.

TEMOIGNAGES

Autorités civiles et militaires américaines

ANDERSON Joseph (lieutenant general de l'US Army), *Chief of Staff G3/G5/G7 US Army*. Entretien oral libre qui s'est déroulé au Collège des Forces Canadiennes à l'issue d'une conférence, Toronto le 19 mars 2018.

BYRNES Anna (diplomate américaine), analyste et responsable du programme *Multinational Common Operating Picture* au sein de l'US AFRICOM, *MultiNational Coordination Center*. Entretien oral libre qui s'est déroulé à AFRICOM, Stuttgart le 10 janvier 2018.

CROMER Robin (diplomate américaine), *Political Adviser of US Africa Command's Multi National Coordination Center*. Entretien oral libre qui s'est déroulé à AFRICOM, Stuttgart le 10 janvier 2018.

GET Jer Donald (Don) (US Senior civilian advisor), *Deputy Director for Programs, of US Africa Command's J5 Directorate for Strategy, Plans and Programs*. Entretien oral libre qui s'est déroulé à AFRICOM, Stuttgart le 8 janvier 2018.

KORAN Donald (diplomate américain), *Deputy director J5 AFRICOM*. Entretien oral libre qui s'est déroulé à AFRICOM, Stuttgart le 10 janvier 2018.

KUMAPLEY Fadji (commandant de l'US Army), *Niger Desk Officer of US Africa Command's J53/Sahel*. Entretien oral libre qui s'est déroulé à AFRICOM, Stuttgart le 8 janvier 2018.

ROLNICK Daniel (capitaine de corvette de l'US Navy), officier stagiaire de la promotion 25 de l'école de guerre, futur OSC à AFRICOM. Entretien oral libre qui s'est déroulé à l'École militaire 25 janvier 2018.

STOKES Frank (general de brigade de l'US Air Force), *Deputy Director for Campaign Integration, of US Africa Command's J5 Directorate for Strategy, Plans and Programs*. Entretien oral libre qui s'est déroulé à AFRICOM, Stuttgart le 9 janvier 2018.

VARHOLA Laura (colonel de l'US Army, ancien attaché de défense en Ethiopie), *Assistance Deputy Director for Campaign Integration of US Africa Command's J5 Directorate for Strategy, Plans and Programs*. Entretien oral libre qui s'est déroulé à AFRICOM, Stuttgart le 10 janvier 2018.

Autorités militaires africaines

SARR Théodore (lieutenant-colonel de l'armée sénégalaise), officier stagiaire de la promotion 25 de l'école de guerre, ancien commandant de la compagnie de forces spéciales de l'armée de terre sénégalaise (avril 2016 - aout 2017). Entretien oral libre qui s'est déroulé à l'Ecole militaire le 02 février 2018.

IOUGNEBA Modeste (commandant de l'armée de terre tchadienne), ancien officier traitant au cabinet du chef d'état-major des Armées tchadiennes à N'Djamena. Entretien oral libre qui s'est déroulé à Lille le 12 mars 2018.

Autorités militaires françaises

MADÉLIN Grégoire (colonel de l'armée de terre), MEAE/DCSD. Entretien oral libre qui s'est déroulé à l'Ecole militaire le 26 octobre 2017.

PUIDUPIN Marc (Médecin général), directeur des Etudes, Ecole d'Application de service de santé de Libreville (Gabon). Entretien par courriel (23 janvier 2018 - 10 février 2018).

TAILLANDIER Marc (colonel de l'armée de terre), chef de la cellule de coordination et de liaison rattachée à la FMM. Entretien oral libre qui s'est déroulé au CPCO le 16 décembre 2017.

Conférencier

Autorité militaire française

de WOILLEMONT François-Xavier (général de corps d'armée français ayant commandé l'opération Barkhane d'aout 2016 à juillet 2017), secrétaire général adjoint de la défense et de la sécurité nationale. *Le soutien aux opérations*, conférence donnée à l'Ecole de Guerre, Ecole militaire, 15 février 2018.

SITES INTERNET

Site internet d'AFRICOM : www.africom.mil

www.globalsecurity.org

Site internet du Library of Congress : www.loc.gov/exhibits/african/afam002.html

Site internet Millenium Challenge Corporation : www.mccc.gov/pages/about

Site internet du site du Centre pour les relations internationales :
www.securityassistance.org

Site internet du site du Sénat français : www.senat.fr

Site internet de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : www.unodc.org

EMISSION TELEVISEE

COLIN Xavier, *Entre islamistes extrémistes et pirates des mers : comment vit la Somalie ?*,
émission Géopolitis, TSR, 25 février 2009.

TABLE DES MATIERES DETAILLEE

Remerciements
Sommaire
Résumé
Abstract

Introduction

Chapitre I. La stratégie américaine en Afrique : une place secondaire dans les affaires internationales (1789-2007)

- 1.1. Considérée comme non prioritaire (1789-2001),...
 - 1.1.1. Les Etats-Unis face à la menace soviétique
 - 1.1.2. Les Etats-Unis et ses relations bilatérales : les cas de l’Ethiopie et de la Libye
 - 1.1.3. Une tentation expéditionnaire rapidement contrecarrée : la bascule de 1993
- 1.2. ..., l’Afrique se voit accordée, avec le 11 septembre, une fonction stratégique de base arrière dans la lutte contre le terrorisme islamiste (2001-2007).
 - 1.2.1. Des facteurs interconnectés piliers de la politique américaine actuelle
 - 1.2.2. Des applications concrètes

Chapitre II. Une réorientation stratégique nécessitant une nouvelle organisation : AFRICOM et son arme la coopération militaire (2007-2017)

- 2.1. La création d’AFRICOM
- 2.2. AFRICOM : « un Combat Command + »
 - 2.2.1. Un modèle original présentant des avantages indéniables,...
 - 2.2.2. ..., mais qui est confronté à des fragilités intrinsèques.
- 2.3. La coopération militaire comme laboratoire de la stratégie indirecte
 - 2.3.1. Un objectif principal : la lutte contre les *Violent Extremist Organizations* (VEO)
 - 2.3.2. Une voie : la coopération militaire à travers des modes d’actions multiples
 - 2.3.2.1. Entraîner, équiper et assister
 - 2.3.2.2. Le renforcement des capacités de paix
 - 2.3.2.3. Les programmes de lutte contre le terrorisme
 - 2.3.2.4. L’organisation d’exercices
- 2.4. Des relations franco-américaines en devenir
 - 2.4.1. La priorité d’un dialogue en bilatéral
 - 2.4.2. Un format P3 favorable dans certaines régions
 - 2.4.3. La *Common Operating Picture* : une tentative multilatérale utile et efficace ?

Chapitre III. Perspectives de la stratégie américaine en Afrique (2017-2025)

- 3.1. Une politique d’aide remise en question avec la nouvelle présidence.
 - 3.1.1. Oubliée à Washington,...
 - 3.1.2..., mais un continent aux multiples enjeux pour les Etats-Unis
- 3.2. Une approche de la coopération en cours de révision
 - 3.2.1. L’évaluation des actions menées

- 3.2.2. Un modèle de coopération en pleine évolution
 - 3.2.2.1. Impact direct sur les unités américaines
 - 3.2.2.2. Impact sur les unités africaines bénéficiaires
- 3.3. Comment aborder les futures relations franco-américaines à l'horizon 2025 ?
 - 3.3.1. Un intérêt mutuel à travailler de concert
 - 3.3.1.1. Un intérêt grandissant des Américains
 - 3.3.1.2. Une nécessité impérieuse pour les Français
 - 3.3.2. Des contraintes surmontables
 - 3.3.3. Penser à long terme : 53 pays, 53 profils d'armées, 53 types de coopérations
 - 3.3.3.1. Une standardisation à ne pas sous-estimer
 - 3.3.3.2. Une coordination à tous les niveaux de décision

Conclusion

Liste des acronymes

Annexes

Bibliographie

Table des matières détaillée

